

À L'ENCONTRE

n° 15

2003

5 francs - 2 euros

● **IRAK** La guerre et le mépris pour la démocratie

● **SUISSE** Choc électoral et baudruches

● **IMPÉRIALISME** Mondialisation et crise agricole

● **BRÉSIL** Lula et le FMI

● **AMÉRIQUE LATINE** Sociétés chamboulées et nouveaux acteurs sociaux

Sommaire

Suisse

- Elections, cacophonie et baudruches
(J.-F. Marquis, C.-A. Udry) 3
- 11e révision de l'AVS: chances
et pièges d'une campagne
(J.-F. Marquis, C.-A. Udry) 12

Union européenne

- Constitution européenne:
une charte néolibérale
(Yves Salesses) 15

Impérialisme

- Mondialisation et crise agricole
(Samir Amin) 21

Amérique latine

- Sociétés chamboulées et acteurs
sociaux nouveaux
(Francisco Oliveira) 26
- Le Brésil de Lula et le FMI
(César Benjamin) 33

Etats-Unis – Irak

- La guerre contre l'Irak
et le mépris pour la démocratie
(Noam Chomsky) 36

France

- Appel adopté
par le XVe Congrès de la LCR 39
- A lire 40

Dans le n° 16 de à l'encontre, nous publierons un dossier sur la politique du Parti socialiste et de l'Union syndicale suisse face aux privatisations.

www.alencontre.org

Site remis à jour
trois fois par semaine.

Articles sur la Bolivie,
le Brésil, l'Irak,
la Palestine, les Etats-
Unis, la Suisse...

Abonnez-vous !

redaction@alencontre.org
administration@alencontre.org
cp 120, 1000 Lausanne 20

À L'ENCONTRE

<http://www.alencontre.org>
administration@alencontre.org
fax : 021 661 20 71
cp. 120, 1000 Lausanne 20
cep 10-25669-5

10 numéros par année
• abonnement annuel : 50.-
• abonnement de soutien : dès 75.-

Editeur responsable : Alain Gonthier
Mise en page et impression : CODIS, Lausanne

« Relance » et super-exploitation

L'annonce d'une croissance de 7,2% (en taux annualisé) de l'économie américaine, au troisième trimestre 2003, a fait la une de la presse, y compris en Suisse. Mais, comme l'écrit l'éditeur du magazine Fast Company, Alan M. Webber: « Le problème, c'est que cette croissance ne descend pas jusqu'aux travailleurs. »

Certes, il y a une légère relance de l'emploi: 143 000 nouveaux emplois créés, quasi exclusivement dans les services. Pour initier une baisse du chômage enregistré officiellement, il faudrait créer chaque mois entre 100 000 et 150 000 emplois, afin de répondre à l'entrée de nouveaux venus sur le marché du travail.

Malgré ce début de relance, les travailleurs et travailleuses des Etats-Unis ne sont pas en train de retrouver ce qu'ils ont perdu au cours des dernières années. Et les suppressions d'emplois, dans de grandes sociétés, continuent à un rythme impressionnant: 171 874 pour le mois d'octobre 2003 (contre 76 506 en septembre). Ben Bernanke, de la Réserve fédérale (banque centrale), dans une conférence faite le 6 novembre à la Carnegie Mellon University, indique que 2,8 millions d'emplois ont été supprimés depuis le début de la récession de mars 2000, dont 2,4 dans le secteur manufacturier.

Autrement dit, la relance concerne prioritairement le marché boursier et les profits déclarés, au troisième trimestre, des entreprises qui y sont cotées. Une des explications de ce processus réside dans la croissance de la production par heure travaillée (productivité) et dans l'augmentation tout à fait négligeable du salaire effectif obtenu (0,8%) malgré les heures supplémentaires accomplies.

Cette double dynamique se traduit par la baisse enregistrée des coûts unitaires sala-

riaux (part des salaires dans chaque unité produite), qui est de 4,6% au troisième trimestre 2003.

Le nombre total de sans-emploi aux Etats-Unis reste de 8,8 millions. Parmi eux, 23% cherchent, selon le Bureau of Labor Statistics (BLS), un emploi depuis 27 semaines ou plus. Le BLS indique que 1,6 million de personnes sont « marginalement rattachées à la force de travail ». Ce sont en grande partie des personnes qui ont cherché un emploi, mais qui, sans perspectives, ont cessé de le faire, quatre semaines avant l'enquête du BLS (communiqué du 7 novembre 2003).

Le total des chômeurs dépasse donc les 10 millions, dans lesquels ne sont pas inclus les plus de 2 millions de personnes incarcérées dans les prisons américaines.

Le nombre de citoyens et citoyennes pauvres, désespérément, de sans-logis, de sans couverture médicale, n'a fait que croître depuis trois ans. A ce propos, il est des plus significatif que, selon une toute récente étude du Commonwealth Fund, le nombre de salarié-e-s employés par des grandes sociétés ne disposant pas d'une assurance maladie a passé de 25% en 1987 à 32% en 2001. C'est le résultat, entre autres, de la précarité, c'est-à-dire des emplois intérimaires et de la sous-traitance.

La création d'emplois ne recouvre plus, comme dans les années 1970 ou 1980, le même type d'emplois, ni les mêmes conditions de travail, ni la même couverture sociale. Le durcissement de l'exploitation accompagne la récession et la relance frémissante. En ce sens, les Etats-Unis montrent « l'avenir ». Et l'admiration d'un Pascal Couchepin ou de la NZZ pour la « vitalité économique » des Etats-Unis doit être interprétée comme une volonté d'appliquer un tel programme. Avec le soutien de Christoph Blocher. – Réd.

Elections, cacophonie et baudruches

C.-A. Udry et J.-F. Marquis

« Accordez ces discours
que j'ai peine à comprendre. »

Corneille, La mort de Pompée, V, 3.

Les dernières élections en Suisse ont suscité un intérêt, y compris dans les médias internationaux. Cette curiosité internationale fut presque à la hauteur de la méconnaissance qui estampe les rares commentaires portant sur une formation sociale et une réalité politique helvétiques très particulières. Cela d'autant plus que le monde francophone ignore – y compris dans sa province suisse française – la langue de la bourgeoisie helvétique réellement existante : celle enracinée en Suisse alémanique.

En l'an 2000, les exégèses les plus superficielles et empreintes d'un naturalisme si justement reproché aux racistes (« *l'axe fasciste alpin, allant de l'Autriche à l'Italie, en passant par la Bavière et Berne* », pour citer des historiens dits critiques) fleurissaient dans la presse à l'occasion de la percée du Freiheitliche Partei Oestereichs (FPÖ) de Jörg Haider en Autriche. Des formules analogues, à l'emporte-pièce, ont fait et font, aujourd'hui, florès dans les médias de Suisse française – avec une étrange tonalité anti-suisse alémanique – à propos de la percée électorale de l'Union démocratique du centre (UDC), dont la figure de proue est l'industriel internationalisé Christophe Blocher.

Dès lors, tracer avec une certaine précision un cadre d'analyse semble nécessaire. Ou du moins utile.

Changement de climat

L'Union démocratique du centre (UDC) – Parti Suisse du Peuple, pour respecter la traduction de l'allemand – réunissait 11,9% des suffrages lors des élections nationales de 1991 et 22,5% en 1999. En 2003, son score s'élève à 26,6%. Depuis l'introduction du système proportionnel en 1919, aucun parti – de plus gouvernemental – n'a connu une croissance aussi rapide. Durant ces mêmes douze années, les

suffrages cumulés du gouvernemental Parti socialiste suisse (PSS) et des Verts sont passés de 26,1% à 30,7%. Cette progression (+18%, indice 100 à 118) est sans comparaison avec celle du pôle de droite conservateur et nationaliste incarné par le parti de Christoph Blocher (+124%, indice 100 à 224). Le PSS, qui rassemblait 18,5% des suffrages en 1991, a atteint le seuil des 22,5% 1999 (mais il en recueillait 22,9% en 1971!). En 2003, le PSS obtient le 23,3% des suffrages, ce qui reste inférieur au 24,9% de 1975. Ces résultats comparés doivent être mis en relation avec une évolution socio-politique et économique que nous avons analysée avec minutie, dès le début des années 1990¹.

Dans la gauche (ou plus exactement l'a-gauche, avec un a privatif), nos constats semblaient, alors, trop sombres et marqués au coin du « pessimisme », une prétendue catégorie politique censée fonctionner comme corsetage de la pensée et de l'action. Pourtant tenter d'apprécier avec le plus de justesse possible les dynamiques sociales et politiques à l'œuvre, non seulement participe d'une exigence élémentaire d'honnêteté intellectuelle, mais aussi de cette obligation éthique d'affronter, sur le long terme, les tâches que s'assignent celles et ceux pour qui participer aux modestes combats pour « changer le monde » ne relève pas d'un marketing politique. A l'opposé, la drogue douce électoraliste qui accompagne les « opérations politiques » (« A gauche toute ! », par exemple) de la gauche débouche, avant les élections, sur la désinformation devant fournir l'air nécessaire à gonfler une baudruche. Puis, la fête finie, sur des demi-mensonges visant à ne pas « décevoir la troupe » qui se voyait déjà emprunter un aérostat, alors qu'il ne s'agissait que d'un de ces ballons... distribués aux enfants, sur les places, par les intermittents du théâtre électoraliste.

Or, ces élections nationales de 2003 s'inscrivaient sur un arrière-fond particulier, depuis la seconde guerre mondiale. Pour les salarié-e-s de Suisse, les douze années 1991-2003 sont marquées par : la peur du licenciement et de la précarité ; l'imposi-

tion d'un chômage durable ; la baisse du pouvoir d'achat ; l'explosion des primes d'assurance maladie ; une densification-intensification du travail ; la suppression du statut de fonctionnaire désignant un projet conscient de « déstabiliser les stables » ; la privatisation, de fait ou rampante, des grandes régies fédérales (CFF et PTT), accompagnée d'un recul des services publics et de milliers de suppressions d'emplois ; la déstabilisation du système des retraites, aussi bien celui par répartition (premier pilier) que par capitalisation (deuxième pilier) ; une relance de la privatisation de l'énergie...

Ces douze années ont donc enterré pour la grande majorité des salarié-e-s vivant et travaillant en Suisse – avec un retard de près d'une décennie sur le reste de l'Europe – les espoirs d'un « progrès social régulier », dans un environnement « familial et rassurant ». Une toute récente enquête illustre, graphiquement, cette rupture : « *En 2002, 44% de la population active ressentait une forte tension au travail, à l'origine parfois de troubles importants tels que maux de dos, trouble du sommeil ou mal-être psychique.* » (Enquête suisse sur la santé, Office fédéral de la statistique (OFS), 31 octobre 2003). « *Les conditions de travail se sont notablement durcies depuis 1997* », remarque avec audace Walter Weiss de l'OFS (24 heures, 1-2 novembre 2003).

Le métier d'employé de banque, paradigme de l'emploi privé stable, s'est défiguré. Selon les dernières statistiques, 4780 employé-e-s de banque sont au chômage en Suisse. La secrétaire de la plus que conformiste ASEB (Association des employé-e-s de banque), Marie-France Goy confesse : « *Au cours des cinq dernières années, les suppressions d'emplois n'ont épargné presque aucune catégorie de la banque. Or, malgré les effets négatifs qui en découlent (insécurité, pression hiérarchique, réorganisation constante, démotivation, stress, voire baisse des rémunérations), cela n'a pas empêché les banques d'enregistrer des résultats une nouvelle fois exceptionnels.* » (Tribune de Genève, 5 novembre 2003). N'y aurait-il pas un certain lien de cause à effet ?

Enfin, depuis 1990, les salaires des travailleurs et travailleuses non-qualifiés ont baissé de 7%. Les 10% les plus pauvres de Suisse ont vu leur revenu baissé de 12,6%. Par contre, les revenus, déclarés, des 10% les plus aisés ont augmenté pour la même période de 16,5%.

Et la dernière enquête sur la fortune, avec la sous-estimation qu'elle comporte pour le secteur le plus riche, donne le résultat suivant: 3% des contribuables les plus aisés détiennent 50% de la fortune. Par contre, le 90% des personnes assujetties à l'impôt n'en « contrôlent » au total que 28%. Quant à la tranche des 10% les plus opulents, elle maîtrise 72% de la fortune mobilière (ce qui est grossièrement sous-évalué, étant donné le secret bancaire) et immobilière. Ces inégalités en termes de revenus et, surtout, de fortune se manifestent dans une société où les salarié·e·s, en 2003 (fin du deuxième trimestre), constituent le 79,17% de la population active en Suisse. La bipolarisation sociale et la bipolarisation de la répartition de la fortune, qui renvoient à la propriété très concentrée du capital (sous toutes ses formes), se traduisent au travers des chiffres indiqués ci-dessus.

Les pilotes et... leurs stewards

Or, ce bouleversement socio-économique – ce changement de climat – a été soigneusement préparé. Et cela dans un contexte de « paix du travail » et de « gouvernement de coalition », intégrant au plan fédéral le Parti socialiste, le Parti radical, le Parti démocrate-chrétien et l'UDC.

Ce régime de coalition et d'intégration, soigneusement bâti, descend en cascade au niveau des cantons et des municipalités (plus significativement les grandes cités comme Bâle, Zurich, Genève).² Ce système d'organisation de l'hégémonie des forces bourgeoise – qui, de plus, laisse aux organisations patronales une place écrasante dans les processus importants de décision – a laminé les éléments propres à la (re)constitution d'une indépendance de classe (face à la bourgeoisie et à ses représentants directs) à l'occasion d'une remise en cause aussi bien du salaire direct que social, de l'emploi que des conditions de travail. Le chamboulement électoral du 19 octobre 2003 n'a pas

sonné comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il est le fruit d'une offensive coordonnée de la classe dominante et de ses élites politiques et économiques.

Cet assaut a commencé, avec une forte volonté du patronat d'occuper publiquement et directement l'espace politique. Les deux *Livres blancs* (1991 et 1995) commis par feu David De Pury – sponsorisés par les plus grands noms de patronat helvétique – ont marqué, en Suisse, l'enclenchement d'une nouvelle étape de la contre-réforme néo-conservatrice d'ensemble, cohérente, au point de se donner les traits forts d'une transformation inévitable, réactionnaire. Elle a été affublée du

terme de « réforme », un vocable emprunté consciemment à la « gauche historique » pour en subvertir le sens et pour rejeter cette gauche dans le « camp conservateur » (comme le fait Couchepin), ce qui oblige, sans cesse, le PSS à être sur la défensive et à marmonner: « nous sommes d'accord de réformer, avec vous, mais un peu différemment... ».

Ils sont nombreux ceux et celles qui ont déjà oublié que De Pury fut courtisé par beaucoup de politiciens dits de gauche. Ils le présentaient comme un anti-Blocher parce que défenseur de cette Union européenne (UE), hyperlibérale, avec comme symbole sa Banque centrale (BCE), indé-

Ch. Blocher



pendante, pilotée par le social-démocrate hollandais Wim Duisenberg, avant que le monétariste Jean-Claude Trichet le remplace en cette fin 2003. Or, au cours des années 1990, l'entrée dans l'UE est devenue quasiment le signe distinctif premier de la social-démocratie helvétique³. Les salarié-e-s se sont trouvés placés – alors qu'une offensive du Capital, très similaire, se développe dans tous les pays de l'UE, avec le soutien actif de la Commission européenne – devant un dilemme artificieux et, de plus, virtuel, sans lien avec leur situation effective et quotidienne : l'entrée ou non dans l'UE. Un dilemme affublé d'une rhétorique, aussi sonnante que vide de sens, sur « l'ouverture » ou « la fermeture » de la Suisse. Un discours dont le non-sens devait camoufler le vide substantiel au plan politique.

Or, le capitalisme helvétique est, depuis longtemps, un des plus « ouverts » du monde en termes : de libéralisation des exportations de capitaux sous la forme d'investissement directs à l'étranger (IDE) – donc d'exploitation de salarié-e-s au sein de l'UE ou dans la périphérie – ou de finance de marché (placements boursiers les plus divers) et d'importation de capitaux en Suisse (transfert de richesse des pays de la périphérie ou du centre); d'insertion dans son appareil productif, dans l'espace national, d'une main-d'œuvre immigrée décisive pour les rouages de la machine industrielle et de services liés à l'industrie; de « bons offices » diplomatiques offerts aux Etats-Unis... et à l'Allemagne.

Au moment où la crise sociale taraude lentement les esprits, où les contre-réformes sont assidûment appliquées, le PS discourt sur la « nécessaire entrée de l'UE », sur « la génération Europe ». Alors que naît la « génération de la crise ». Pour camoufler son ralliement enthousiaste au social-libéralisme, la social-démocratie avançait (et avance) comme le concombre masqué, affublée du loup de l'UE dont la politique ne cessait d'entériner les d'un assaut résolu contre « l'état social ». Les directions syndicales, liées au PSS, choisissent le même verbiage et le tiennent autour d'une « table ronde » avec patronat et autorités.

Les jeux étaient faits. Dès lors, l'UDC pourra instrumentaliser les effets sociaux-

psychologiques produits par une cure d'électrochocs néo-conservateurs sur une couche assez large de salariés et de retraités, tout en ralliant un secteur des « classes moyennes » touchées par une politique fiscale – inaugurée par le parti radical – ayant pour but de lui faire accepter la politique des « caisses vides », et de se rallier au « moins d'Etat ».

Toutefois, cette instrumentalisation n'aurait pas été aussi aisée sans la caution constante, et souvent active, apportée par lesdits représentants de la gauche à cette politique de « dérégulation » bourgeoise. Rappels. C'est un social-démocrate – B. Weibel – qui pilote la privatisation rampante des CFF. Ce sont des « socialistes » – J.-N. Rey (nouveau conseiller national valaisan du PS et actuel directeur de DHL⁴ en Suisse) et Ulrich Gigy, ancien bras droit du radical Kaspar Villiger aux finances fédérales – qui ont démantelé les PTT et privatisent, par tranche, La Poste. Tout cela sous la bénédiction du leur conseiller fédéral de tutelle, le social-démocrate Moritz Leuenberger. Ce dernier peut compter avec le consentement des directions syndicales qui, en 1997, s'opposèrent aux référendums contre la démolition des PTT.

C'est la social-démocrate Ruth Dreifuss, alors conseillère fédérale, qui a initié l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes (10^e révision de l'AVS) et qui a combattu l'initiative pour des primes de « caisse maladie » en pour cent du salaire, après avoir béni, lors de son entrée au Conseil fédéral, la LAMal (Loi sur l'assurance maladie).

A de très rares exceptions, les élus socialistes ou verts (écologistes) dans les exécutifs ont approuvé les coupes budgétaires, au niveau fédéral, cantonal ou communal.

La nouvelle loi sur le travail, feu vert à la flexibilité sans rivage, a reçu en 1998 la bénédiction du Parti socialiste et même de la direction de l'Union syndicale suisse (USS). Tout comme la transformation, en 1995, de la loi sur le chômage, devenue l'instrument d'une astreinte au travail désavantageant encore plus les salarié-e-s sur ledit marché du travail (qui enregistre l'inégalité structurelle du rapport de force entre le Capital et le Travail).

En réalité, on constate au sein des couches dirigeantes de la social-démocratie helvétique, à une échelle plus réduite, la même mutation sociologique qui est à l'œuvre en Europe. Une fraction des sommets de la social-démocratie est directement intégrée aux structures de décisions du capital privé ou en voie de privatisation. En dehors des Gigy et des Weibel, on peut mentionner, Jean-Noël Rey (patron de DHL) Peter Vollmer directeur du VÖV / SBS (Verband öffentlicher Verkehrsmittel / Seilbahnen Schweiz) ou encore Elmar Ledergerber, grand prêtre de la libéralisation de l'énergie en Suisse à la tête de Econcept AG, sans parler de son intégration dans l'establishment bourgeois zurichois.

Plus généralement, les notables sociaux-démocrates se revendiquent d'une conception managériale de la politique, se font les vecteurs du *new public management* (NPM) dans les institutions étatiques adoptant ainsi les orientations élaborées par l'OCDE afin de miner les services publics, la politique « publique » en faveur de l'ouverture de champs d'investissements aux capitaux privés⁵.

A tout cela, il faut ajouter cette volonté de distinction qui fait des divers élu-e-s socio-démocrates des admirateurs fascinés de l'entreprise privée. Dit autrement : ils singent les vrais patrons. Comme s'y essaye Anita Fetz du PS de Bâle-Ville, et avant elle Micheline Calmy-Rey. Les liens organiques entre social-démocratie et salariat n'ont plus rien à voir avec ce qui existait... il y a 50 ans. Il serait temps de le comprendre.

Réalignements au sein des « élites dirigeantes »

La percée de l'UDC a donné naissance à un schéma « explicatif » de la situation politique ayant pour fonction de préparer la nouvelle étape d'un gouvernement fédéral de coalition.

Le « champ politique » serait divisé en trois blocs, en trois « acteurs » concurrents – pour reprendre les modèles de l'économie néoclassique qui ont gagné la « science politique ». Il y aurait le « bloc de droite » : avec l'UDC ; puis le « bloc du centre » : avec le Parti radical et le Parti démocrate-chrétien (PDC) ; enfin le « bloc de gauche » constitué par le Parti socialis- ▶

Die Blocher-Frage



te, les Verts... et le PdT/POP (Parti du travail/Parti ouvrier populaire) à Genève, Vaud et Neuchâtel⁶.

Ce croquis ne correspond en rien à la réalité du processus socio-économique et politique en cours. Christoph Blocher – issu d'un de ces corps intermédiaires prisés par la bourgeoisie suisse: une famille de pasteurs protestants très idéologisés – a intégré pleinement les sphères du grand capital helvétique. Son holding Emesta-Holding contrôle une transnationale Ems-Chemie dont l'action a sur-performé, depuis 1988, le SPI (indice suisse du marché des actions qui intègre 276 sociétés). Le rendement des fonds propres d'Ems-Chemie, à partir des taux de marge dégagés et des opérations boursières, a oscillé entre 19,8 %, 25,8 %, 24,2 %, 13,5 % et 11,8 %, respectivement, de 1998 à 2002. La bible des actionnaires, publiée par le journal économique zurichois *Finanz und Wirtschaft*, souligne (édition 2003-2004): « *Ems-Chemie, qui*

regroupe les secteurs matériaux polymères, produits chimiques fins, ingénierie, opère surtout en Allemagne (26,5 %), au Japon (9,5 %), aux Etats-Unis (9,9 %), en Suisse (8 %). » (p. 133) Ems-Chemie « travaille » pour l'automobile européenne – allemande avant tout – et pour l'industrie pharmaceutique. On est donc loin, avec Blocher, qui a creusé sa place politique dans la capitale économique de l'Helvétie, Zurich, d'un leader politique à la Le Pen ou à la Haider – de Carinthie.

Il n'est pas besoin d'avoir une connaissance approfondie de l'histoire du capitalisme suisse pour comprendre que l'insertion d'un groupe comme Ems-Chemie dans le capitalisme européen rend plus que sensible son patron aux conditions comparées de valorisation du capital entre l'Allemagne et la Suisse.

Ce critère est depuis longtemps utilisé par le grand patronat helvétique afin de mesurer la « compétitivité » relative de la place productive suisse. Cela d'autant plus que

les IDE (investissement directs à l'étranger) d'entreprises suisses dans le tissu productif allemand sont nettement plus importants que dans le reste du monde. Pour l'illustrer, il suffit d'une donnée: le total des salariés « employés » dans des entreprises contrôlées par des capitaux suisses atteint 1,32 million en l'an 2000; pour la seule Allemagne, la part est de 251 625 (par rapport à 130 350 en Grande-Bretagne... où le nombre concerne fortement le secteur de la banque, y compris des paradis fiscaux comme Guernsey et Jersey).

A la différence d'une fraction du patronat des machines-outils et de la chimie, exportant avant tout en Europe et bien implantée directement dans l'UE, Christoph Blocher s'est toujours fermement opposé à l'entrée dans l'UE. Il en a fait un thème de sa politique, combiné avec une forte réaffirmation des « valeurs traditionnelles » et donc de la xénophobie, une des thématiques qui fait que, par

cercles concentriques, l'UDC capte quelques fragments de l'extrême droite. Ce n'est pas une nouveauté dans l'histoire de la droite conservatrice en Suisse, comme ne le sont pas les tendances à un autoritarisme sécuritaire, répressif qui fonctionne en écho avec la xénophobie et accompagne physiologiquement les contre-réformes sociales.

Or, depuis trois ou quatre ans, une conjoncture nouvelle s'est affirmée. Face, d'une part, aux incertitudes sur l'avenir de l'euro, sur les relations entre les Etats-Unis et l'UE, sur les relations entre les bourgeoisies européennes au sein même de l'UE (particulièrement la position de la City londonienne et de sa livre sterling) et, d'autre part, face à la poussée à institutionnaliser plus fortement l'UE selon des modalités qui laissent moins de champ de manœuvre aux bourgeoisies politiquement plus faibles, un réaligement sur le thème de l'UE s'est opéré au sein de la classe dominante helvétique et de ses élites politiques. Le refus de l'UE est, aujourd'hui, partagé très largement par le patronat suisse, dans ses différents segments (banques, assurances, industrie des machines, chimie, etc.).

A l'ordre du jour se confirme une priorité : pousser plus loin l'offensive néo-conservatrice dans tous les domaines. Cela doit permettre de maintenir l'avantage compétitif en termes de coûts unitaires salariaux sur l'Allemagne; ce qui permet aussi de faire face plus aisément aux fluctuations du taux de change du franc suisse. C'est-à-dire de diminuer l'impact d'une hausse du franc suisse sur les exportations non seulement en termes de volumes, mais aussi de marges de gain à l'exportation. Il faut rappeler enfin que l'industrie d'exportation helvétique ne joue pas la carte prioritairement de la compétitivité-prix, mais celle de l'hyper-spécialisation dans des niches du marché mondial.

Face à l'Agenda 2010 du social-démocrate Schröder, face aux effets du chômage sur les conditions de travail et de salaires en Allemagne, face à l'affaiblissement du mouvement syndical allemand, le patronat helvétique prend, comme toujours, les devants. Au nom de la « compétitivité

suisse » (Standort Schweiz), l'attaque anti-sociale sera menée plus durement. L'UDC et son leader Blocher sont parfaitement fonctionnels à cette option.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la Tribune de Genève du 20 octobre 2003 titre : « Les patrons s'affichent en faveur de Blocher ». Ainsi le président de l'Association suisse des banquiers, le Genevois et libéral Pierre Mirabaud, lui donne son appui. Le directeur d'économiesuisse, Rudolf Ramsauer, déclare : « Christoph Blocher est un entrepreneur talentueux. Et il porte en lui quelque chose de rebelle. Nous voulons nous faire entendre à Berne. Si c'est par la voix de Blocher tant mieux. » Le codirecteur d'un des instituts bancaires membres du peloton des dix principales banques mondiales, Credit Suisse Group, signale : « La Suisse doit absolument préserver son indépendance et ses valeurs face à l'UE. »

La même orientation ressort dans les médias de la Suisse alémanique, donc au cœur du capitalisme helvétique : « L'économie salue la candidature [au Conseil fédéral] de Christoph Blocher » (Tages Anzeiger, 21 octobre 2003). Et l'éditorialiste du très influent quotidien Neue Zürcher Zeitung écrit dans son édition du 25/26 octobre 2003 : « Avec un conseiller fédéral comme Blocher, il y aurait au moins une chance d'un soutien à l'économie de marché, comme le pays en a si fortement besoin. »

L'hebdomadaire Cash, en première de son supplément Cash Enterprise, titre : « L'UDC s'affirme comme le parti des entrepreneurs ». Et il relève qu'à l'Assemblée fédérale (Conseil national et Conseil des Etats), l'UDC pourra compter sur 16 représentants directs des entrepreneurs, alors que les radicaux n'en réunissent que sept dans leurs rangs... et le PS deux. L'Agefi, le 3 novembre 2003, à l'occasion du Forum de Glion – haut lieu initialement des europhiles –, titre en première : « Les vœux des chefs d'entreprise : Monsieur Blocher au Conseil fédéral ». Hans Fischer – de la direction de la Banque cantonale zurichoise (BCZ), la troisième banque de suisse, qui a récupéré l'essentiel des avoirs du groupe de Martin Ebner, ancien

acolyte de Blocher – salue « la capacité incontestable de Christoph Blocher, dont celle d'un chef d'entreprise à succès et au sens du commandement. Ces éléments sont plus que nécessaire à un bon fonctionnement du Conseil fédéral qui manque singulièrement de poigne. »

Ce quasi-unanimisme patronal peut être mis en regard avec les déclarations d'une partie du gotha de la banque il y a encore quelques années. Ainsi, Robert Studer, le patron de l'UBS, en 1992, avant la fusion UBS-SBS, déclarait : « La moitié de ce que dit Blocher est faux. » En 1997, Mathis Cabiavetta, alors à la tête de UBS, attaquait ouvertement Blocher. Rainer E. Gut, le grand patron du Credit Suisse Group, en 1999 encore, déclarait : « La voie que Blocher indique n'est pas celle du futur. » Et Lukas Mühlemann, encore en 2001, se différencie de Blocher (Sonntags-Zeitung, 2 novembre 2003, p. 61-62). On trouvait les mêmes remarques, quoique faites sur un ton plus modéré, chez Vasella de Novartis ou à la direction de Schindler. Mais les temps ont changé.

Voilà le fait le plus marquant de ces élections : le réaligement politique du camp bourgeois est l'expression d'un réarrangement, au sein même de la classe dominante, particulièrement sur la relation à établir entre la Suisse et l'UE, dans la phase à venir. Ce qui n'empêchera pas un possible tournant dans les dix à quinze ans. Et Blocher a déjà indiqué qu'il accepterait une bonne négociation sur les bilatérales, prenant à contre-pied les syndicats sur la « libre circulation » des travailleurs où leur approche suinte d'une xénophobie inhibée.

Le néocorporatisme à la sauce du XXI^e siècle naissant

La volonté affichée d'un Conseil fédéral « à poigne » résulte de l'expérience faite par le patronat depuis 1990-1991. Les coups les plus durs n'ont pas suscité une riposte organisée des syndicats, ni des mobilisations semi-spontanées significatives des salarié-e-s, même si une certaine disponibilité s'est manifestée chez les travailleuses et les travailleurs. Dès lors, une ►

conclusion a été tirée dans le camp bourgeois. C'est dans une perspective néocorporatiste – allant du rapport patrons/salariés dans l'usine jusqu'aux tables rondes organisées sous la houlette du Conseil fédéral, en passant par des conventions collectives réduites au contenu du Code des obligations – que les attaques du Capital peuvent être conduites « à bon port », tout en ne secouant pas trop le régime de concertation avec les sommets de la social-démocratie et des syndicats. Cette orientation exige non seulement un gouvernement de coalition (autrement dit d'unité nationale), qui se décline aussi au niveau cantonal, mais également une multiplication de gestions paritaires (plus ou moins effectives) d'institutions sociales diverses (entre autres le IIe pilier), ce qui constitue un instrument de cooptation matérielle, idéologique et culturelle de ladite gauche politique et des fonctionnaires syndicaux.

Cette configuration politique et institutionnelle peut aboutir à des situations apparemment paradoxales. Les sommets de la social-démocratie ont intégré complètement la pratique consistant à négocier de suite le « moins pire », sans se risquer à établir préalablement un rapport de force. Ils font de la sorte afin de ne pas « être contraints » de « s'opposer », pleinement conscients que leur survie est liée à la cooptation par le patronat et que leurs capacités de mobilisation se sont fortement effilochées, ou n'existent pas, dans l'essentiel des branches de l'économie.

La démonstration la plus claire vient d'être faite à propos des retraites (onzième révision de l'AVS et surtout révision de la LPP). Dans cette conjoncture particulière, le grand bourgeois, populiste, Christoph Blocher, plus conscient des rythmes nécessaires à la réorganisation du capital, pouvait prendre position contre le déplacement à 67 ans de l'âge donnant droit à la retraite et contre la suppression de l'indice mixte des rentes AVS (indice combinant augmentation du coût de la vie et des salaires). Ce faisant, Blocher pouvait se différencier, artificieusement, y compris sur ce terrain, de secteurs bourgeois représentés par le parti historique du patronat, le Parti radical. Le président de la Confédération helvétique, Pascal Couchepin, s'est profilé, avec l'aplomb

d'un chef de bourg (Martigny), en faveur de la retraite à 67 ans et pour la possible remise en cause de l'indice mixte. Ainsi, Blocher a pu, aisément, capter un électorat qui ne se sentait pas « soutenu » par les principaux partis « historiques », identifiés depuis 55 ans avec le Conseil fédéral et sa présidence gonflée (Couchepin).

Sous l'impact, particulièrement en Suisse française, d'une caractérisation politique superficielle de l'UDC – qui ne réinsère pas la fonction de ce parti dans les réalignements susmentionnés de la bourgeoisie – s'affirme une réaction de ralliement à la social-démocratie face à ce qui est dépeint comme, presque, un danger fasciste imminent. On constate ainsi qu'une partie de l'électorat qui avait voté par le passé en faveur de la prétendue « gauche radicale » genevoise (Alliance de gauche – solidaritéS-PdT-Indépendants) se tourne vers le PS. La *Tribune de Genève* du 23 octobre le souligne : « *Les électeurs de l'AdG ne fuient pas massivement vers l'UDC... C'est bien vers leurs cousins idéologiques du PS et des Verts que s'est tournée la grande majorité des transferts* [en 2003 par rapport 1999]. »

Ladite bipolarisation UDC/PSS n'empêchera pas les forces bourgeoises de clamer leur volonté de conduire une politique néoconservatrice, tout en se « concertant » avec la social-démocratie et les directions syndicales. C'est-à-dire en les maintenant enfermées dans une intégration totalement subordonnée.

Depuis des années, nous avons souligné le remodelage d'un néocorporatisme se fondant sur une alliance quadripartite (Etat, patronat et ses associations, partis bourgeois et PSS/USS), dont la caractéristique, par rapport aux années 1930 ou 1950, réside dans la conscience aiguë qu'ont les forces de droite de l'extrême affaiblissement des relations organiques entre le PSS, les syndicats et le salariat.

De ce simple constat, il en découle qu'une action politique anticapitaliste sérieuse devrait combiner un travail syndical sur le long terme et une présence offensive sur le terrain social et politique afin de rebâtir des éléments d'une indépendance de classe, d'abord dans l'action.

La « gauche » et « la gauche anticapitaliste »

Il est certes difficile, dans la phase actuelle, de concevoir l'incarnation du terme de « gauche » en Suisse. Un exemple peut suffire. Un candidat politique des syndicats, élu au Conseil national sous l'étiquette PS (Fribourg), est le président du Syndicat de la communication, Christian Levrat. Il est présenté par les médias de Suisse française comme le héraut d'une politique syndicale combative en Suisse française. Pourtant son programme électoral se résume dans cette annonce publicitaire : « *J'entends défendre les habitants de mon canton, les salariés, les retraités, toutes les victimes de la folie néolibérale. A la Poste, à Swisscom, à Orange et ailleurs je m'efforce d'éteindre à longueur d'année les incendies que quelques pyromanes ne cessent d'allumer.* » (*La Liberté*, 9 septembre 2003) Effectivement, tous les débuts de mobilisation (en octobre 2002 à La Poste) ou même de grève (comme à Orange, en mars 2003) ont été éteints par la direction du Syndicat de la communication, dont le patron n'a pas réussi, avant sa fraîche carrière syndicale, à obtenir le poste de préfet de la Gruyère.

Il faudrait de plus signaler, ce que presque personne ne fait, la tendance renforcée de secrétaires syndicaux – à la tête d'appareils dont les déficits financiers reflètent la perte de membres et d'influence – à utiliser les syndicats comme marchepied de « carrières politiques », avec les prébendes et la « gloire médiatisée » qui leur sont attachées.

C'est dans un tel contexte qu'il faut situer l'intervention politique d'une force de la « gauche anticapitaliste ». Et, ici, la question des alliances politiques n'est pas secondaire, surtout quand la clé de voûte d'une orientation devrait être, en point de mire, la difficile reconquête d'éléments d'indépendance de classe en termes d'action et de conscience.

Le choix d'une alliance programmatique avec le PdT est des plus significatives : le programme « A gauche toute ! », qui sert de vernis électoral, ne traduit aucune orientation pratique et n'en implique aucune – et donc ne peut que susciter les illusions sur un prétendu pôle anticapitaliste.⁷ En outre, cette alliance s'inscrit

ENFIN, DEUX POPISTES VAUDOIS À BERNE!

Pari réussi : Josef Zisyadis et Marianne Huguenin regagnent les deux sièges populistes au Parlement fédéral, aidés par le sous-apparement avec le CASS. Ainsi, aucune voix de gauche n'a été perdue.

Désormais, le canton de Vaud sera représenté au Conseil national par 8 députés de gauche et 10 de droite :

**4 PS (-1),
2 Verts (+1),
2 POP (+1),**

La droite poisson-pilote de Blocher

Au total, le nouveau Parlement se présente ainsi : la gauche compte 70 sièges (+7), la droite dure 59 (+11), le centre-droite 71 (-18). Mais qu'est-ce que le centre-droite ? Ruth

fédéral, comme aime à le rappeler Josef Zisyadis. Il y a des mois qu'en Suisse, il n'y a plus de centre-droite.

Frange brune

Dans le canton de Vaud, l'UDC est issue du PAI, parti des paysans, artisans et indépendants, qui date du début du 20^{ème} siècle, né d'une scission du parti radical qui refusait de défendre la paysannerie, préférant les financiers et

leurs électeurs. Ce n'est pas forcément des xénophobes ou des racistes. Ce sont des découragés, des défaits de la social-démocratie. Comment ne pas décourager, ne pas être de ne pouvoir nouer de nouveaux liens dans un pays comme la Suisse ? La social-démocratie, lorsque l'espoir est éteint et que le consensus mou grandit, il y a la haine.

« Résistance. Journal du POP vaudois et gauche en mouvement, ouvert à toute la gauche de transformation sociale ».

clairement dans le cadre d'une gauche plurielle, pour reprendre une formule française, qui se voudrait une alternative à la droite, alors que ses représentants collaborent avec cette droite dans les exécutifs, y compris dans une position subordonnée politiquement et quantitativement, comme l'illustre l'exemple du canton de Vaud. La permanence d'une insertion dans la gauche plurielle va se reposer avec force à l'échelle du canton et de la ville de Genève, où l'Alliance de gauche (PdT-Indépendants-solidaritéS) tête les mamelles des subventions institutionnelles.

Techniquement, l'intégration à la gauche plurielle ressort de l'apparement pour les élections de 2003 entre le PS, les Verts, le PdT/POP et les cercles réunis sous l'étiquette solidaritéS, à Neuchâtel ou dans le canton de Vaud. L'accord programmatique, subalterne, s'exprime, lui, au travers du sous-apparement, que ce soit dans le canton de Vaud (accord POP-Collectif pour une alliance socialiste – CAS) ou dans le canton de Neuchâtel (accord Eco-Pol-Sol)⁸, ou encore à Genève avec la liste au Conseil des Etats.

Dans le canton de Vaud, le CAS, par son sous-apparement électoral avec le POP, a permis que deux candidats populistes – Marianne Huguenin et Josef Zisyadis – soient élus au Conseil national⁹. Le Chaux-de-Fonnier Alain Bringolf, expert, lui, d'une alliance solide avec la social-démocratie dans son canton (NE), déclarait, pour la direction du PdT, que la conquête d'un siège supplémentai-

re dans le canton de Vaud « permet [au PdT/POP] de maintenir sa députation au Conseil national » (communiqué du 20 octobre), soit deux élus ! Cette survie d'une représentation parlementaire du PdT/POP à l'échelle nationale, est-ce vraiment la concrétisation d'une avancée dans la construction d'une gauche anticapitaliste en Suisse ? Si cela était le cas, ce serait une exception européenne. A moins que l'exception effective porte sur la caractérisation frauduleuse d'une telle alliance comme étant anticapitaliste, d'autant plus que les responsables de solidaritéS Genève ne cessent de prétendre que leurs alliés du PdT/POP n'ont rien à voir avec l'anticapitalisme. La cohérence du discours ne résiste pas aux manœuvres électorales présentées comme substance de l'activité politique.

L'héritage historique stalinien du PdT/POP¹⁰ ne peut être ignoré. Daniel Bensaid, membre de la direction de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire), souligne avec pertinence, dans l'hebdomadaire *Politis* (20 octobre 2003) : « Dire qu'il n'y a plus de stalinisme est un peu rapide. Dans l'histoire, le stalinisme est une des formes possibles d'une contre-révolution bureaucratique. Comme la bureaucratie n'est pas liée à la personnalité ou à la psychologie de Staline, mais est une sécrétion de presque toutes les sociétés modernes, les leçons du stalinisme ne sont pas à conjuguer au passé. C'est quelque chose qui, sous d'autres formes, nous attend aussi au tournant et à l'avenir. La mémoire de la lutte contre le stalinisme est donc très actuelle. » En outre, le PdT/POP

ne développe aucune activité syndicale combative et ne participe que marginalement aux mobilisations sociales, certes limitées en Suisse. Comment pourrait-il être un des vecteurs « d'une recomposition de la gauche anticapitaliste », formule à la mode ? Un élément de réponse nous est fourni par sa pratique. Dans tous les exécutifs où il a siégé ou siège encore, le PdT mène une politique d'alliance étroite avec le PS et, *de facto*, avec les secteurs bourgeois. Au mieux, il se propose d'être un aiguillon de la social-démocratie ; ce que revendique aussi, sans cesse, le porte-parole de solidaritéS Genève, Pierre Vanek, qui prétend « ancrer la social-démocratie à gauche » !

Au sein d'un exécutif cantonal à majorité bourgeoise, un des deux élus nationaux du PdT/POP, Josef Zisyadis, revendique simplement sa place : « Je veux d'abord aller au Conseil d'Etat pour être un des sept qui dirigent le canton [de Vaud]. » (*Le Matin*, 6 août 2003) Le sens de cette formule prend tout son relief, car, comme l'explique le quotidien *Le Temps* : « Quel que soit finalement le vainqueur [de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat du canton de Vaud], la majorité du Conseil d'Etat vaudois restera à droite, avec 4 ou 5 élus dans ce camp contre 2 ou à nouveau 3 dans la gauche. » (7 novembre 2003)

Il n'y a dans cette orientation du PdT/POP rien d'étonnant et de nouveau. Josef Zisyadis résume bien ainsi sa « philosophie » qui doit certes peu au catéchisme marxo-stalinien, mais encore moins à une approche marxiste critique : « Ce n'est



Christian Ferrazino, maire de Genève (à droite).
L'Alliance de gauche porte beau... à Genève.

pas le changement de société qui peut transformer l'être humain. C'est la transformation de l'être humain qui change la société. » (*Le Temps*, 20 octobre 2003) Ce thème pontifical a aussi été formulé par le candidat du CAS, Jean-Michel Dolivo : « Il est indispensable de mettre l'humain avant l'économie. » (*24 heures*, 19 septembre 2003) Tous les partis confessionnels helvétiques ont brodé sur cette thématique, dans cette période de crise sociale. Ainsi, le PDC lors d'un de ses grands rassemblements met en scène « l'humain » : « Sur la scène, l'écran géant affiche le slogan : « Au centre l'humain ! » (*L'Hebdo*, 18 septembre 2003)

Deux épisodes peuvent renforcer la préoccupation de celles et ceux qui sont attachés à la constitution d'une gauche anticapitaliste en Suisse et en Europe, facteur nécessaire de la « construction » d'un bloc social apte à faire face aux assauts du Capital et à susciter l'émergence d'éléments d'une reconquête à moyen terme d'une perspective socialiste et démocratique à l'échelle continentale et internationale. Pour quelles raisons les cercles se présentant aux élections sous l'étiquette solidarités étaient-ils absents, comme force organisée, lors la principale manifestation nationale pour la défense des retraites à Berne, le 20 septembre 2003 ?

Pourquoi la même absence a-t-elle été enregistrée à l'occasion de la manifestation contre la guerre et l'occupation de l'Irak, le 25 octobre à Berne ?

Quant à la « percée », avec un élu, de l'Alliance de Gauche-solidarités à Genève,¹¹ trois remarques suffiront. Premièrement, entre 1999 et 2003, en termes de suffrages, c'est son allié le PdT qui a connu le recul le plus important (-53%), devant le Parti radical (-23%) et solidarités lui-même (-9%). Par contre, le Parti socialiste a progressé de 66%; alors que l'UDC augmentait ses suffrages de 230%. L'électorat du bloc politique conçu par solidarités – qui inclut le PdT et les « Indépendants » (Ch. Grobet, Ch. Ferrazino, maire content de l'être de la ville de Genève, etc.) – l'Alliance de gauche (AdG), s'est nettement réduit; par contre, l'électorat du PS et des Verts a crû.

Deuxièmement, la même stratégie de bloc politico-électoral, avec des « indépendants » socio-démocrates et le PdT, restera de mise pour le futur, la survie institutionnelle ayant ses contraintes. Ce qui pose une question : l'AdG-solidarités restera-t-elle dans le bloc de la gauche plurielle nommée l'Alternative ? Si la réponse est positive, la césure entre le discours et la pratique ne fera que s'amplifier.

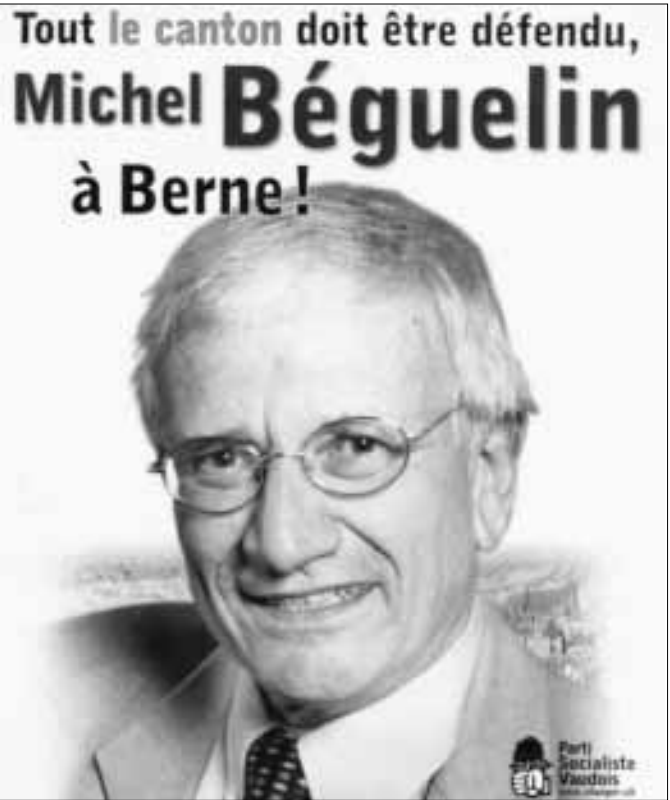
Troisièmement, toute l'opération de marketing politique initiée par solidarités Genève, laissant accroire qu'une expression politique d'un « mouvement social », très faible, se ferait sous la forme d'une représentation parlementaire hétéroclite, au travers d'une fraction de cinq au Conseil national, est à l'eau. Toutefois, elle a participé à la dépolitisation, en termes d'éducation anticapitaliste, d'une frange de jeunes militant-e-s. Elle se solde aussi par une désertion d'une activité syndicale participant à l'édification de courants « classistes », ce qui est la condition *sine qua non* d'une existence effective pour une gauche anticapitaliste. Même si cette tâche est difficile.

Les batailles à venir seront des tests : sur les retraites et les salaires ; sur l'Union européenne, face au Parti socialiste qui va se réfugier sur ce terrain, vis-à-vis de Blocher, afin de mieux camoufler sa capitulation sur les questions sociales essentielles ; sur la politique xénophobe des autorités fédérales et cantonales ; sur l'animation, durable, d'une mobilisation contre l'occupation de l'Irak et, plus généralement, sur l'éclairage de l'intrication entre guerre et impérialisme.

Pour construire une gauche de gauche – et non un aiguillon émoussé de la social-démocratie –, la priorité reste celle, sur une longue période, de participer à « l'assemblage » d'un bloc social, issu de mouvements nécessairement dispersés, aptes à marquer des moments de rupture partiels avec la logique politique et sociale du Capital.

Ne pas tomber dans le piège du théâtre d'ombres chinoises des oppositions politiques construites par les médias et les services de marketing des partis est un élément nécessaire pour poursuivre, de manière cohérente et honnête, un tel objectif. Dans l'immédiat, le spectacle donné par la direction du PS face au replâtrage du Conseil fédéral et par les candidats du bloc politique « A gauche toute ! » pour trouver un strapontin au sein d'une fraction parlementaire (les Verts) démontre la force d'attraction sur les forces cataloguées à gauche ou « anticapitalistes » du régime politique mis en place par une bourgeoisie helvétique très expérimentée. – 7 novembre 2003

... Michel Béguelin défend
une politique d'union nationale
à l'échelle du canton...



1. Voir entre autres : J.-F. Marquis et C.-A. Udry, « Le renouveau de tous les dangers », pp. 134- 229, in *Le Livre noir du libéralisme*, Editions de L'Aire, 1996.

2. Les hebdomadaires internationalistes et anticapitalistes, comme *Rouge*, organe de la LCR en France, peuvent aussi faire preuve d'ignorance. On y lit (N° 2036, 23 octobre 2003, page 2) : « *L'exception de nos camarades de solidaritéS, qui obtiennent un siège à Genève (Pierre Vanek), et de l'Alternative socialiste verte [ASV], qui en gagne un à Zoug, la représentation de la gauche anticapitaliste ne progresse pas.* » Limitons-nous, pour l'heure, à quelques remarques factuelles : le siège gagné dans le canton de Zoug l'est par le candidat (Josef Lang) d'une formation politique (ASV) dont le principal représentant (Hanspeter Uster) est ministre de la police dans ce canton. Un canton qui est un des hauts lieux de l'implantation – pour des raisons fiscales – de grands holdings internationaux et de sociétés parmi les plus louches. Un tel poste dans un exécutif cantonal n'est possible qu'avec l'assentiment des partis bourgeois. Ces derniers, depuis les années 1930, ne manquent pas de nommer des représentants de « la gauche » à la police.

En outre, l'Alliance socialiste verte, à Zoug, forme une coalition stable avec la social-démocratie. Quant au conseiller national élu, Jo Lang, sa plateforme électorale était placée sous le signe de l'équité selon John Rawls (explicitement cité). Il est, en outre, le candidat du centre à la présidence du SSP pour son prochain Congrès qui se déroule du 6 au 8 novembre. Il se profile contre la candidate de la gauche syndicale, la Zurichoise Ursi Urech. Depuis les élections, Jo Lang, qui par ailleurs est une figure politiquement plus sophistiquée que les candidats du PdT/POP, a rejoint naturellement la fraction parlementaire du Parti Vert.

A Neuchâtel, le groupe qui s'intitule Solidarités est représenté dans l'exécutif municipal par Eric Augsburger, maire de la ville en 1999-2000 et en 2002-2003. La droite le juge plus fréquentable qu'un social-démocrate. Et Solidarités a comme slogan : « *Un mouvement pour tous, contre le chacun pour soi.* » Le protestantisme a toujours nourri le « socialisme neuchâtelois », comme les historiens du mouvement ouvrier l'ont à plusieurs reprises noté.

3. Cette orientation de dire « Oui à l'UE », dans le contexte actuel, sous l'hypothèse d'une consultation référendaire (modalité de gestion de « l'opinion publique » au centre des instruments d'administration de la démocratie bourgeoise helvétique) est celle défendue par le chef rédacteur du

périodique *solidaritéS*, entre autres dans les colonnes du *Courrier*.

4. DHL fait partie, depuis 2003, du groupe dirigé par Deutsche Post, qui a intégré aussi l'importante société Danzas Intercontinental.

5. Le CAS a rapidement évolué, ce qui doit certainement indiquer l'intensité de ses discussions. Son porte-parole public, Jean-Michel Dolivo, insistait il y a peu sur : « *La crainte permanente, c'est le constat que la lutte parlementaire est aussi un redoutable instrument d'intégration politique.* » Et de souligner le fait que la participation parlementaire « *n'est pas une priorité* » (*Le Courrier*, 13 janvier 2003). Depuis lors, le poil à gratter électoral a fait ses effets et continuera à le faire. Après avoir hissé Marianne Huguenin au Conseil national, le CAS appelle à voter, sur le tract tous-ménages du PS, pour le candidat de ce parti au Conseil des Etats, Michel Béguelin. C'est une des figures syndicales de la « modernisation » des CFF et de l'intégration inconditionnelle à l'UE de Maastricht. Sous une formulation caractéristique, Michel Béguelin défend une politique d'union nationale à l'échelle du canton en mettant en avant, comme principal mot d'ordre, à côté de l'écusson Liberté et Patrie : « *Défense du canton. Oui à une défense systématique des intérêts du canton à Berne.* » Il sera difficile au CAS d'expliquer pourquoi il a choisi cette option alors que son grand frère, solidaritéS Genève, a présenté, sans succès, une candidature contre la présidente du PSS, Christiane Brunner, ni plus à gauche, ni plus à droite que Béguelin. De plus, solidaritéS Genève s'est refusé, sous le prétexte qu'il n'était ni femme, ni assez à gauche, à soutenir l'élection au Conseil d'Etat du canton de Genève du social-démocrate et syndicaliste Charles Beer. Ce qui n'a pas empêché solidaritéS-Genève d'appuyer les candidatures de la social-démocratie à l'exécutif de la ville de Genève. Or jusqu'à plus amples informations, le social-démocrate Manuel Tomare, membre du Conseil administratif de Genève, n'est ni plus femme, ni plus à gauche que Charles Beer. Pour compléter ce tableau de contorsions politiques, on peut noter que Solidarités Neuchâtel soutient la candidate social-démocrate au Conseil des Etats, pour le second tour des élections le 9 novembre, car « *l'objectif de la gauche doit être de devenir majoritaire dans ce pays.* ». On regrette l'intelligence d'Alice au pays des Merveilles.

6. Le CAS soutient la candidature de Josef Zisyadis au Conseil d'Etat du canton de Vaud. Donc, l'intégration dans un exécutif à majorité bourgeoise.

7. Ce type de programme commun électoral va radicalement à l'encontre, au niveau du contenu et des perspec-

tives, du programme établi par Lutte ouvrière et la LCR en France à l'occasion des élections régionales et européennes de 2004. De plus, il est en complet déphasage avec l'appel à « rassembler la gauche anticapitaliste » tel qu'adopté par le XV^e Congrès de la LCR (voir dans ce numéro p. 39).

8. Dans le canton de Neuchâtel, le sous-apparemment POP-Verts-Solidarités conduit les Verts (Eco) à intégrer dans leur résultat total au Conseil national (13,8%) les suffrages de Solidarités et du POP, ce qui est normal, car leur ligne est similaire.

9. Le CAS et le rédacteur du périodique *solidaritéS* répètent que le CAS a manqué de justesse un siège au Conseil national. C'est malheureusement une erreur factuelle, peu admissible pour ceux qui se veulent les Duhamel helvétiques des résultats électoraux. Tout d'abord, à l'intérieur de la « gauche plurielle » vaudoise, il s'en est fallu de 0,49 % des suffrages pour que l'alliance POP-CAS n'ait qu'un élu (et que le PS en ait 5, sur 18 pour le canton). Ensuite, au sein de cette alliance, le POP a obtenu 2,55 fois plus de suffrages que le CAS. Ce qui fait que Marianne Huguenin n'a pas été élue « de justesse », mais avec une marge très large. Pour les spécialistes électoraux qui veulent continuer à l'ignorer, ce n'est en effet pas le nombre de suffrages individuels mais le nombre de suffrages de listes qui compte. Ce qui traduit tout simplement la réalité d'un système électoral à la proportionnelle.

10. Dans les colonnes de l'organe du PdT/POP, *Gauche hebdo*, un des « intellectuels » du parti, Michel Buenzod, très proche de Josef Zisyadis, a défendu, encore dernièrement, le général, Wogciech Jaruzelski, qui a organisé le coup d'Etat contre *Solidarnosc* et instauré « l'état de guerre » en décembre 1981. Jaruzelski fut

aussi premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais de 1981 à 1989.

Jean Spielmann, membre de la bureaucratie du SEV (syndicat des chemins de fer), n'a pas hésité à se rendre en Chine, sur invitation du PC chinois, après le massacre de Tiananmen, en 1989. Il en rapporta un témoignage laudatif. Quant à Marianne Huguenin, ses impressions positives sur l'Allemagne de l'Est, au milieu des années 1980, étaient diffusées, entre autres, sur les ondes de Radio Acidule (Lausanne).

Si ces prises de position, parmi les anticapitalistes d'aujourd'hui, ne font plus sens et s'il est considéré comme relevant d'une « orientation sectaire » de le rappeler, alors une question se pose : avec quel sérieux est appréhendé, dans le contexte politique européen difficile, le poids d'une histoire qui pèse encore, au présent, sur la « gauche radicale » ? Dans l'élaboration d'un programme de transition (d'un programme anticapitaliste) remis à jour, une question centrale reste celle de l'articulation entre démocratie et socialisme, et dès lors celle du bilan actualisé du passé de la gauche dite « communiste ».

11. Un candidat du CAS s'étonnait que « *le Pdt (POP), lui, n'a jamais vraiment voulu tirer le bilan du prétendu socialisme des pays de l'Est. Pour nous c'est essentiel de le faire* » (*Le Courrier*, entretien avec Pierre-Yves Oppikofer, 10 octobre 2003). Dans la même logique, tout à fait respectable, quand surgira cette interrogation à l'esprit des porte-parole de solidaritéS Genève ? En effet, leur conseiller national, Pierre Vanek, a été un fervent partisan, avec beaucoup d'autres membres de solidaritéS, de Staline, de Mao et même de Pol Pot. Voir à ce propos le périodique *Drapeau rouge*. Or, pour reprendre la formule de Pierre-Yves Oppikofer, il « *n'a jamais vraiment voulu tirer le bilan.* »

Chances et pièges

Le référendum contre la 11^e révision de l'AVS est lancé. Le Parti socialiste suisse (PSS) et l'Union syndicale suisse (USS) se sont propulsés à la tête de cette campagne. La votation aura probablement lieu le 16 mai 2004, dans un contexte où les bourgeoisies européennes mènent des offensives concertées contre les systèmes de retraite. Cela en souligne l'importance politique.

J.-F. Marquis et C.-A. Udry

Le 20 septembre 2003, des dizaines de milliers de salarié-e-s défilent dans les rues de Berne pour les retraites, à l'appel de l'USS. Les dirigeants de l'USS et la présidente du Parti socialiste suisse (PSS), Christiane Brunner, prennent la parole : silence à propos d'un référendum contre la 11^e révision de l'AVS.

Trois jours plus tard, interpellée par le quotidien *Le Temps* (24 septembre 2003) qui lui demande si la 11^e révision lui « paraît mûre pour le référendum », Christiane Brunner répond : « Je crois qu'il n'y a pas à hésiter. »

Que s'est-il passé entre le 20 et le 23 septembre ? Le Parlement fédéral a

décidé de sabrer les 400 millions de francs proposés par le Conseil fédéral pour la retraite anticipée.

Pour mémoire, l'USS revendiquait, en 2001, 1,5 milliard de francs pour financer une « vraie » retraite flexible. De toute évidence, jusqu'au 20 septembre, le quart suffisait à rendre la 11^e révision de l'AVS acceptable pour les directions du PSS et de l'USS. Pourtant, cette révision incluait déjà : l'élévation à 65 ans de l'âge de la retraite pour les femmes ; une baisse importante des rentes de veuves ; une baisse générale du pouvoir d'achat des rentes, par le biais du ralentissement de deux à trois ans du rythme de leur adaptation.

Les leçons de la Loi sur le travail

Cet épisode en rappelle un autre. En 1996, l'USS est contrainte de lancer un référendum contre la 1^{re} révision de la Loi sur le travail (LT). La direction de la centrale syndicale avait tout fait pour l'éviter, ayant accepté sur le fond les objectifs patronaux en matière de flexibilisation de l'usage de la force de travail. Mais la droite a trop chargé le bateau, refusant une compensation en temps pour le travail de nuit régulier.

Durant l'automne 1996, ce référendum devient pour de larges couches de syndicalistes et de salarié-e-s un moyen d'exprimer leur opposition à la précarisation et à la flexibilisation du travail imposées par le patronat.

Le projet de loi est rejeté le 1^{er} décembre 1996 par 67 % des votants. Que se passe-t-il alors ?

Les responsables de l'USS et surtout des principales fédérations [FTMH, SIB...] ne cherchent pas à prendre appui sur ce résultat remarquable pour renforcer la résistance des salarié-e-s. Ils s'engouffrent dans des « négociations » pour une deuxième mouture de cette révision de la Loi sur le travail, reprenant le cœur de la version initiale, avec quelques aménagements.

La direction de l'USS cautionne le nouveau projet gouvernemental et combat le référendum lancé par des secteurs de la gauche syndicale. Ce référendum est battu en votation le 29 novembre 1998. Une occasion de faire progresser parmi les salarié-e-s la conscience des enjeux de la réorganisation par le patronat du marché du travail et de l'usage de la force de travail est dilapidée. Ce qui ne

« Grève ! Le 2^e pilier est un vol ! » Berne, 20 septembre 2003.



d'une campagne

peut que renforcer le sentiment que les exigences patronales ne peuvent être combattues et que s'y adapter, d'une façon ou d'une autre, reste la seule issue possible. Et des responsables syndicaux osent, après avoir méconnu aussi grossièrement les attentes des salarié·e·s, gloser sur leur passivité.

Va-t-on assister à un scénario semblable avec le référendum contre la 11^e révision de l'AVS? La question mérite d'être posée au vu des conditions de son lancement.

Prendre la mesure de la stratégie bourgeoise

• La « réforme » des assurances sociales – l'AVS et l'AI en premier lieu – est aujourd'hui, avec la mise sous contrainte accrue des dépenses publiques et de nouvelles défiscalisations des revenus élevés, des fortunes privées et des entreprises, au cœur du programme d'ajustement économique et antisocial du bloc bourgeois. Autour d'économiesuisse [l'organisation du patronat] se regroupent de très larges secteurs du Parti radical (PRD), de l'UDC et du PDC. De plus en plus publiquement, l'organisme patronal central oriente la politique en Suisse. Elle continuera à le faire après le 10 décembre prochain, quel que soit le Conseil fédéral élu.

Cette politique se déploie dans un contexte européen marqué par une compétition/émulation – un « *concours de beauté franco-allemand* » selon *The Economist* du 18 octobre 2003 – entre les deux principales bourgeoisies du continent européen pour imposer un nouvel ensemble de contre-réformes, en particulier dans le domaine des retraites, et pour briser les résistances des salarié·e·s. Pour mettre fin à « l'exception française », Jacques Chirac recherche l'appui politique de Gerhard Schröder, comme Pascal Couchepin le fit avant les élections d'octobre 2003, en ne cessant de citer « son ami socialiste Schröder ».

Ces enjeux donnent la mesure de la détermination avec laquelle la bourgeoisie helvétique va mener la bataille des

retraites, dont la 11^e révision de l'AVS n'est qu'un épisode.

• L'hebdomadaire de la City londonienne, *The Economist*, a synthétisé dans un éditorial daté du 27 septembre 2003 – intitulé « *Travailler plus longtemps, avoir plus d'enfants* » – l'ordre de marche des gouvernements européens : « *Premièrement, les gouvernements devront agir avec beaucoup plus d'audace pour réduire l'ampleur du système public de retraites par répartition [l'AVS en Suisse]. Deuxièmement, les employés, du public comme du privé, doivent être encouragés, en lieu et place, à placer leurs économies dans des caisses de pension privées, administrées par les employeurs [le 2^e pilier en Suisse]; ou, encore mieux, dirigés directement par des gestionnaires de fonds [2^e pilier individualisé et 3^e pilier], et donc à prendre directement la responsabilité de leurs propres retraites. Troisièmement, l'âge de la retraite fixé par l'Etat doit être abandonné, car un âge fixe pour la retraite n'a guère de sens [...].* » Voilà un hebdomadaire plus perspicace que la direction du PSS, qui a compris le sens effectif de la « flexibilité de l'âge de la retraite ».

• Avec le système des trois piliers, la bourgeoisie helvétique est historiquement à l'avant-garde de ce programme. Aujourd'hui, elle multiplie toutefois les initiatives pour conserver cet avantage.

Prenons quatre exemples :

1° Les rentes AVS sont bloquées à un niveau excessivement bas (1055 francs pour la rente minimale individuelle).

2° Les deux mécanismes du 2^e pilier censés donner certaines garanties collectives aux salarié·e·s au sujet de leurs futures rentes – le taux d'intérêt minimum et le taux de conversion – sont en train d'être vidés de toute efficacité, première étape vers leur abolition.

Rolf Dörig, patron de la Rentenanstalt, l'expose clairement : « *Une assurance telle qu'elle est exigée par le législateur ne peut être garantie par nous que si le taux d'intérêt minimum est fixé en fonction des taux des placements sans risque et que, en plus, l'on tient compte du fait que l'ac-*

tionnaire a droit à un dédommagement pour la mise à disposition du capital risque. Si cela n'est pas possible, il ne nous restera pas d'autre possibilité que de transférer les risques auprès des employeurs et, respectivement, des employés. Cela serait dommage. Il en va de même pour le taux de conversion. S'il n'est pas adapté à l'espérance de vie, cela devra être compensé par des hausses de primes ou par des baisses de rentes. » (*Finanz und Wirtschaft Invest*, octobre 2003)

3° Le Conseil fédéral profite des difficultés des caisses de pension du personnel fédéral pour alimenter cette entreprise de destruction des mécanismes collectifs, un tant soit peu sociaux, existant au sein du 2^e pilier.

Ainsi, il participera au comblement des trous des caisses des CFF et de La Poste, à condition qu'elles passent du régime de primauté de prestation (un niveau donné du dernier salaire est garanti) à celui de primauté de cotisation (aucun niveau de rente n'est garanti).

Quant à la caisse du personnel de la Confédération, elle devra renoncer à la garantie légale de la compensation de la moitié du renchérissement pour bénéficiaire de la manne fédérale (*Le Temps*, 31 octobre 2003).

4° Des secteurs bourgeois de plus en plus amples militent ouvertement pour le libre choix des salarié·e·s de leur caisse de pension, et une individualisation complète du 2^e pilier, même si cette perspective divise encore le patronat.

Les partisans de l'individualisation vont utiliser la thématique de la transparence pour mener à bien leur politique : en effet, ils vont mettre en avant la nécessité de connaître la contribution individuelle exacte, de chacun et chacune, à sa retraite. Les syndicats qui participent à la diffusion du thème de la transparence n'ont souvent pas réfléchi aux implications de ce slogan, en termes d'individualisation radicale du système des retraites.

Parmi les propagandistes du libre choix, on trouve la fondation Avenir Suisse, la ►

« boîte à idées » créée par les grandes multinationales helvétiques, animée par l'ex-sociologue Thomas Held, soixante-huitard reconverti au néolibéralisme après un stage, rapide, chez Nicolas Hayek, et Xavier Comtesse, qui se vante d'avoir fricoté avec quelques maoïstes genevois au début des années 1970. Mais on trouve aussi Ulrich Grete, président du fonds de compensation de l'AVS! Cet ancien haut cadre de UBS a présidé à l'entrée massive de ce fonds en Bourse, malgré la chute du cours des actions..., ce qui ne pouvait qu'être interprété comme un soutien aux indices boursiers helvétiques et à ceux qui en tirent profit (ce qui est loin d'être le cas pour la majorité des retraité·e·s). Ulrich Grete juge « *sans fondements les arguments contre le libre choix de leur caisse de pension par les salariés* ». (*Le Temps*, 16 octobre 2003)

Mettre un cran d'arrêt et construire une alternative

Face à une stratégie de cette ampleur, trois enjeux importants se détachent pour organiser une riposte :

- La 11^e révision de l'AVS peut devenir, comme la LT en 1996, le point de cristallisation du ras-le-bol de larges couches de salarié·e·s face à la déstabilisation de leurs retraites, mais aussi face aux licenciements et à la baisse de leur pouvoir d'achat. Pour qu'il en soit ainsi, il faut des échéances permettant à cette protestation de s'exprimer sous une forme collective et active. Cela peut être déterminant pour le résultat de la votation, en créant une dynamique contre-battant les divisions construites entre générations ainsi qu'entre actifs et retraités.

A l'initiative de l'appel « Femmes en colère », signé par plus de 1500 femmes entre juillet et septembre de cette année, le 8 mars 2004, journée internationale des femmes, sera une journée d'action pour les retraites. L'USS semble soutenir cette initiative. C'est un premier pas.

- On peut faire croire que l'enjeu de la votation est le refus par les Chambres des 400 millions de francs pour une prétendue retraite anticipée. Agir de la sorte revient à préparer, au mieux, la répétition du scénario désastreux de la Loi sur le travail. Par contre, il est possible de faire de cette votation un premier moment d'une bataille de longue haleine pour une sécurité sociale couvrant et garantissant, enfin, le droit à la retraite.

Dès lors, deux questions se poseront :



1° Au sein du mouvement syndical et du PSS, la tendance est à la redécouverte des vertus sociales de l'AVS, qu'il faudrait « renforcer ». Le PSS revendique ainsi une rente minimale AVS de 3000 francs par mois (conférence de presse du 15 août 2003). Si l'on prend cette revendication au sérieux, une interrogation surgit immédiatement : comment financer un triplement des rentes AVS sans y affecter les ressources qui alimentent aujourd'hui le 2^e pilier ? Donc, comment atteindre cet objectif raisonnable, socialement absolument justifié, sans construire une transition hors du système des trois piliers et vers une véritable sécurité sociale ?

2° Il n'est pas possible de répondre à la campagne bourgeoise sur le thème de l'évolution démographique et de la prétendue charge financière insupportable qu'elle induirait sans affirmer la possibilité et la nécessité de modifier l'actuelle répartition des richesses entre détenteurs de capitaux, d'une part, et salarié·e·s, actifs ou retraités, d'autre part. Or, les possédants dictent aujourd'hui les modalités de cette répartition grâce au pouvoir économique, social, politique, culturel, que leur donne leur contrôle de tous les grands conglomérats financiers et transnationales qui dominent l'économie des pays, à l'échelle nationale et internationale.

- La flexibilisation de l'âge de la retraite était censée être la réponse gagnante de ladite gauche face à l'augmentation de l'âge de la retraite. Elle n'a pas bloqué cette augmentation. Mais, en même temps, elle a étayé l'objectif de fond de la bourgeoisie : supprimer l'idée même d'un âge de la retraite.

En Helvétie, Avenir Suisse fait campagne depuis plus d'une année sur ce thème, anticipant les recommandations publiques de *The Economist*.

Malgré ce fiasco, USS et PSS relancent cette perspective de plus belle, comme

alternative « en positif » à la 11^e révision de l'AVS. Le modèle conçu par le conseiller national socialiste Stéphane Rossini (VS) est souvent cité : le droit à une retraite complète ne dépendrait plus, en premier lieu plus, comme aujourd'hui, du fait d'avoir atteint un âge seuil, mais d'avoir cotisé 40 années à l'AVS ; ce droit pouvant être exercé entre 62 et 66 ans (lire *L'événement syndical*, 15 octobre 2003).

Deux remarques. Tout d'abord, face à des contre-réformes qui visent consciemment à liquider l'idée même d'un âge de la retraite, donc de fait l'idée même d'un droit à la retraite, défendre un âge seuil, valable pour toutes et tous, est une dimension décisive d'un combat pour le droit à la retraite. La pénibilité très fortement accrue du travail et la précarité donnent encore plus de légitimité qu'auparavant à l'exigence d'un droit à la retraite dès 60 ans. Une autre chose serait d'envisager une diminution programmée du temps de travail avant l'âge seuil de la retraite, sans atteinte au revenu. Cette approche pourrait être envisagée pour construire socio-psychologiquement une transition du temps de travail au temps de la retraite.

Ensuite, il est remarquable que la durée proposée par Rossini – 40 ans de cotisation – est celle imposée en France par le gouvernement Raffarin, contre le mouvement social de mai-juin 2003 qui défendait les 37,5 annuités en vigueur dans la fonction publique. Sans même parler du fait que la contre-réforme de Raffarin prévoit pour les travailleurs ayant commencé leur vie active très jeunes de toucher une rente pleine avant 60 ans, s'ils ont cotisé 40 ans durant. Ce qu'exclut Rossini... Le social-démocrate du Valais adopterait-il la raffarinade du premier ministre et chiraquien du Poitevin : « Lorsque l'on veut assécher un marais, on n'avertit pas avant les grenouilles » ? ■

Une charte néolibérale

Le débat sur le projet de Constitution européenne prend son envol dans un contexte de crise économique et sociale prolongée. Plus d'un gouvernement de l'Union européenne voudrait bien marginaliser cette discussion qui renvoie, explicitement et de fait, à un ensemble de contre-réformes au plan social et démocratique.

En Suisse, le patronat a choisi d'associer contre-réformes néoconservatrices et rejet de tout calendrier fixe pour une adhésion à l'Union européenne. Cela se traduit, entre autres, par le soutien apporté à la candidature Blocher au Conseil fédéral (voir article pp. 3 et s.).

Avec la créativité politique qui les caractérise, les lettrés sociaux-démocrates et la direction du Parti socialiste vont faire de l'adhésion à l'Union européenne néolibérale le trait fort de leur orientation, face au bloc radical-UDC. Ainsi peut-on lire dans « *Domaine public* » du 31 octobre 2003, sous la signature du père de cette publication, André Gavillet : « A cette affirmation anti-européenne et libérale, il serait logique d'opposer une politique réformatrice et européenne. Et dans l'immédiat, l'Europe est d'abord une référence pratique pour mener des réformes internes. »

Fort bien. Mais reste une question... mineure. Quel est le caractère de cette Union européenne qui favoriserait les « réformes internes » ? La contribution d'**Yves Salessse*** fournit quelques éléments, à l'occasion de la publication du projet de Constitution proposé par la commission placée sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. – Réd.



* Yves Salessse, animateur de la Fondation Copernic, membre du Conseil d'Etat en France, Auteur entre autres de *Propositions pour une autre Europe*, Ed. du Félin, 1997.



« Une Constitution sans assemblée constituante élue, dont l'élaboration a fait l'économie d'un débat politique en profondeur. »

Yves Salessse *

La Convention présidée par Giscard d'Estaing a déposé son projet. Il va servir de base aux travaux de la conférence intergouvernementale. Nous ne devons pas attendre la conclusion de celle-ci pour mener une campagne politique sur ce projet et interpellier le gouvernement français. Nous devons simultanément exiger un référendum préalable à la signature d'un texte par notre pays.

La devise de l'Union serait « Unie dans la diversité » ! Ce mauvais slogan électoral recyclé par Giscard signe la médiocrité de l'ensemble. Je montrerai qu'en effet le projet ne change pas grand-chose à l'ordre juridique déjà existant. Cela ne veut pas dire que son adoption serait sans importance. Nous vivons un moment charnière de la construction européenne. Le traité central, créant la communauté économique européenne, date de presque

50 ans. La solennité de la démarche actuelle, l'utilisation du terme de Constitution, ne doivent pas être prises à la légère. Est en jeu la revalidation d'ensemble des bases de la construction européenne. Les Etats membres, leurs parlements, leurs peuples là où il y aura référendum, seront appelés à dire si ce sont là les fondements et la définition qu'ils souhaitent pour l'Europe à venir. Une fois la Constitution adoptée, il sera extrêmement difficile, juridiquement mais aussi politiquement, de remettre en cause son orientation. Il faut insister sur ce point. Le texte qui sera soumis à la ratification des Etats membres aura une portée politique supérieure à l'Acte unique, Maastricht, Amsterdam ou Nice qui se présentaient seulement comme ajouts, compléments d'un socle déjà posé. La Constitution proposée aujourd'hui n'est pas un texte de correction du système institutionnel. Elle reprend l'en-



semble, affiche des valeurs et des objectifs, définit des politiques et des institutions. C'est cet ensemble que son adoption fixera. C'est donc sur cet ensemble qu'il faut porter un jugement.

Je ne reprends pas le débat juridique sur la notion de Constitution, le terme semblant faire consensus et aucune ambiguïté n'existant sur son mode d'adoption : la ratification par les Etats, selon leur procédure constitutionnelle propre. C'est donc un traité international. Mais la portée symbolique du mot Constitution est forte et deux éléments politiquement essentiels doivent être immédiatement soulignés. C'est une Constitution sans assemblée constituante élue, dont l'élaboration a fait l'économie d'un débat politique en profondeur pour finir en

négociation entre les gouvernements. C'est une constitution-loi-règlement. Une constitution se borne normalement à fixer des principes généraux et à préciser le système institutionnel. Nous avons ici un texte d'une tout autre nature. Les gouvernements et la convention ont tenu à y intégrer en bloc les traités existants. Or ces traités vont extrêmement loin dans la précision des orientations et la définition des politiques. Il en est de même pour plusieurs articles nouveaux. Cela crée un problème politique majeur, que j'avais déjà souligné dans les « Propositions pour une autre Europe » : on inscrit dans le marbre des orientations politiques qui devraient pouvoir être périodiquement rediscutées. Une fois « constitutionnalisées », ces orienta-

« S'agissant des pays du Sud, le principe de l'économie de marché ouverte frappe aussi »

tions ne pourront être remises en cause et s'imposeront aux institutions européennes comme aux Etats. Est ainsi construit un encadrement extrêmement strict de la décision politique. C'est inacceptable par principe pour quiconque accorde encore une once d'importance au débat démocratique. En outre, le projet est inacceptable par son contenu.

L'adoration de « l'économie de marché ouverte où la concurrence est libre »

Certains espéraient la remise en cause de la primauté du marché. Ce n'est pas le cas. « Le marché unique où la concurrence est libre et non faussée » n'est pas explicitement promu au rang de valeur suprême de l'Union, il en est la *weltanschauung* obligatoire et l'objectif central. Il précède tout, même littéralement puisque le chiffre 1 du 1^{er} article du projet de Constitution affirme que l'Union est instituée par les Etats membres « pour atteindre leurs objectifs communs ». Les valeurs, curieusement, n'y figurent pas. Elles n'interviennent qu'après, pour les Etats qui voudraient adhérer et doivent s'engager à les promouvoir en commun.

Ces valeurs, que sont-elles ? Excellentes : le respect de la dignité humaine et des droits de l'Homme, la liberté, la démocratie, l'Etat de droit. Pour les habitués de la République manquent pourtant à l'appel l'égalité et la fraternité. La rédaction retenue marque une régression par rapport au préambule de la Charte des droits fondamentaux qui affirme que « l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité ; elle repose sur le principe de la démocratie et de l'Etat de droit ». On disposait donc d'une rédaction, incluant l'égalité et la solidarité, qui a été écartée. On a cherché à dissimuler ce recul par une curiosité sémantique qui fait du deuxième article un gros mensonge : « Ces valeurs sont communes aux Etats membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la tolérance, la justice, l'égalité, la solidarité et la non-discrimination. » Nous ne sommes plus dans l'énoncé des valeurs ; pas encore dans les objectifs, qui arrivent à l'article suivant. On est dans le constat, stupé-

« L'offensive européenne contre les services publics a été menée sur la base [...] des références générales à l'économie ouverte de marché »

fiant pour toutes celles et tous ceux qui vivent quotidiennement leur appartenance à une société injuste, discriminatoire, où les inégalités se creusent et la solidarité se défait. Mais cela importe peu finalement. La terre promise, c'est « un marché unique où la concurrence est libre et non faussée » qui apparaît dès l'article 3. L'objectif n'est pas seulement domestique puisque le même article affirme que, dans ses relations avec le reste du monde, l'Union promet « le commerce libre ». Pour bien clarifier le titre A 4 assure que les quatre libertés (dont la libre circulation des biens, des services et des capitaux) et la liberté d'établissement sont garanties par l'Union urbi et orbi. Ces articles viennent s'ajouter à la longue liste des textes repris qui stipulaient déjà que l'Union agit « conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre » (A III-69, 70, 77, 144, 180). On le savait déjà; les nouveaux articles enfoncent le clou. Ce principe est réaffirmé en tête de chaque chapitre important.

L'établissement du marché intérieur doit être poursuivi (A III-14). « Encore ? » est-on tenté de demander. « Toujours » serait-il répondu. Ainsi sont éclairés ceux qui pensaient qu'avec l'ouverture à la concurrence des principaux services publics « marchands », la politique de libéralisation arrivait à son terme. Les Etats membres et l'Union définissent une politique économique commune fondée sur le respect d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre qui, cela tombe bien, favorise une allocation efficace des ressources: le débat théorique est clos, le débat politique aussi (A III-70 et 77). S'agissant des pays du Sud, le principe de l'économie de marché ouverte frappe aussi. Les Etats-membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et TOM (Territoires d'outre-mer) associés le régime qu'ils s'accordent entre eux en vertu de la Constitution: c'est-à-dire la libre circulation (A III-187). S'agissant de tous les autres pays l'Union encourage leur intégration dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international (A III-193). Elle entend contribuer, confor-



mément à l'intérêt commun, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs, et à la réduction des barrières douanières et autres (A III-216). L'orientation générale de la position européenne pour les négociations OMC et AGCS (Accord général sur le commerce des services) est donnée.

L'offensive européenne contre les services publics a été menée sur la base de l'article devenu III-55, interprété à la lumière des références générales à l'économie ouverte de marché et à l'objectif central de construction du marché intérieur, précisés par les stipulations sur les ententes et abus de position dominante et les aides publiques aux entreprises. Elles sont toutes reprises inchangées. Une par-

tie spécifique sur les services publics avait été demandée; elle a été refusée. Une nouvelle rédaction de l'A 16 devenu III-6 a été refusée. Est donc explicitement maintenue la soumission des « services d'intérêt économique général » à cet article III-55 et à l'A III-56 relatif à l'interdiction des aides publiques qui faussent la concurrence, avec une dérogation relative en matière de transports (A III-136). Et pour bien cadenciser, il est prévu que si des dispositions prises par un Etat en faveur d'un service public « ont pour effet de fausser la concurrence dans le marché intérieur », la Commission examine avec lui leur adaptation aux règles établies par la Constitution. Par dérogation à la procédure de droit commun, la Commission ou tout Etat membre ▶

peut saisir directement la Cour de justice qui statue à huis clos (A III-17). L'ajout, en fin d'A III-5, de l'annonce d'une loi européenne ne change rien. C'est la directive annoncée depuis longtemps dont le livre vert de la Commission a proposé la substance, parfaitement respectueuse de cet encadrement juridique. Ainsi n'est annoncé aucun infléchissement de la politique en matière de services publics volontairement écarté par cette rédaction de la Constitution.

L'Union reste aussi le dernier bastion mondial de l'orthodoxie monétariste. Le rôle essentiel de la BCE (Banque centrale européenne) et des banques des Etats membres est la stabilité des prix. Il leur est interdit de d'accorder toutes formes de crédits aux autorités publiques qui peuvent toutefois se tourner vers les établissements financiers privés (A III-73). La BCE est indépendante sans véritable contre-pouvoir politique. Les Etats de la zone euro doivent renforcer la coordination de leur discipline budgétaire et la surveillance de celle-ci (A III-88, nouveau), selon les critères de Maastricht dont pourtant nous ne sommes plus seuls à penser qu'ils sont « stupides ».

La primauté du principe de l'économie de marché ouverte s'applique jusque dans les détails. Tout l'arsenal des stipulations favorables à la libre concurrence est repris. Voici quelques exemples. Le Medef (organisation du patronat français) ne s'inquiétera pas des articles relatifs à la politique sociale. Les marchés du travail doivent être aptes à réagir rapidement à l'évolution de l'économie (A III-97). Les politiques de l'emploi des Etats membres doivent contribuer à l'objectif précité et respecter les grandes orientations de politique économique (A III-98), elles-mêmes encadrées par le respect du principe de l'économie de marché ouverte. La politique sociale n'a pas pour objectif l'éradication du chômage mais « la promotion de l'emploi » assurée notamment par le « développement des ressources humaines ». Elle est bornée par la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de l'Union (A III-103). Elle évite d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement des petites et

moyennes entreprises (A III-104). Elle ne traite pas en revanche des rémunérations, du droit d'association, du droit de grève et du lock-out (idem). Conformément au souhait des grandes firmes transnationales lorgnant sur ce secteur, l'Union encouragera au développement de l'éducation à distance (A III-182). La lutte contre le déséquilibre croissant en faveur du transport routier est entravée par l'obligation de tenir compte de la situation économique des transporteurs pour toute mesure dans le domaine des prix et conditions de transports (A III-137). L'action contre la fraude fiscale en matière d'impôt sur les sociétés est doublement bornée: les mesures doivent être prises à l'unanimité et « être nécessaires pour assurer le fonctionnement du marché intérieur et éviter les distorsions de concurrence » (A III-63 nouveau). Etc. Tout cela serait dans la Constitution, désormais indiscutable.

Appliquée dans le détail, la primauté du marché l'est aussi jusqu'à l'absurde. Ainsi en cas de troubles intérieurs graves, de guerre ou de menace de guerre, les Etats membres se consultent pour éviter que les mesures prises par l'Etat membre concerné n'affectent... le fonctionnement du marché intérieur (A III-16)! Les restrictions aux mouvements de capitaux mondiaux sont interdites (A III-45). Des mesures de sauvegarde peuvent être décidées dans des circonstances exceptionnelles, c'est dire seulement si les mouvements de capitaux causent des difficultés graves pour le fonctionnement de l'union économique et monétaire (A III-46).

Le rééquilibrage réclamé par une partie du Parlement européen, les organisations syndicales et de nombreuses associations, relativisant la place du marché au profit de la politique sociale, des services publics ou de l'environnement, a donc été refusé. Mais la constitutionnalisation de choix politiques ne concerne pas seulement l'adoration du marché. Le dialogue régulier avec les Eglises est institutionnalisé par l'A 51. Une autre innovation, majeure, est peu commentée: l'article 40. Par son § 3 « Les Etats membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires ». Cette obligation est précise. Elle ne parle pas de l'amélioration des capacités

militaires de l'Union qui pourrait être interprétée en termes de meilleure coordination, formation commune, homogénéisation des matériels. Elle vise l'amélioration des capacités de chaque Etat membre. La Constitution tranche ainsi le débat mené dans les principaux pays, sous la pression du lobby militaro-industriel, en faveur de l'augmentation des budgets militaires. Je suis prêt à argumenter contre une telle politique de course-poursuite avec l'investissement militaire fou des Etats-Unis. Mais ici, en amont de cette question, nous devons clamer de nouveau qu'est inadmissible son inscription dans la Constitution. Il en est de même pour le § 7 du même article qui décide que « Pour mettre en œuvre une coopération plus étroite en matière de défense mutuelle, les Etats membres participant travailleront en étroite coopération avec l'OTAN ».

Qu'opposent à tout cela les défenseurs du projet? Ils ne parlent généralement que d'institutions, évitant d'aborder le fond. Et lorsqu'ils y sont contraints, ils tentent de valoriser d'autres passages, d'autres articles. Bien évidemment, je n'ai pas cité tout le projet. Mais nous savons bien que tout n'a pas la même portée. Les déclarations en faveur de la paix, du commerce équitable ou du développement durable ne sont pas un contre-poids. Nous sommes instruits par 50 ans de vie communautaire sur la base de traités qui ne se bornaient pas à affirmer le marché et la libre concurrence. C'est pourtant cela qui a structuré la politique européenne. Ce que j'ai extrait ne représente pas l'intégralité du projet de Constitution, il en constitue la colonne vertébrale. Cela suffirait puisqu'est ainsi ligotée d'avance toute tentative de mener des politiques européennes différentes.

Le maintien de l'architecture institutionnelle antérieure

L'architecture générale du système reste la même pour l'essentiel, en un peu plus compliqué.

Relevons d'abord les évolutions positives. J'en vois cinq. L'adhésion aux Communautés puis à l'Union européenne était un acte sans retour: n'existait ni la possibilité d'exclure un Etat ni celle de se retirer. J'avais montré les inconvénients

de cette situation et proposé l'introduction de ces deux possibilités. C'était jugé juridiquement difficile et pratiquement impossible. Les A I-58 et I-59 introduisent la suspension des droits d'appartenance à l'Union et le retrait volontaire. Positive, bien qu'insuffisante, est également la proposition relative à l'application du principe de subsidiarité. Je ne reprends pas ici la critique de la rédaction du principe (Propositions... pp. 436s), mais la question du contrôle. Considérant que l'appréciation du niveau pertinent de l'action publique n'est pas un problème juridique mais politique, je plaçais pour l'intervention des organes politiques, notamment les parlements, pour le contrôle du respect de la subsidiarité. Ce fut également regardé comme irréaliste et impraticable. C'est désormais introduit par le protocole spécifique selon lequel un tiers des parlements nationaux peuvent obliger la Commission à réexaminer une de ses propositions. C'est positif, mais insuffisant puisque la Commission, après réexamen, peut maintenir sa proposition et qu'en fin de compte c'est la CJCE [Cours de Justice des Communautés européennes, instituée en 1952 par le Traité de Paris] qui tranche. Je maintiens qu'une majorité de parlements nationaux doit pouvoir faire échec à une mesure qu'elle estime méconnaître le principe de subsidiarité.

Les citoyens de l'Union pourront intervenir grâce au § 4 de l'A I-46. C'est un progrès, mais sérieusement borné. Contrairement à ce qu'affirment certains commentateurs, cet article n'introduit pas le référendum d'initiative populaire qui permettrait l'adoption d'une décision : un million de citoyens qui considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application de la Constitution peuvent inviter la Commission à soumettre une proposition appropriée. Ainsi, la proposition doit être nécessaire à l'application de la Constitution : on retrouve la limitation par le contenu de celle-ci. La pétition ne débouche ni sur un référendum dans l'Union ni même sur son examen obligatoire et direct par le Conseil et le Parlement : elle est une invitation faite à la Commission qui, en l'état de la rédaction, peut ne pas donner suite. Surtout, si elle donne suite, elle est maî-

trésse du contenu de la proposition qu'elle soumet aux instances de décision. Autre avancée, sur laquelle je reviendrai, l'extension du pouvoir de codécision du Parlement européen. Relevons enfin la publicité des séances du Conseil législatif lorsqu'il délibère d'une proposition législative. Elle ébrèche, sans le supprimer, le secret des négociations de sommet.

Pourtant, le caractère fondamentalement antidémocratique du système est maintenu, voire aggravé. Rappelons qu'il tient fondamentalement à trois éléments : l'encadrement minutieux de la décision publique illustré précédemment ; le rôle central de la négociation entre gouvernements très largement affranchis de tout contrôle ; la montée des structures technocratiques devant la difficulté croissante de l'exercice intergouvernemental. Cela est maintenu et même aggravé. Je ne peux reprendre ici des analyses développées ailleurs. L'exemple de la coordination des politiques économiques évoquée plus haut est une illustration suffisante. Voilà des politiques qui doivent respecter le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, ne peuvent décider d'entrave aux mouvements de capitaux, etc. Les ministres adopteront au niveau européen, dans le respect de ce principe, des orientations générales qui s'imposeront ensuite à tous les Etats membres. Le double mécanisme interdisant le débat politique est limpide. L'encadrement, sur le fond, par le traité facilite l'adoption d'orientations néolibérales et gêne considérablement l'adoption d'orientations contraires. Vu la difficulté institutionnelle à revenir sur une décision européenne, on voit aussi comment ce jeu de cliquet pousse toujours dans la même direction. Enfin, cette coordination des ministres complique inmanquablement leur contrôle par le parlement national, dont on sait la difficulté y compris pour leurs décisions au plan national.

Mais revenons sur le principe directeur du fonctionnement institutionnel : la négociation intergouvernementale. J'ai toujours défendu que les institutions européennes ne peuvent faire l'impasse sur l'existence des Etats-nations qui restent aujourd'hui le cadre majeur de l'exercice de la citoyenneté. Mais cela ne veut pas dire que la représentation des

Etats doit être assurée par les gouvernements. La représentation des Etats peut avoir plusieurs traductions institutionnelles. L'important est la rupture avec un intergouvernementalisme gravement préjudiciable sur le fond des politiques et comme entrave à la construction d'une démocratie européenne (voir Propositions... pp. 267s). Sur le fond parce qu'il se trouve toujours un nombre d'Etats suffisants pour bloquer les avancées (voir le rôle permanent de la Grande-Bretagne tatcherienne ou blairiste contre les avancées sociales). Pour la démocratie d'un quadruple point de vue : il fonctionne naturellement selon les formes de la diplomatie traditionnelle, c'est-à-dire d'abord le secret ; il amplifie l'autonomisation des exécutifs déjà à l'œuvre dans le cadre des Etats ; son inadaptation croissante favorise le pouvoir technocratique ; il masque, sous couvert de divergences d'intérêts nationaux, les débats qui devraient animer la vie politique européenne orientation politique contre orientation politique. Or faire apparaître l'opposition d'orientations européennes est un enjeu majeur de la démocratisation de l'Europe. Cela suppose que les instances dirigeantes de l'Europe portent explicitement de telles orientations.

Le projet de Constitution confirme l'actuel équilibre institutionnel et donc l'intergouvernementalisme. L'A 20 confirme que le Conseil européen (chefs d'Etat et de gouvernement) définit les orientations et les priorités politiques générales de l'Union et fonctionne en général au consensus. La grande innovation est l'élection d'un président du Conseil européen. C'est indiscutablement un renforcement de celui-ci, qu'il ne faut toutefois pas surestimer : les chefs des grands Etats ne se laisseront pas diriger par ce président-là. On tente un retour en arrière temporel avec la tentative de donner plus de cohérence au travail du conseil des ministres. L'extension du vote à la majorité qualifiée prive, dans les domaines concernés, chaque Etat de son droit de veto, sauf en pratique pour les « grands ». Elle n'entraîne nullement un dépassement de la négociation intergouvernementale.

Chacun sait que la Commission joue un rôle important et politique. Obstacle à ►

« Par crainte d'une crise, une partie de la gauche a accepté l'Acte unique, Maastricht et leur suite. Renouveler cette attitude aujourd'hui serait lourd de conséquences. »

l'émergence du débat démocratique: elle n'était pas désignée sur la base d'une orientation, mais au consensus des Etats. Cette situation n'est pas vraiment modifiée. Le président de la Commission reste désigné par consensus des Etats avec droit de veto du Parlement. La proposition du Conseil doit tenir compte des élections au Parlement européen. Certains croient tenir là l'assurance que la Commission sera désormais un exécutif politique déterminé par la majorité du Parlement. C'est oublier que ce sera d'abord une négociation entre gouvernements. Ils retiendront, comme par le passé, une personnalité centriste susceptible de ne pas heurter le Parlement: centriste de droite ou de gauche. Le président désigné acquiert quelque marge de manœuvre dans la composition de la Commission. Il pourra choisir 13 personnes entre trois propositions par Etat (dont une femme) avec droit de veto du Parlement. Tous les Etats ne sont pas représentés; un système de rotation est institué qui doit permettre d'obtenir une Commission reflétant « de manière satisfaisante l'éventail démographique et géographique de l'ensemble des Etats membres » (A 25 et 26). Pour la composition de la Commission, on ne tient plus compte de la majorité du Parlement. Tout cela reste fort loin de l'identification politique nécessaire de l'exécutif. La commission conserve en outre son monopole de proposition.

La codécision parlementaire est étendue. Cette extension du pouvoir d'intervention du Parlement, seule instance politiquement désignée est positive. Il faut pourtant en mesurer les limites. L'architecture institutionnelle ne dote pas le Parlement d'un véritable pouvoir législatif. Les Etats sont, avec la Commission, au cœur de la fabrication de la loi européenne par les très longues négociations de leurs administrations et l'arbitrage final des ministres, voire des chefs d'Etat et de gouvernement. Dans cette situation déséquilibrée, le Parlement dispose en fait d'un droit de veto sur les accords intergouvernementaux. Le désaccord maintenant entre Conseil des ministres et

Parlement entraîne le retrait de la décision. Cet accroissement des pouvoirs du Parlement est ainsi payé globalement par les institutions politiques européennes d'un risque supérieur de paralysie. Le veto parlementaire ajoute à la difficulté de prendre une décision intergouvernementale à 15; situation bientôt aggravée par l'élargissement. La perversité de ce système est grande: elle ne laisse le choix qu'entre l'impotence et le transfert de la décision vers les organes technocratiques.

L'intergouvernementalisme ne constitue pas une protection contre les politiques libérales européennes. L'expérience le montre. Les libéralisations avancent. C'est le reste, ce que nous souhaiterions, qui stagne.

Il devait y avoir simplification des actes juridiques, on a la complication. On passe de 5 types d'actes à 6 et en vérité à 8 car il y a trois types de règlement.

Voilà pour le général. Reste le particulier. Par exemple, l'unanimité des Etats est requise pour « établir des mesures qui constituent un pas en arrière en ce qui concerne la libéralisation des mouvements des capitaux à destination ou en provenance des pays tiers » (A III-46). Unanimité aussi pour les « mesures nécessaires pour combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle » (A III-5). L'A III-63 (nouveau) soumet l'adoption de mesures de lutte contre la fraude fiscale relative à l'impôt sur les sociétés à la double condition d'unanimité et « qu'elles soient nécessaires pour assurer le fonctionnement du marché intérieur et éviter les distorsions de concurrence »! En dérogation à la règle générale, l'unanimité est également requise pour les normes relatives à la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail, la représentation et la défense collective des travailleurs et les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers en séjour régulier sur le territoire de l'Union (A III-104 § 3). Idem pour toute une série de mesures relatives à l'environnement

(A III-125). Cela veut dire, en pratique, qu'aucune mesure significative ne sera prise dans ces domaines.

Pour conclure

Nous avons besoin d'Europe pour peser sur la marche du monde et reconquérir des capacités de choix politique et donc de démocratie. Mais la construction européenne actuelle n'est pas l'Europe dont nous avons besoin car elle est construite sur la primauté du marché et de manière non démocratique, par le haut et la négociation entre les gouvernements. Le premier aspect n'a pas été corrigé mais aggravé au fil du temps par les traités successifs: l'Acte unique, Maastricht, Amsterdam. Le projet de Constitution tente de faire légitimer non seulement les bases déjà inscrites dans le traité de Rome fondateur, mais en plus l'intégration de ces transcriptions ultérieures de la dérive néolibérale. Sur le second aspect des modifications contrastées ont été apportées: montée en puissance du Parlement d'un côté, création de la BCE incontrôlée de l'autre. Mais le cœur du dispositif institutionnel, l'intergouvernementalisme plus la technocratie, a été maintenu. Et ses effets négatifs sont aggravés par chaque élargissement.

Par crainte d'une crise,0 une partie de la gauche a accepté l'Acte unique, Maastricht et leur suite. Renouveler cette attitude aujourd'hui serait lourd de conséquences. D'une part, cela laisserait les partisans du repli national seuls porte-parole du refus de cette Constitution inacceptable. D'autre part, ce serait se condamner durablement à l'impuissance contre l'Europe libérale et antidémocratique. L'espoir de réorienter l'actuelle construction européenne par des modifications partielles de cet ensemble est voué à l'échec. Il n'y aura pas de réorientation sans ouverture d'une crise parce que c'est sa matrice même qui doit être remise en cause. Seule une crise permettra un débat en profondeur sur les fondements de l'Europe à construire. ■

Quel sort pour la moitié de la planète ?

Samir Amin*

La mode d'aujourd'hui est à un certain discours sur la pauvreté et la nécessité de réduire au moins son ampleur sinon de l'éradiquer. Il s'agit là d'un discours de charité, à la mode du XIX^e siècle, qui ne cherche pas à comprendre les mécanismes économiques et sociaux qui engendrent la pauvreté, alors que les moyens scientifiques et technologiques pour l'éradiquer sont pourtant aujourd'hui disponibles.

Le capitalisme et la nouvelle question agraire

Toutes les sociétés qui ont précédé la société dite moderne, c'est-à-dire capitaliste, ont été des sociétés paysannes. Leur production était réglée par diverses logiques et systèmes; mais elles ne sont pas celles qui gouvernent le capitalisme dans une société de marché, telle la règle de la maximisation du rendement du capital.

L'agriculture capitaliste moderne, qui comprend aussi bien l'exploitation agricole familiale riche et à grande échelle que les multinationales agroalimentaires, a entrepris une attaque massive contre la production paysanne du tiers-monde. Le feu vert pour cela lui a été donné lors de l'assemblée de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) tenue en novembre 2001 à Doha (Qatar). Cette attaque fait beaucoup de victimes, et la plupart d'entre elles sont des paysans du tiers-monde qui constituent toujours encore la moitié de l'humanité.

L'agriculture capitaliste, régie par le principe du rendement le plus élevé sur investissement, est localisée presque exclusivement en Amérique du Nord, en Europe, en Australie et dans le cône sud de l'Amérique latine [Argentine, Brésil]. Elle n'emploie que quelques dizaines de



millions de cultivateurs qui ne sont plus des paysans. Du fait du degré atteint par la mécanisation et de la grande taille des fermes exploitées par un seul cultivateur, leur productivité se situe généralement entre 1000 et 2000 tonnes de céréales par cultivateur et par an.

Le contraste n'en est que plus violent avec les trois milliards de paysans pratiquant une agriculture paysanne dans le tiers-monde. Leurs exploitations peuvent être classées en deux secteurs distincts qui diffèrent beaucoup par l'échelle de la production, les caractéristiques économiques et sociales, ainsi que par les niveaux d'efficacité. Un secteur a été capable de profiter de la révolution verte; il a obtenu des engrais, des pesticides, des semences améliorées et il a

mis en œuvre une certaine mécanisation. La productivité de ces paysans se situe entre 10 et 50 tonnes de céréales par cultivateur et par an. Par contre, on situe aux alentours de une tonne de céréales par cultivateur et par an la productivité des paysans exclus de ces nouvelles technologies.

Ainsi donc, le rapport de la productivité des segments capitalistes les plus avancés de l'agriculture mondiale à celle des plus pauvres – qui était de 10 à 1 avant 1940 – approche aujourd'hui un rapport de 2000 à 1! Cela signifie que la productivité a progressé de manière bien plus inégale dans le domaine de l'agriculture et de la production alimentaire que dans d'autres domaines. Simultanément, cette évolution a conduit à une réduction du ►

* Samir Amin est président du Forum mondial des Alternatives. Parmi les dernières publications, on peut citer: *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, 1996, *Critique du capitalisme*, PUF, 2002, *Au-delà du capitalisme sénile. Pour un XXI^e siècle non américain*, PUF, Actuel Marx, 2002.

prix relatif des biens alimentaires (par rapport au prix d'autres produits industriels ou services), qui se situe à un cinquième seulement de ce qu'il était il y a cinquante ans. La nouvelle question agraire est le résultat de ce développement inégal.

La modernisation a toujours combiné des dimensions constructives, à savoir l'accumulation du capital et la croissance de la productivité, avec des aspects destructifs: la réduction du travail au statut de marchandise vendue sur le marché; la destruction, souvent, de la base écologique naturelle nécessaire à la reproduction de la vie et de la production; la polarisation de la distribution de la richesse au niveau mondial.

La modernisation a toujours simultanément *intégré* certains, dans la mesure où l'expansion des marchés créait de l'emploi, et *exclu* d'autres qui n'étaient pas intégrés dans la nouvelle force de travail, après avoir perdu leurs positions au sein des systèmes antérieurs bouleversés. Dans sa phase ascendante, parallèlement à ses processus d'exclusion, l'expansion mondialisée capitaliste intégrait un secteur important de la force de travail. Par contre, aujourd'hui, dans les sociétés paysannes du tiers-monde, cette expansion exclut massivement des gens tout en en intégrant relativement peu.

La question soulevée ici, c'est précisément de savoir si cette tendance va continuer de s'appliquer aux trois milliards d'êtres humains qui produisent et vivent encore dans des sociétés paysannes, en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Qu'arriverait-il en fait si l'agriculture et la production alimentaire étaient traitées comme n'importe quelle autre forme de production, soumise aux règles de la concurrence dans un marché ouvert et dérégulé, comme il en a été décidé, en principe, lors de l'assemblée de l'OMC de novembre 2001. De tels principes favoriseraient-ils l'accélération de la production ?

Des solutions alternatives ?

On peut imaginer que la nourriture aujourd'hui amenée sur le marché par les trois milliards de paysans du tiers-monde,

après avoir assuré leur propre subsistance, soit au contraire produite par vingt millions de nouveaux cultivateurs modernes. Les conditions pour qu'une telle alternative puisse se réaliser seraient les suivantes: 1° le transfert de surfaces importantes de bonnes terres à ces nouveaux cultivateurs capitalistes (et ces terres devraient être enlevées aux actuelles populations paysannes); 2° du capital (pour acheter fournitures et équipements); 3° l'accès aux marchés consommateurs. De tels cultivateurs concurrenceraient effectivement, avec succès, les milliards de paysans actuels. Mais que deviendraient alors ces derniers ?

Dans les circonstances actuelles, accepter que le principe général de la concurrence s'applique aux produits agricoles et aux biens alimentaires, comme l'impose l'OMC, signifie accepter l'élimination de milliards de producteurs non compétitifs, dans un délai historique très court, de quelques décennies. Que deviendront ces milliards d'êtres humains, la majorité d'entre eux qui sont déjà les pauvres parmi les pauvres, et qui ne s'alimentent qu'avec grande difficulté ? Dans un délai de cinquante ans, le développement industriel, même dans l'hypothèse fantaisiste d'un taux de croissance régulier de 7% par année, serait bien incapable d'absorber ne serait-ce qu'un tiers de cette réserve de main-d'œuvre.

Le principal argument avancé pour justifier la doctrine de la concurrence de l'OMC est qu'un tel développement a justement eu lieu au XIXe et au XXe siècle en Europe et aux Etats-Unis et qu'il y a produit une société moderne, riche, urbaine et industrielle, ou post-industrielle, dotée d'une agriculture moderne capable de nourrir la nation et même capable d'exporter de la nourriture. Pourquoi ce scénario ne serait-il pas répété aujourd'hui dans les pays du tiers-monde ?

Cet argument ignore tout simplement deux facteurs qui rendent presque impossible la répétition de ce scénario. Le premier, c'est que le modèle européen s'est développé durant un siècle et demi en recourant à des technologies industrielles qui nécessitaient beaucoup de main-d'œuvre. Les technologies modernes en

nécessitent beaucoup moins, et les industriels nouveaux installés dans le tiers-monde, s'il faut qu'ils soient compétitifs sur les marchés mondiaux, seraient obligés de les adopter. Le deuxième, c'est que tout au long de cette longue transition, l'Europe a pu bénéficier de la migration massive de sa population en trop vers les Amériques [Nord et Sud].

L'affirmation selon laquelle le capitalisme a réussi à résoudre la question agraire dans ses centres développés a toujours été acceptée par de larges secteurs de la gauche, depuis le fameux livre de Karl Kautsky, *La Question agraire*, écrit avant la Première Guerre mondiale. L'idéologie soviétique a accepté cette conception sur laquelle elle s'est basée pour entreprendre la modernisation au moyen de la collectivisation stalinienne, avec les résultats décevants que l'on sait. Ce qui a toujours été négligé, c'est que le capitalisme, s'il résolvait la question dans les pays du centre [impérialistes], ne le réussissait qu'en engendrant une question agraire gigantesque dans ses périphéries, qu'il ne pourrait résoudre qu'au prix du génocide de la moitié de l'humanité. Dans la tradition marxiste, seul le maoïsme a compris l'ampleur du défi. C'est pourquoi ceux qui accusent le maoïsme¹ d'une « déviation paysanne » démontrent par ce reproche même qu'il leur manque la capacité analytique pour comprendre le capitalisme impérialiste, qu'ils réduisent à un discours abstrait sur le capitalisme en général.

La modernisation par le moyen de la libéralisation du marché capitaliste, telle que la suggèrent l'OMC et ses partisans, juxtapose en fin de compte les deux éléments, sans même nécessairement les combiner: d'un côté, la production de nourriture à une échelle mondiale par des cultivateurs concurrentiels modernes, basés essentiellement dans le Nord mais dans le futur peut-être également dans quelques poches du Sud; de l'autre côté, la marginalisation, l'exclusion et l'appauvrissement encore accru de la majorité de ces trois milliards de paysans de l'actuel tiers-monde et finalement leur réclusion dans quelques espèces de réserves. On combine donc un discours dominant pro-modernisation et concurrentiel avec un jeu de politiques organisant des réserves

écologiques et culturelles permettant aux victimes de survivre dans un état d'appauvrissement matériel (et écologique y compris). Les deux éléments pourraient donc se compléter plutôt que d'entrer en conflit.

Pouvons-nous imaginer des alternatives et obtenir qu'elles soient largement débattues? Des solutions qui verraient l'agriculture paysanne maintenue tout au long du futur prévisible du XXI^e siècle, mais qui simultanément mettraient en œuvre un processus continu de progrès technologique et social? Afin que, de telle manière, les changements surviennent à une vitesse qui permette un transfert progressif des paysans vers des emplois non ruraux et non agricoles.

Un tel ensemble stratégique d'objectifs implique des dosages complexes de mesures aux niveaux national, régional et mondial.

Sur le plan national, cela nécessite des politiques macro-économiques qui protègent la production paysanne de nourriture contre la concurrence inégale des cultivateurs modernisés et des grandes entreprises agroalimentaires, tant locaux qu'internationaux. Cela aidera à garantir des prix internes [sur les marchés nationaux] acceptables des biens alimentaires, qui soient déconnectés des prix internationaux du marché qui, eux, sont en outre biaisés par les subventions agricoles du Nord riche.

De tels objectifs remettent également en question le schéma du développement industriel et urbain qui devrait, dans une moindre mesure, reposer sur des priorités tournées vers l'exportation (par exemple le maintien de bas salaires, ce qui nécessite des bas prix de la nourriture) et devrait prêter plus d'attention à une expansion socialement équilibrée du marché intérieur.

En même temps, cela implique un schéma de politiques d'ensemble visant à garantir la sécurité alimentaire, condition indispensable pour qu'un pays puisse être un membre actif de la communauté internationale, jouissant de la marge indispensable d'autonomie et de capacité de négociation.

Aux plans régional et mondial, cela rend nécessaires des accords internationaux

et des politiques qui prennent leurs distances à l'égard des principes libéraux doctrinaires régissant l'OMC, en les remplaçant par des solutions imaginatives et spécifiques pour chaque région et chaque domaine, en prenant en considération les problèmes locaux et les conditions historiques et sociales concrètes.

La nouvelle question ouvrière

La population urbaine de la planète représente aujourd'hui environ la moitié de l'humanité, c'est-à-dire au moins trois milliards de personnes, tandis que les paysans constituent pratiquement la totalité de l'autre moitié, à l'exception d'autres groupes réunissant quelques pourcentages statistiquement peu significatifs. Les données sur cette population nous permettent de distinguer entre ce que nous pouvons appeler les « classes moyennes » et les « classes populaires ».

Dans le stade actuel de l'évolution du capitalisme, les classes dominantes, c'est-à-dire les propriétaires légaux des principaux moyens de production ainsi que les hauts gestionnaires impliqués dans leur mise en œuvre, ne représentent qu'une très petite fraction de la population mondiale, alors même que la part qu'ils accaparent des ressources disponibles de la société est importante. A cela nous ajoutons les classes moyennes dans le sens traditionnel du terme, les non-salariés, propriétaires de petites entreprises, gestionnaires de rang moyen, qui ne sont pas forcément sur le déclin.

La grande masse des travailleurs et travailleuses dans les secteurs modernes de la production sont des salarié·e·s. Ils constituent aujourd'hui plus des quatre cinquièmes de la population des pays développés. Cette masse est divisée, pour le moins, en deux catégories, séparées par une frontière qui à la fois est visible aux yeux de l'observateur extérieur et véritablement vécue dans la conscience des individus en question.

Il y a d'abord ceux que nous pouvons qualifier de classes populaires *stabilisées*, dans le sens où ils jouissent d'une relative sécurité de leur emploi, entre autres grâce à des qualifications professionnelles qui leur confèrent un pouvoir de négociation avec les employeurs. De ce fait, ils sont souvent

organisés, au moins dans certains pays, en syndicats puissants. Dans tous les cas, leur masse leur confère un poids politique qui renforce leur capacité de négociation.

Les autres constituent les classes populaires *précaires* qui comprennent les travailleurs qui sont affaiblis par leur faible capacité de négociation (en conséquence de leur bas niveau de qualification, de leur statut de non-citoyens, de leur race ou de leur sexe), mais aussi les non-salariés (les chômeurs proprement dits et les pauvres qui ont des emplois dans le secteur informel). Nous pouvons appeler cette deuxième catégorie les classes populaires « précaires », plutôt que « non intégrées » ou « marginalisées », parce que ces travailleurs et travailleuses sont en fait parfaitement intégrés dans la logique systémique qui commande l'accumulation du capital.

A partir de l'information disponible pour les pays développés et pour certains pays du Sud (dont nous pouvons extrapoler des données), nous obtenons les proportions relatives de chacune des catégories définies ci-dessus dans la population urbaine de la planète.

Bien que les pays du centre ne regroupent que 18 % de la population de la planète, leur population est urbanisée à 90 % et constitue donc le tiers de la population urbaine du monde.

Les classes populaires forment donc les trois quarts de la population urbaine de la planète, tandis que la catégorie *précaire* forme les deux tiers des classes populaires à l'échelle mondiale : environ 40 % dans les pays du centre et 80 % dans ceux de la périphérie. Dit autrement, les classes populaires précaires constituent la moitié (pour le moins) de la population urbaine du monde et bien plus que cela dans la périphérie.

Si l'on jette un coup d'œil à ce qu'était la composition des classes populaires urbaines il y a cinquante ans, juste après la Deuxième Guerre mondiale, on constate que leur structure était alors très différente de ce qu'elle est devenue depuis lors.

Dans cette période, la part du tiers-monde dans la population urbaine mondiale – qui s'élevait à environ 1 milliard ►



Urbanisation proliférante...

de personnes – ne dépassait pas la moitié. Elle en constitue aujourd'hui les deux tiers. Les mégalo-poles, comme celles qu'on connaît aujourd'hui dans pratiquement tous les pays du Sud, n'existaient pas encore. On y connaissait qu'un petit nombre de grandes villes, principalement en Chine, en Inde et en Amérique latine.

Dans les pays du centre, les classes populaires ont bénéficié durant la période d'après-guerre d'une situation exceptionnelle qui reposait sur le « compromis historique » imposé au Capital par les classes laborieuses. Ce compromis a permis la stabilisation d'une majorité des travailleurs dans des formes d'organisation du travail connues sous le nom de système industriel « fordiste ».

Dans les pays de la périphérie, où la proportion des précaires a toujours été plus grande que dans les métropoles, elle ne dépassait néanmoins pas la moitié des classes populaires, contre plus de 70% aujourd'hui. L'autre moitié était, alors, encore constituée par des travailleurs stabilisés, soit dans des emplois propres aux nouvelles économies coloniales et à leur société modernisée [appareil d'État, service public, agriculture d'exportation...], soit dans les vieilles structures artisanales.

On peut résumer en une seule statistique la principale transformation sociale qui caractérise la seconde moitié du XX^e siècle : la proportion des classes populaires précaires a passé de moins d'un quart à plus de la moitié de la population urbaine mondiale. Ce phénomène de paupérisation est apparu de

plus en plus à une échelle significative dans les pays développés eux-mêmes. Cette population urbaine déstabilisée a passé en cinquante ans de moins d'un quart de milliard de personnes à plus d'un milliard et demi de personnes, soit un taux de croissance qui dépasse tous ceux qui caractérisent l'expansion économique, la croissance démographique ou encore le phénomène d'urbanisation lui-même.

La modernisation de la pauvreté

Il n'y a pas de meilleur terme que paupérisation pour désigner la tendance évolutive dans la deuxième moitié du XX^e siècle.

Dans l'ensemble, le fait en lui-même est reconnu et réaffirmé dans le nouveau langage dominant qui fait de la « réduction de la pauvreté » [voir la « décennie de lutte contre la pauvreté », 1996-2007, sponsorisée par la Banque mondiale et divers organismes de l'ONU] un thème récurrent des objectifs que les politiques gouvernementales prétendent atteindre.

Mais cette pauvreté est présentée uniquement comme un fait mesuré empiriquement, soit très grossièrement par la distribution des revenus (les « seuils de pauvreté », fixés à 1 dollar par jour pour l'indigence, 2 pour la pauvreté), soit un petit peu moins grossièrement par des indices composites, tels que celui du développement humain (IDH) proposé par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). Pourtant, jamais n'a été soulevée la question de la logique et des mécanismes qui engendrent cette pauvreté.

La présentation que nous faisons ici des mêmes faits va plus loin parce qu'elle nous permet précisément de commencer à expliquer le phénomène et son évolution. Les couches moyennes, les couches populaires stabilisées et les couches populaires précaires sont toutes intégrées dans le même système de production sociale, mais elles remplissent des fonctions différentes au sein de celui-ci. Certaines sont bel et bien exclues des bénéfices de la prospérité. Mais les « exclues » n'en sont pas moins un rouage essentiel du système et ne sont pas marginalisées au sens où elles ne seraient pas intégrées fonctionnellement dans le système.

La paupérisation est un phénomène moderne qu'on ne peut absolument pas réduire à un manque de revenu suffisant à la survie. C'est réellement une modernisation de la pauvreté qui a des effets dévastateurs dans toutes les dimensions de la vie sociale.

Durant les « trente glorieuses », de 1945 à 1975, les émigrants des campagnes réussissaient relativement bien à s'intégrer dans les classes populaires stabilisées : ils devenaient des ouvriers d'usine. Tandis qu'aujourd'hui ceux et celles qui sont arrivés récemment des campagnes, et leurs enfants avec eux, se situent aux marges des principaux systèmes productifs. Cela crée des conditions favorables pour la substitution de solidarités communautaires à la conscience de classe. Quant aux femmes, elles sont encore plus victimes de la précarité économique que les hommes et leurs conditions sociales et matérielles se détériorent. Si les mouvements féministes ont sans aucun doute réussi des substantielles avancées dans le domaine des idées et des comportements, ce sont presque exclusivement les femmes des classes moyennes qui en ont profité, mais certainement pas les femmes des classes populaires paupérisées.

Pour ce qui est de la démocratie, sa crédibilité, et donc sa légitimité, est minée par son incapacité à corriger la dégradation des conditions d'une fraction croissante des classes populaires.

La paupérisation est un phénomène inséparable de la bipolarisation à l'échelle mondiale, un résultat intrinsèque de

l'expansion du capitalisme réellement existant qui pour cette raison même doit, par nature, être appelé impérialiste.

La paupérisation au sein des classes populaires urbaines est étroitement liée aux développements qui ravagent les sociétés paysannes du tiers-monde. La soumission de ces sociétés paysannes aux exigences de l'expansion du marché capitaliste favorise des formes nouvelles de polarisation sociale qui excluent de l'accès à l'exploitation de la terre une proportion croissante de paysans. Les paysans qui ont été appauvris ou qui sont devenus des paysans sans terre affluent massivement dans les bidonvilles des grandes villes, à un rythme plus élevé que la croissance démographique. Et, pourtant, tous ces phénomènes sont condamnés à s'aggraver encore, tant que les dogmes néolibéraux ne sont pas remis en question. Aucune politique corrective, qui reste à l'intérieur du cadre libéral, ne peut réussir à limiter leur extension.

La paupérisation constitue un défi tant pour la théorie économique que pour les stratégies des luttes sociales.

La théorie économique vulgaire esquive les vraies questions que pose l'expansion du capitalisme. Parce qu'elle substitue à l'analyse du capitalisme réellement existant la théorie d'un capitalisme imaginaire conçu comme une simple extension continue des relations d'échange (le marché), alors que le système fonctionne et se reproduit à partir de la production capitaliste combinée aux relations d'échange, et pas à partir de simples relations de marché.

En outre, cette substitution est associée, d'une manière désinvolte, à un postulat a priori que ni l'histoire ni aucun argument logique ne confirment : à savoir que le marché se régule de lui-même en produisant un optimum social. De cette manière, la pauvreté ne peut alors être expliquée que par des causes décrétées être en dehors de la logique économique, comme l'explosion démographique ou des erreurs de gestion.

Le lien qui relie la pauvreté au processus d'accumulation lui-même est escamoté par la théorie économique conventionnelle. Le virus libéral qui en émane



pollue la pensée sociale contemporaine et annihile la capacité à comprendre le monde, pour ne pas parler de la capacité à le transformer. Malheureusement, ce virus libéral a profondément pénétré les diverses gauches qui se sont constituées depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Les mouvements qui s'engagent aujourd'hui dans des luttes sociales en faveur d'un « autre monde » et pour une mondialisation alternative ne seront capables de concrétiser des avancées sociales significatives qu'à la condition de se débarrasser de ce virus afin de pouvoir élaborer un débat théorique authentique. Tant qu'ils ne se seront pas débarrassés du virus, les mouvements sociaux, même porteurs des meilleures intentions, reste-

ront entravés par les chaînes de la pensée conformiste et prisonniers de projets de solutions inefficaces, ceux-là justement qu'alimente la rhétorique de la réduction de la pauvreté.

L'analyse que nous avons esquissée ici devrait contribuer à ouvrir ce débat. Parce qu'elle rétablit la pertinence du lien entre accumulation du capital, d'un côté, et le phénomène de la paupérisation sociale, de l'autre. Il y a cent cinquante ans, Marx avait inauguré une analyse des mécanismes sous-jacents à ce lien, mais elle n'a guère été prolongée depuis lors et en tout cas très peu en intégrant une dimension effectivement planétaire. ■

1. Il ne fait pas de doute que la question agraire, la « réforme agraire », a été au centre de la révolution chinoise. Les mesures de répartition des terres dès 1949, puis du « Grand Bond en avant » (1957-58), puis celles de l'organisation des communes qui lui fit suite, puis le démantèlement des communes et un processus de privatisation rampant indiquent à la fois les oscillations et les difficultés de « répondre à la question agraire ». Samir Amin, dans *L'avenir du maoïsme* (Ed. Minuit, 1981, 149 p.), tout en s'interrogeant sur où allait la Chine, comme le titre de son ouvrage le laisse entendre, exprimait néanmoins une euphorie que les analyses actuelles de l'histoire du cours des réformes agraires en Chine tendent à sérieusement rabattre. Ainsi écrivait-il : « Mais peut-on aller réellement plus vite qu'on est

allé de 1950 à 1978 ? Les maoïstes disaient : « Il vaut mieux aller lentement au socialisme que vite au capitalisme. » Ils avaient tort dans la mesure où l'on va plus vite sur la voie socialiste que sur celle du capitalisme ou du révisionnisme. » (p. 103) A la lumière des évolutions, les torts semblent ici partagés.

Ou encore, à propos du « Grand Bond en avant » et de l'organisation des communes (communes : organisation de la production rurale à trois niveaux : l'équipe, gestion des moyens de production agricole traditionnels ; la brigade, gestion du parcel des machines ; et la commune, gestion de la transformation des produits agricoles, du petit outillage et de l'administration), était-il bien raisonnable d'affirmer que le Grand Bond en avant « introduisait dans les campagnes les plus reculées l'apprentissage de

techniques modernes » et que « le système [des communes] repose sur la confiance des masses populaires et permettra dans l'avenir le développement d'une production agro-industrielle contrôlée par les travailleurs de la campagne » (p. 68) ?

Peut-on analyser la Chine et l'évolution des relations ville-campagne (réforme agraire et industrialisation avec planification administrative), au cours des vingt dernières années, en mettant l'accent sur le tournant des années 1980, c'est-à-dire la « rupture avec le maoïsme » ? Les éléments de continuité systémique nous semblent ne pas pouvoir être minimisés. Reste qu'un débat sur les réformes agraires, entre autres celles de la Chine et d'autres pays, est d'une actualité que Samir Amin, à juste titre, souligne dans cet article. — Réd. à l'encontre

Des sociétés chamboulées et

Ce texte de Francisco Oliveira est issu d'une conférence donnée dernièrement par ce sociologue brésilien très connu. Il tente de saisir les nouvelles configurations sociales en Amérique latine, suite à l'accélération de la paupérisation et des déstructurations sociales provoquées par « l'externalisation » des économies sous les contraintes de la mondialisation du capital.

Son jugement sur le rôle des Etats nationaux des pays de la périphérie latino-américaine peut être débattu. Oliveira tend, dans certaines de ses formulations, à laisser entendre que cet Etat national serait quasiment effacé. Ce qui ne nous semble pas exactement le cas, à l'examen des politiques en cours en Argentine, au Brésil ou au Chili. Certes le degré de subordination des classes dominantes, des élites dirigeantes et des institutions étatiques aux exigences de l'ajustement imposé par l'impérialisme apparaît toujours plus fort.

Au-delà de ces remarques, la contribution de Francisco de Oliveira nous semble non seulement apporter une réflexion originale, mais saisir des traits décisifs des mobilisations sociales en cours dans ce continent. Réd.

Francisco Oliveira*

Ma source d'inspiration est évidente : il s'agit du livre classique d'Eduardo Galeano *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*¹. Ces veines ouvertes peuvent-elles être transformées en voies ouvertes pour se libérer, pour réduire les inégalités internes à l'Amérique latine, pour renouer avec le développement économique, pour occuper une nouvelle place dans le monde contemporain. Va-t-il se produire dès lors une transformation dialectique des « veines ouvertes » en « voies ouvertes » ou continuerons-nous à lire Borges [Jorge Luis Borges, né à Buenos Aires en 1899 et décédé à

Genève en 1986] comme le maître de nos mirages, et le titre de Galeano continuera-t-il à avoir toute sa vigueur ?

Il ne convient pas de répéter de manière inconsistante ce que l'on peut trouver, sous une forme originale et suffisante, dans les rapports de la Cepal [Commission économique pour l'Amérique latine] : les deux dernières décennies furent marquées par la stagnation, la régression ou, au mieux, dans quelques cas, une croissance médiocre. L'Amérique latine fut asservie par le néolibéralisme pour reprendre la formule que la critique a popularisée, quand bien même cet énoncé, en tant que tel, est quelque peu mystificateur pour ce qui a trait à la dernière période du siècle passé et à celle qui continue aujourd'hui. L'Amérique latine est la région où règne la plus grande inégalité, encore plus grande qu'en Afrique. L'inégalité a augmenté dans nos sociétés entre le début des années 1990 et les premières années du XXI^e siècle. Le Mexique et le Brésil, sur ce terrain, n'ont pas connu de changements. En ce qui concerne des sociétés qui, par le passé, étaient plus égalitaires, comme l'Argentine ou l'Uruguay, ces dernières furent projetées vers une « inégalitarisation » radicale².

L'exception à cette réalité, connue de « toujours », est Cuba, dont le progrès mutilé sans cesse par l'impérialisme nord-américain n'a pas pu être mené à bien dans l'ensemble du continent latino-américain dévasté par la stagnation. Cuba doit faire face au risque « du socialisme dans un seul pays », qui serait un anachronisme s'il n'y avait pas l'épopée de sa dignité et les immenses sacrifices de son peuple. Oui, Galeano, nos veines resteront ouvertes, peut-être beaucoup plus que par le passé dans lequel s'enracine cette métaphore. La mondialisation se transforme en une puissante succion, au travers de laquelle le travail des habitants de l'Amérique latine s'écoule vers l'extérieur.

Derrière le diagnostic général se cachent des spécificités. On peut mentionner la transformation très rapide du Mexique

comme principal exportateur, isolé, vers les Etats-Unis – cela dans le cadre du TLCAN [Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord : Canada, Etats-Unis, Mexique, signé en janvier 1994-ALENA]; ce qui n'a pas libéré ce pays du poids de sa dette extérieure et de sa déclaration de défaut au début des années 1990. De cette exportation, il n'en a pas découlé la résolution de l'inégalité sociale au sein du Mexique. On peut faire référence à l'échec fracassant et à l'incroyable involution de l'Argentine, autrefois, dans les débuts du XX^e siècle, la cinquième économie la plus importante du monde. Le Chili a connu un développement moins instable à partir de la dictature de Pinochet. Mais, à l'heure de solder les comptes, ses travailleurs doivent avaler la potion amère de la sécurité sociale privatisée.

De toute façon, l'isolement chilien par rapport à l'Amérique latine fait dépendre ce pays presque exclusivement du marché nord-américain. Et, de fait, le Chili a reculé en termes de division sociale du travail. Il est retourné à la condition d'une économie de production de biens primaires, exportatrice, s'appuyant, de plus, sur le bon et vieux cuivre toujours étatisé...

Les économies uruguayennes et paraguayennes souffrent directement de la régression de l'économie argentine et de la politique néolibérale en cours au Brésil ; le Mercosur [marché commun réunissant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay ; le Chili s'y est associé depuis 1996 et la Bolivie depuis 1997], dans cette situation, n'a pas pu insuffler à ces deux pays un dynamisme.

La Colombie s'est transformée en une tragédie, dont les caractéristiques sont connues par tous et qui est en train de devenir un non-Etat et une non-nation. L'Equateur, le Pérou et la Bolivie ont souffert de spasmes si violents que même la science sociale la plus précautionneuse ne se risquerait pas à faire un pronostic : on peut passer, quasi sans médiation, de Sendero Luminoso³ à Fujimori⁴ et de ce dernier à Toledo⁵ ; d'expérimentations à la

* Sociologue, un des fondateurs du Parti des travailleurs (PT). Cet article reprend son intervention lors de la dernière conférence régionale du Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO).

des acteurs sociaux nouveaux

Thatcher en Bolivie, entre autres avec Gonzalo Sanchez de Lozada [élu en 1993 – lui succédera le général Hugo Banzer Suarez ; Lozada sera à nouvel élu en août 2002, pour être contraint à la démission le 17 octobre 2003] à Evo Morales [dirigeant du Mouvement pour le socialisme – MAS – qui a réuni 30 % des voix aux dernières élections]; de la dollarisation imposée au forceps au récent soulèvement indigène anticapitaliste⁶.

Le Venezuela a connu la corruption la plus diffuse sous la direction du parti le plus social-démocrate qu'ait connu le continent [l'Action démocratique de Carlos Andres Perez, élu à la présidence en 1989 et suspendu en 1993 pour malversations, emprisonné quelques mois] et fait face, aujourd'hui, de manière quasi quotidienne, aux tentatives de déstabiliser la révolution bolivarienne dont le leader est Hugo Chavez, déstabilisation qui a été jusqu'à une tentative de coup d'Etat contre la présidence de la République, menée directement par le président de l'association du patronat, une situation qui exprime le fait que, de manière fréquente, la bourgeoisie se passe des institutions politiques et de ses ex-représentants intermédiaires.

Le « miracle de la démocratisation »

Depuis la crise des dictatures, fin des années 1980, un souffle de liberté a parcouru l'Amérique latine. Dans toutes les parties du continent, on assista à une relance de la politique sous l'impulsion d'une union des mouvements sociaux, en ascension; d'un syndicalisme rénové (ce fut le cas au Brésil); du maintien de la crise de la dette extérieure; de la création de nouveaux partis de masse ayant une composante de travailleurs, comme l'illustre l'exemple du PT (Parti des travailleurs) au Brésil ou du MAS en Bolivie; de la réconciliation entre des forces démocrates-chrétiennes et social-démocrates au Chili; du rejet populaire de la corruption d'un Carlos Andres Perez au Venezuela et d'une identification massive avec l'idéologie bolivarienne [d'indépendance et de justice

sociale]; de la fin du bain de sang au Guatemala. Tout cela a abouti au miracle de la démocratisation de l'Amérique latine. Et, avec lui, s'est affirmé l'espoir de faire disparaître les expériences néolibérales socialement quasi génocidaires. Pour la première fois dans l'histoire latino-américaine, dans aucun de ses 35 pays n'était en place un régime dictatorial. Il semblait que le mélange grotesque de dictature, de chefs, de tyrans – la plupart du temps brutalement sanguinaires – et de quelques régimes démocratiques avait laissé la place à l'affirmation de la démocratie.

Quelque chose de complètement imprévu s'est produit. Peut-être avions-nous sous-estimé le « sale travail » des dictatures et les destructions ayant miné la structure sociale, ayant stimulé les inégalités, ayant atteint la capacité des Etats de réguler les conflits et ayant frappé l'identité entre projet national pour les classes dominantes et projet national pour les classes dominées, ayant abouti à une déterritorialisation de la politique qui transforme nos Etats nationaux en un anachronisme. Une sorte de situation schizophrénique s'était produite. Les bourgeoisies avaient renoncé à un projet national [projet de relative « indépendance » politique proclamée face à l'impérialisme] et, de cette manière, l'espace politique se transformait en passant d'une apparente libération à un confinement pour les classes dominées. En effet, la mondialisation du capital a absorbé la vague de démocratisation de la fin des années 1980 et 1990 avec toute une série de conséquences. Les dictatures avaient réussi à insérer définitivement les économies de l'Amérique latine dans la financiarisation du capital, lequel diminuait de façon extrême le pouvoir de l'Etat national dans la nouvelle vague de démocratisation.

La réponse des forces politiques qui ont assumé le pouvoir étatique dans la période post-dictature consista à accélérer le rythme pour mener à bien le travail de financiarisation, essayant d'insérer les différents pays, au travers de diverses formules, dans la trappe d'une mondialisa-

tion supposée à caractéristique homogénéisante [qui rapprocherait à long terme la situation des sociétés à l'échelle mondiale]. Ainsi ont disparu les barrières protectionnistes douanières au nom du libre commerce; ainsi ont été privatisées des entreprises étatiques qui furent les piliers de l'industrialisation [dans des pays comme l'Argentine, le Mexique, le Brésil, l'Uruguay] depuis les années 1940; ainsi furent déréglementés, sous diverses formes, les marchés du travail qui structuraient un « état de bien-être » très précaire. Quelques pays ont été très loin. Le Mexique, par le biais de son intégration au TLCAN, a perdu son autonomie pour appliquer une quelconque politique économique propre; l'Argentine a tout privatisé et a mis en place une dollarisation qui aboutit à éliminer toutes les protections non douanières – annulant la fonction d'un fragile Mercosur – et est arrivée au point d'inscrire dans sa Constitution la parité entre le peso et le dollar, enlevant par conséquent aux électeurs la capacité de gouverner. De la Rúa⁷, après Menem, poussa au paroxysme cette désétatisation de la monnaie.

Le Brésil, au cours des deux mandats de quatre ans de Fernando Henrique Cardoso [de 1995 à 2002], a privatisé tout le puissant complexe industriel étatique, à l'exception de Petrobras, au moyen d'une cession de la propriété qui a bouleversé les structures de pouvoir et les relations entre les classes, ainsi que celles qu'elles entretenaient avec la politique. Restait dès lors un important parc industriel privé, miné par l'ouverture commerciale indiscriminée et une ouverture identique aux investissements. Il serait trop long, fastidieux et superflu, face au formidable ensemble de données, d'analyses et d'interprétations de la Cepal, de reconstruire les principaux désastres qui s'expriment au travers des indicateurs économiques les plus courants.

Cette implosion des relations de classes a des conséquences au plan politique. Les tensions sociales se sont radicalisées à un niveau imprévu. Cette implosion exigeait une avancée politique d'une telle ampleur qu'il n'était pas recomman-

dé d'attendre. Les hauts niveaux de chômage et de travail informel rampant déplacèrent du centre de gravité politique auquel elles étaient parvenues les catégories sociales organisées dans le travail formel. L'élection de Luiz Inacio Lula da Silva [octobre 2002, mandat présidentiel en janvier 2003] à la présidence de la République brésilienne n'a pas abouti à une montée du pouvoir syndical comme assise du pouvoir politique du PT. Sa signification est différente. Le chômage et le travail informel dans un pays comme le Brésil concernent environ 60 % de la population active – en Argentine, ce pourcentage est encore plus haut – et ont créé une nouvelle classe que le lexique politique de la gauche et de la science sociale est incapable de qualifier : ce ne sont pas des travailleurs informels, ce sont des chômeurs mais pas des chômeurs sans emploi ; ce ne sont pas des « masses marginales », selon la conception de José Nun⁸ ; c'est un lumpensinat⁹ [par analogie à prolétariat ou à paupériat], sans reprendre la connotation si dépréciative qu'avait ce terme lorsqu'il était utilisé par Adolphe Thiers [le politicien conservateur qui dirigea l'écrasement de l'insurrection de la Commune en 1871].

Pourquoi, donc, cette dénomination, même si elle est provisoire, est importante ? Parce que c'est dans la politique que cette couche peut devenir lumpen ou, plus exactement, c'est dans l'antipolitique que cela peut se produire. Autrement dit, virtuellement, sont créées les conditions d'un populisme de caractère néofasciste, pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique latine ; puisque l'interprétation du populisme au début de l'industrialisation [en Amérique latine] fut souvent une erreur sociologique et politique.

Cette puissante déstructuration sociale a suscité une implosion dans les rapports de représentation politique. Qui représentent donc aujourd'hui les partis politiques issus des anciennes structures sociales ?

Le justicialisme argentin [le péronisme] est divisé entre de puissantes fractions

bureaucratiques et, y compris, de type maffieux. Qui représente-t-il ? Les *piquetos* [les chômeurs organisés] ? Demandez-leur. Le Parti des travailleurs au Brésil représente-t-il le 60 % du total des « informels », au Brésil ? Les partis politiques traditionnels de Colombie représentent-ils les forces en conflit depuis plus de trente ans [allusion à l'affrontement militaire continue qui marque la vie colombienne depuis la fin des années 1940], une situation qui s'est aggravée avec l'entrée en scène des paramilitaires ? Evo Morales du MAS, le nouvel homme des *cocaleros* [paysans pauvres cultivant la coca], représente une nouveauté effective, parce que les partis boliviens, depuis longtemps, ont perdu leur insertion populaire. Le MNR [Mouvement nationaliste révolutionnaire – parti qui s'est trouvé à la tête de la révolution de 1952 qui aboutit à la nationalisation des mines et à diverses réformes d'envergure] s'est converti en une oligarchie depuis fort longtemps [le président renversé Sanchez de Lozada était membre du MNR, comme l'est le nouveau, Carlos Mesa Gisbert]. Le mouvement indigène d'Equateur [très actif depuis 1994, et représenté entre autres par la Confédération de nationalités indigènes d'Equateur (Conaie)] est aussi une nouveauté et s'inscrit dans le même filon de ce point de vue que le processus en cours en Bolivie. Au Pérou, Fujimori représenta une réaction libérale à une situation d'anarchie ; mais les fortes structures oligarchiques du pays, qui disposent d'un immense appareil de cooptation, l'ont rapidement intégré et transformé en principal symbole de l'impunité corrompue des vieilles classes dominantes péruviennes. Le président Toledo est arrivé avec dans ses bagages ses études à Harvard et connaît déjà un processus de perte de crédibilité et d'image qui rend son doctorat sans efficacité.

Etats nationaux et « état d'exception »

La politique institutionnelle tourne en rond dans la mesure où les contraintes et les limites imposées par la mondialisa-

tion du capital rendent inutiles et superflues les institutions démocratiques et républicaines. Les banques centrales sont la véritable autorité nationale et ce ne sont pas des institutions démocratiques. Selon la théorie schmittienne¹⁰, est souverain celui qui décide de « l'état d'exception ». Et qui en décide entre nous ? Les Etats nationaux se transforment, effectivement, en « état d'exception » : toutes les politiques publiques sont des politiques d'exception. On a presque dollarisé en Argentine pour ceux qui possédaient des dollars et des titres libellés en dollars ; on a dollarisé en Equateur avec le même objectif. Au Brésil, on a maintenu une monnaie surévaluée pour attirer des capitaux spéculatifs. De nouveau, le rosaire serait interminable à égrener ; toutefois, il est important de signaler que, grâce à ce rosaire, les Etats nationaux et leur politique se sont transformés et Etats d'exception et cela dans un double sens. Tout d'abord, ils existent pour protéger les intérêts de la finance de marché. Ensuite, ils maintiennent le gros des populations dans un état d'indigence, d'exceptionnalité, en rendant fonctionnelle au système la pauvreté, ce qui est la pire des exceptions.

La politique institutionnelle a attiré les forces populaires les plus transformatrices vers ce qui se structure comme un piège. En effet, ce sont ces nouvelles forces populaires qui sont arrivées finalement au seuil du pouvoir et sont devenues les exécuteurs de l'exception : des excédents budgétaires décidés conjointement avec le FMI [allusion à l'accord du gouvernement Lula qui a défini un excédent primaire, donc avant paiement des intérêts de la dette, de 4,25 % du PIB] ; une accélération de l'intégration à l'ALCA [Zone de libre-échange des Amériques, pilotée par les Etats-Unis] ; une soumission à l'OMC ; une conversion à un non-contrôle des changes et aux libres échanges commerciaux.

L'Amérique latine a oublié la leçon fondamentale de Raul Prebisch¹¹, celle de l'asymétrie du rapport de force entre le centre et la périphérie. Les bourgeoisies



nationales, dans cette configuration de forces, se sont complètement subordonnées aux impératifs de la mondialisation, renonçant à la politique. Elles préfèrent mettre leur confiance dans les dispositifs si bien désignés par Michel Foucault : dans ces limitations et procédures au sein des institutions, dans ces automatismes qui annulent la politique.

Le cas brésilien illustre cela jusqu'à satiété. Comme le gouvernement Lula, qui promettait d'être un gouvernement de transformation, a passé tous les compromis, il n'y a pas d'opposition politique, même pas d'opposition d'un quelconque secteur économique. On est donc face au paradoxe suivant : les forces qui gagnent les élections luttent entre elles, alors que les classes dominantes continuent à mettre en œuvre des conflits. La réforme agraire au Brésil en est un exemple. Le MST (Mouvement des paysans sans-terre) cherche à ce que le gouvernement réponde aux nécessaires installations de paysans [mise à disposition de terres et appuis techniques]. Le gouvernement s'y refuse, peut-être pas par manque de volonté politique, mais à cause du cadre budgétaire déterminé par l'excédent primaire imposé par le FMI. Et les médias provoquent en exacerbant les éléments du conflit entre le MST et le gouvernement Lula. Il en découle un affaiblissement des deux et les positions contre la réforme agraire commencent à se renforcer.

Peut-on être arrivé au bout de l'agenda de la phase néolibérale ? Y compris cela doit être mis en question, d'autant plus si l'on prend l'exemple du gouvernement Lula qui approfondit les « réformes » néolibérales. Mais si l'on considérait même que l'agenda néolibéral avait été mené à bon port, la question qui se pose est plus compliquée : que faire pour soigner l'usure organisationnelle profonde des classes laborieuses, pour restaurer le minimum de capacités régulatrices d'un Etat totalement dévasté ? Comment relancer la croissance économique si l'investissement étatique, qui fut décisif pour l'industrialisation de l'Amérique latine, est étranglé par le service pesant

des dettes internes et externes ? Et encore plus si cet Etat se trouve sans moyens d'agir à cause des privatisations ? La confiance dans le marché comme mécanisme pour allouer les ressources doit être mise en question, et cela encore avec plus de force que durant les années dorées de la Cepal [les années 1950 et 1960] puisque la distribution des richesses s'est dégradée et que, dès lors, les investissements se dirigent seulement vers les secteurs qui répondent aux demandes des classes disposant de hauts revenus, redoublant la concentration perverse qui fut constatée et dénoncée par Celso Furtado¹².

La croissance économique, avec une redistribution de la richesse chaque fois plus inégalement concentrée et sans Etat comme instrument de régulation d'un projet de transformation, prend les traits d'un bourreau exécutant ses propres promesses.

Ne pouvant agir sur le terrain des politiques de développement, les Etats nationaux en Amérique latine ne peuvent plus qu'administrer des politiques de mise en action fonctionnelle de la pauvreté pour le système. Il s'agit de politiques d'exception, ce qui transforme l'Etat en un Etat d'exception. Les professionnels du marketing politique ont inventé des termes comme la « bourse scolaire »¹³, la « bourse alimentaire »¹⁴, le « premier emploi », « commencer de nouveau »¹⁵. « Faim zéro » est l'expression la plus prétentieuse de toutes et qui, de plus, met en lumière le caractère anti-universel de ces politiques [le projet « Faim zéro » avance lentement et se concentre sur une fraction de la population, selon les préceptes développés par la Banque mondiale et des agences de l'ONU], alors que les politiques qui stimulaient une redistribution plus grande de la richesse au cours de l'histoire du capitalisme des

pays du centre, c'est-à-dire les politiques dites de sécurité sociale, sont annihilées dans les pays de la périphérie par les privatisations et les réformes, véritable escroquerie sémantique.

Comme les forces organisées des travailleurs ont été fortement érodées et ont perdu leur capacité de proposer des politiques alternatives et de les mettre en œuvre ou d'empêcher les contre-réformes, les Etats nationaux en Amérique latine frisent ce que la littérature politique caractérisait, dans le passé, comme du populisme. Mais cette caractérisation est erronée. Cela dans la mesure où, dans le passé, le populisme signifiait l'inclusion par « la voie passive », de manière autoritaire, des classes laborieuses dans la politique. Alors que le néopopulisme, acceptons la formule, recouvre une exclusion des travailleurs de la politique et leur transformation en objets de mesures compensatoires [aides contre la pauvreté]. Que José Nun me pardonne, mais la « masse marginale » s'est transformée, par le biais des politiques qui rendent fonctionnelle la pauvreté, en armée de réserve maintenue [masse de chômeurs, chômeuses et hyper-précaires faisant pression sur les conditions de travail et de reproduction de la force de travail], nécessaire pour la gestion des processus les plus primitifs de mise au travail, pour ceux qui obtiennent une place fonctionnelle dans l'accumulation du capital. Evidemment, ce n'est pas la pauvreté qui est à l'origine de cette accumulation. C'est la révolution « moléculaire-digite » [la révolution des biotechnologies et de l'informatique] dans les pays du centre qui fait de la pauvreté un facteur fonctionnel à l'accumulation du capital¹⁶. Les économies de l'Amérique latine appartiennent, aujourd'hui, à la famille des ornithorynques¹⁷, une combinaison arrogante de hauts revenus, de



Les rues d'El Alto (Bolivie)
après l'affrontement avec l'armée.

consommation ostentatoire, d'accumulation du capital placée sous le commandement de la révolution « moléculaire-digitale », de pauvreté extrême, de lumpesinat moderne asservi par le capital financier et d'incapacité scientifico-technique à trouver une concrétisation socio-économique. L'Argentine, qui nous a donné l'unique Prix Nobel dans une branche de la science, celle de la physiologie-biologie-médecine. Ce potentiel dort aujourd'hui dans la Recoleta [quartier très riche de Buenos Aires]; c'est là que gît ce qui pouvait être une promesse de futur pour la nation.

Pourquoi le défi est-il plus grand aujourd'hui que celui qui s'est manifesté au cours de la période du développementisme qui trouvait dans la brave Cepal son principal porte-parole. Tout d'abord, pour une raison fondamentale, stratégique. Alors que la situation passée se caractérisait par un « échange inégal » (Samir Amin) entre producteurs de matières premières (Amérique latine) et producteurs de biens manufacturiers (le centre dynamique) – situation qui pouvait être contrecarrée par l'industrialisation, option par excellence de la Cepal –, la mondialisation actuelle est, avant tout, celle du système financier. La plus importante contradiction ne réside pas dans le fait que ce sont les transnationales elles-mêmes qui sont présentes dans le processus d'industrialisation de substitution d'importations – ce qui aggrave la dépendance financière et est un de ses éléments structurants –, mais elle réside dans la monnaie mondialisée, dans le dollar et l'euro (dans une moindre mesure pour ce dernier) qui

sont les éléments qui constituent les deux bouts de la boucle du fonctionnement des économies latino-américaines de la périphérie. En d'autres termes, ce qui finance l'activité productive latino-américaine, c'est la monnaie internationale et il n'y a pas « d'industrialisation substitutive » [analogie par rapport à l'industrialisation des années 1950 qui permettait de substituer par des biens produits localement des biens importés] de la monnaie internationale. Dans ce cas, le remède tue [allusion à la volonté d'assurer le flux de devises en accrochant une monnaie au dollar, en élevant les taux d'intérêt, en libéralisant, etc.]. L'équation de la dépendance est plus complexe et sa solution aussi.

Sortir de la contrainte impérialiste

Etant donné les conditions rapidement énoncées ci-dessus, les nouvelles revendications sont plus radicales. Le renversement de Sanchez de Lozada par une puissante union du mouvement des *cocaleros* avec le mouvement indigéniste et la centrale ouvrière bolivienne (COB) – c'est-à-dire presque une répétition de la révolution de juin 1951 qui avait porté au pouvoir Victor Paz Estenssoro du MNR, avec l'appui des mineurs et des paysans, alors que le colonel Gualberto Villaroel-Lopez, qui avait, en 1943, pris le pouvoir avec le MNR, avait été renversé par les barons de l'étain en 1946, puis pendu à un réverbère à La Paz – indique que la Bolivie traverse une situation révolutionnaire. Les forces et les mouvements qui ont renversé Sanchez de Lozada ont été contraints de se position-

ner hors des frontières du système : Felipe Quispe [dirigeant Aymara, très actif dans la ville d'El Alto et secrétaire de la centrale syndicale des travailleurs paysans de Bolivie] l'a compris de façon lucide¹⁸. Ce mouvement sera-t-il à la hauteur ? La stagnation générale et un certain recul en Amérique latine créeront-ils les conditions pour circonvenir l'audace des classes laborieuses en Bolivie ? L'isolement de Cuba nous oblige à réfléchir à deux fois avant de célébrer une victoire, il faut tirer une conclusion : la victoire n'est qu'un commencement.

La victoire du gouvernement de Lula constitue un autre cas devant servir d'avertissement. Elle peut susciter l'illusion de l'hégémonie des forces laborieuses. Néanmoins, si l'on analyse l'action présidentielle, la vérité pourrait se trouver dans le camp opposé. Toute la longue accumulation des mouvements sociaux brésiliens, y compris le propre mouvement syndical duquel Lula a émergé, a produit une quasi-hégémonie, selon les termes mêmes de Gramsci : une direction légitime des mouvements de la société, accompagnée d'un rejet de la mondialisation qui soumet le pays, de la dénonciation de la dégradation de l'environnement, du manque d'éthique en politique, de la forte dérégulation des structures du marché du travail ; et cela s'appuyant sur une volonté clamée de sécurité sociale qui balaie l'incapacité chronique de l'économie à produire les emplois nécessaires, sur un combat contre le clientélisme et le népotisme des élites politiques traditionnelles, pour une distribution de la richesse qui permet de sortir le Brésil de cette position obscène faisant du Brésil la quatrième des sociétés parmi les plus inégalitaires de la planète capitaliste.

Le gouvernement de Lula nie, dans la pratique, cette quasi-hégémonie. Au contraire, il accepte de refaire tout ce qu'il a combattu. Afin que nous ne tombions pas dans le registre d'une simple dénonciation morale, qui certes continue d'être urgente et continuera à être un élément de la politique, il est nécessaire

d'approfondir les causes structurelles de telles déviations.

Au-delà des particularités de nos pays, qui enseignent qu'il y a diverses routes, diverses voies pour l'Amérique latine, il y a un trait structurel qui, une fois de plus, met en relief une possible communauté de nations, de peuples, d'ethnies, de cultures dans ce continent. Dans le passé, notre colonisation ibérique [organisée par l'Espagne et le Portugal] a abouti à la destruction de nos cultures autochtones; puis il y a eu l'impérialisme anglais et, par la suite, nord-américain. Actuellement, la mondialisation du capital est un terme nouveau et un phénomène nouveau qui conduit à annihiler les classes sociales historiques qui ont construit notre propre et précaire histoire. Y compris cette histoire qui fit de nos classes dominantes, de façon volontaire ou involontaire, les agents de la domination, une domination implacable dans la majeure partie des cas et brutale dans d'autres. La mondialisation liquide tout cela. Cette mondialisation, dont le nom le plus approprié est la virtualité impériale des Etats-Unis s'exprime au travers de deux puissantes tendances.

La première réside dans la dénationalisation de la politique et la seconde dans la dépolitisation de l'économie; ce qui en termes juridiques est nommé: déterritorialisation de la politique et judiciarisation de la marchandise. Par le premier terme, il faut entendre la supraterritorialité des politiques financières, monétaires, budgétaires, de commerce extérieur, de droit de patentes et de propriété intellectuelle. En d'autres mots, il s'agit du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement et de l'Organisation mondiale du commerce. Cela signifie que les politiques nationales sont soumises, réglementées, dirigées, surveillées par les macropolitiques de la mondialisation.

C'est la perte de l'autonomie des Etats nationaux. Les monnaies nationales sont une fiction. Les politiques budgétaires sont fixées de l'extérieur et le non-res-

pect des normes implique des pénalités. On établit les dépenses, leurs ampleurs comme leurs allocations particulières. Il n'est pas conseillé de faire des dépenses « libérales » pour ce qui a trait au personnel des services publics et les « marchés » réagissent, disqualifiant l'action des gouvernements [sortie de capitaux, exigence de taux d'intérêt plus élevés pour opérer des prêts, etc.]. Les agences de notations, qui mesurent les risques encourus par les entreprises privées, font monter ou descendre ledit « risque-pays » [ce qui joue un rôle important pour la fixation des taux d'intérêt]. Avec cet instrument, elles (dés)orientent les investisseurs, stimulent la fuite ou l'entrée de capitaux, (dé)valorisent les titres de la dette des pays sans que rien ne se soit passé à court terme dans l'évolution des comptes extérieurs: ce sont les prophéties auto-réalisantes des marchés. Des niches spécifiques de commerce, de finance internationale, de droits de patente, de propriété intellectuelle sont établies par l'OMC de manière telle qu'elles ne peuvent pas être appliquées aux pays aujourd'hui émergents ou submergés si cela est l'humeur des marchés.

La judiciarisation des marchandises est un mouvement plus mortel. Puisqu'elles intègrent, en elles, leur propre législation qui fait fi des législations nationales. Le cas le plus trivial est devant nous lorsque l'on rentre à la maison avec une bande vidéo et aujourd'hui un DVD: sur ces produits on peut lire, avant de les voir, les conditions à remplir pour l'usage de telles « propriétés » [droits de propriété intellectuelle]. Il y a une supermarchandise: selon Marx, lorsque le consommateur achète une marchandise, il est propriétaire de sa valeur d'usage. Aujourd'hui, la valeur d'usage continue à être la propriété du vendeur: le consommateur ne peut pas donner à ce qu'il a acheté l'usage qu'il lui plaît. De fait, il y a une modification dans la propriété capitaliste. Le plus grave se produit dans le domaine des biens pharmaceutiques. Par exemple, les pays ne peuvent pas tenter d'utiliser des médicaments sans payer les droits de patentes et, y com-

pris, dans ce cas, de respecter les conditions d'usage qui conviennent aux « propriétaires ». Le cas des médicaments anti-sida est une belle exception dont le développement doit être examiné à la lumière de tous les autres cas.

Les transgéniques portent dans leurs nouveaux codes génétiques le veto suivant: ils ne peuvent être choisis par les citoyens qui les utilisent: ces dernières graines transgéniques ne peuvent devenir semence et la marchandise réduit la diversité à un élément unique, ce qui a été dénoncé par Vandana Shiva¹⁹, annulant de la sorte le potentiel culturel, technique et scientifique des productions indigènes. L'image constitue un élément final de la judiciarisation de la marchandise. Les droits sur l'image, en dernière instance, font perdre la valeur d'usage d'un simple regard humain: on ne peut regarder que si l'on paie. S'instaure, de la sorte, le monde de la cécité virtuelle.

Toutefois, c'est la mise à l'écart scientifico-technique de nos pays qui représente un danger supplémentaire. L'entrée dans le nouveau paradigme moléculaire-digital s'est effectuée avec la mondialisation. Et cette dernière, en finançant nos économies et les Etats nationaux, a transformé l'épargne interne insuffisante de nos pays pour financer les investissements des pays du centre.

Notre dépendance s'est transformée en une insertion dans les circuits de valorisation externes, même si la réalisation de la valeur est interne [vente sur les marchés de la périphérie des biens durables contrôlés par les transnationales du centre]. Cela nous oblige à suivre les modes de consommation que Celso Furtado a déjà dénoncés. Et, au-delà, cela nous contraint à des investissements et à une mise à l'écart, bien que nos systèmes de production, liés à la deuxième révolution industrielle, aient déjà été insuffisants. De là découle cette tragédie actuelle qui fait que des indigènes [Amérindiens] et des habitants des bidonvilles sont accrochés à leurs téléphones portables alors qu'ils souffrent de la faim.

Nouvelles «révolutions
démocratiques»

Tout ce processus conduit à une certaine obsolescence des classes sociales classiques. Les dominants, qui n'ont jamais fait une véritable révolution bourgeoise, ne peuvent maintenant aspirer à rien. Les dominés ont été écrasés par les révolutions scientifico-techniques, par la mondialisation, par les restructurations productives et par l'absence d'un adversaire national, qui n'utilise déjà plus les médiations des institutions politiques représentatives, puisqu'il n'a plus rien à représenter. Et, s'il n'existe plus de représentation, à quoi peut servir la politique? Et, s'il n'existe plus d'Etat national, à quoi peut servir la conquête du pouvoir?

Les Etats latino-américains sont contraints à effectuer une révolution démocratique qui se transcende elle-même, qui ne signifie donc pas adopter simplement les règles de la démocratie formelle. Cette dernière s'est transformée en une panacée, en une négation de son

historicité. Une révolution démocratique effective commence par redistribuer sérieusement la richesse, frappant un coup fort contre l'obscène inégalité latino-américaine. Devant l'impossibilité de suivre la politique des classes traditionnelles; il s'agit de dépasser cette révolution pour poser, dans la pratique, une politique de citoyenneté de classe. Tous les processus en cours en Amérique latine indiquent cette radicalité. Prenons le cas argentin. On ne peut avoir confiance dans la restauration de la normalité, même si l'action de Nestor Kirchner [actuel président argentin venant du péronisme – Parti justicialiste – et élu par défaut, après le retrait de Menem] a surpris le scepticisme des Argentins et le nôtre. Mais cette restauration de la normalité ne conduira pas très loin ce grand pays austral qu'est l'Argentine.

Dans le cas du Brésil, il faut démythifier le mythe Lula et remettre la politique au niveau des organisations populaires. Il faut s'opposer aux risques d'une «priisation» du PT [référence à l'institutionnalisation du Parti de la Révolution

Institutionnelle du Mexique – PRI]. Le cas vénézuélien nous indique les limites de la démocratie formelle, au même titre que d'autres cas. Et aujourd'hui, la Bolivie nous interroge à nouveau avec les limites qui s'expriment.

En vérité, il existe plusieurs orientations pour l'Amérique latine. Et les réduire à une forme unique, comme cela fut fait par le passé, serait une faute grave. Mais, toutes ces voies passent par une démocratisation radicale comme forme visant à élargir l'influence des masses sur les grands processus, au-delà du rejet de ce que la mondialisation a imposé aux classes traditionnelles. L'activité intellectuelle et académique a pour missions d'interpréter, avec urgence, les situations nouvelles. Et cela non pas pour se substituer aux acteurs réels mais pour les aider dans le processus devant forger une nouvelle identité dépassant les limites des classes et des Etats nationaux tels qu'on le perçoit dans la conjoncture présente. 18 octobre 2003 ■

1. Voir, pour sa traduction française, Editions Plon, coll. « Terres humaines ». – Réd.

2. Formule utilisée dans le dernier rapport de la Banque mondiale, « Inégalités en Amérique latine : rompre avec l'histoire », cité par le quotidien *Folha de São Paulo*, Quaderno B, p. 10, 8 octobre 2003.

3. Organisation de guérilla d'origine maoïste, ayant une base indigène dans le nord du Pérou, utilisant des méthodes s'assimilant au terrorisme. Initialement, elle avait une base parmi les instituteurs de la région d'Ayacucho. Son dirigeant Abimael Guzman a été arrêté en 1992. – Réd.

4. Alberto Kenjo Fujimori, ingénieur agronome d'ascendance et de nationalité japonaise – pour cette raison, il est actuellement réfugié au Japon – a gagné l'élection présidentielle péruvienne en 1990, avec 58 % des voix, devant Mario Vargas Llosa, écrivain de renommée internationale, auteur prononcée en faveur de Fujimori contre le néolibéral Vargas Llosa. Début 1992, après l'attentat contre l'ambassade américaine, Fujimori dissout le parlement. C'est un véritable auto-coup d'Etat. Les Etats-Unis reconnaîtront Fujimori. Fujimori gagnera des élections à l'Assemblée constituante en obtenant 55 % des sièges avec 38 % des voix. Après de nombreuses péripéties, le régime de Fujimori entrera en crise ouverte lorsqu'éclatèrent diverses affaires gigantesques de corruption (dont un des piliers était le chef des services de renseignements Vladimiro Montesinos). Fujimori va démissionner en novembre 2000. Il

sera par la suite destitué du Congrès pour « incapacité morale ». – Réd.

5. Après un président par intérim et un premier ministre de transition, l'ex-secrétaire général de l'ONU Javier Perez de Cuellar, un des conseillers actuels auprès de la banque Safra (Genève), Alejandro Toledo est élu contre le social-démocrate Alan Garcia, contre lequel un mandat d'arrêt international avait été lancé pour corruption. Il se prévalait de ses origines quechuas. Il fera face à de forts mouvements populaires de contestation en 2002 et 2003. – Réd.

6. Voir le site www.alencontre.org et l'ensemble des articles concernant la Bolivie, sous la rubrique « Nouveau ». – Réd.

7. Président de l'Argentine, membre du Parti radical, qui succéda à Menem et fut renversé à l'occasion de l'argentinazo de décembre 2001. – Réd.

8. José Nun, sociologue, auteur entre autres de *Marginalidad Y Exclusion Social*, Ed. Fondo de Cultura Economica, Mexico 2001.

9. Le terme de lumpen a connu une évolution dans sa signification telle que définie par Marx. Dans les écrits de jeunesse, Marx l'a utilisé pour caractériser des couches très paupérisées. Dans les œuvres de maturité, ce qualificatif concerne plus spécifiquement le secteur paupérisé et criminalisé, et Marx utilise le qualificatif de *Lazarsichte*, la couche des Lazare, pour désigner les couches très paupérisées ayant des emplois très fluctuants, journaliers; se rapprochant, avec la différence de contexte historique, de ce qu'on désigne aujourd'hui de secteur informel. – Réd.

10. Référence à l'œuvre de Carl Schmitt. Voir entre autres *Théorie de la Constitution*, PUF; *Les trois types de pensée juridique*. PUF. Carl Schmitt a été un juriste apprécié à l'époque d'Hitler. Il a écrit des ouvrages aux titres évocateurs, tels que *Le Führer protège le droit* (1934), *La science allemande dans sa lutte contre l'esprit juif* (1936). Cette carrière semble parfois ignorée par ceux qui en font une référence, aujourd'hui. – Réd.

11. Economiste argentin (1933-1984), il est considéré comme l'un des pères du développementisme : stratégie visant à développer une industrie manufacturière domestique pour réduire la dépendance face aux importations et, plus généralement, le statut de dépendance face à l'impérialisme. Il représenta une phase de projets de développement de certaines bourgeoisies nationales. Il occupa des fonctions gouvernementales et universitaires, et eut aussi un rôle à l'ONU. – Réd.

12. Celso Furtado est un des principaux économistes et historiens sociologues de l'Amérique latine. Né en 1920, il fut ministre de la Planification en 1962 et 1963 lors du gouvernement de Joao Goulart. Il fut privé de ses droits politiques par les militaires en 1964. Jusqu'en 1985, il enseigna à Yale (Etats-Unis), Cambridge (GB), puis Paris. Il est actuellement membre de la Commission mondiale de la culture et du développement de l'Unesco. – Réd.

13. Aide scolaire pour les enfants des familles disposant des revenus les plus bas. – Réd.

14. Aide alimentaire aux familles les plus démunies. – Réd.

15. Cela correspond au terme « rebondir » utilisé pour les chômeurs et chômeuses en Europe. – Réd.

16. Concrètement, ce processus peut se vérifier à partir de nombreux exemples : désarmement des grands bateaux, y compris de porte-avions, comme le Clémenceau français, bourré d'amiante, par une main-d'œuvre hyperexploitée et paupérisée du Bangladesh ou de l'Inde; exploitation de la main-d'œuvre en Chine ou en Amérique latine par les grandes firmes de l'automobile, de l'informatique des pays impérialistes; travail au noir, super-exploité, d'une main-d'œuvre venant de la périphérie dans les pays du centre, que ce soit dans le textile, l'agriculture ou la restauration; utilisation d'enfants paupérisés, vendant cigarettes et chewing-gum des grandes marques des pays du centre dans les derniers recoins d'un marché très peu solvable; etc. – Réd.

17. Francisco de Oliveira vient de publier un livre portant ce titre et analysant la situation au Brésil ainsi que la transformation sociologique du PT. – Réd.

18. Voir le site de *à l'encontre* (www.alencontre.org). « La Bolivie après la bataille; entretien avec Felipe Quispe » (25 octobre 2003). – Réd.

19. Vandana Shiva travaille sur la conservation de la biodiversité. Elle dirige dans l'Etat d'Uttar Pradesh (Inde) une Fondation pour la science, la technologie et l'écologie. Elle a reçu, le 30 octobre 2003, la visite du prince de Galles. – Réd.

Le Brésil de Lula et le FMI

César Benjamin*

Nous aurons la possibilité de mieux comprendre « l'énigme » du gouvernement Lula en examinant comment seront reconfigurées les relations du Brésil avec le Fonds monétaire international (FMI). L'accord en vigueur actuellement, signé durant la présidence de Fernando Henrique Cardoso (FHC), prendra fin en novembre 2003. En prenant les hypothèses extrêmes, nous pourrions ne rien négocier, mettant fin à une période de cinq ans de contrôle continu de l'économie brésilienne par le FMI; ou alors accepter un nouvel accord sur des bases similaires à celles du passé. Entre ces deux possibilités, toutefois, il y a un large éventail d'options intermédiaires qui semblent, dans la conjoncture présente, être plus probables.

Le FMI affirme que le Brésil n'a pas besoin d'un nouvel accord. Mais il souligne qu'il tendrait l'oreille avec bonne volonté à toute proposition de notre gouvernement. Nos principales autorités, de leur côté, y compris Lula et Antonio Palocci [ministre de l'Économie], confirment que les conditions actuelles sont favorables au Brésil. En outre, toujours selon eux, le Brésil n'aurait pas besoin de plus d'argent [crédit] en provenance du FMI. Pourtant, dans cette situation, ajoutent-ils, c'est de manière pragmatique et non idéologique que nous déciderons ce que nous allons faire dans un avenir proche. *« J'ai passé ma vie à crier Non au FMI, dit Lula. Maintenant, je sais qu'il ne s'agit en aucune mesure d'un ogre. Nous négocierons un nouvel accord si cela est dans l'intérêt du Brésil. »*

Nous tenterons dans ce texte de saisir les raisons de cette apparente indéfinition des deux parties, le Brésil et le FMI. Nous développerons quatre aspects: 1° le changement de rôle du FMI au cours

des vingt dernières années; 2° le modèle de base des accords avec le FMI; 3° la nouvelle phase des relations entre le Brésil et le FMI; 4° les propositions déjà diffusées et qui ont trait à la nouvelle négociation¹.

Le changement du rôle du FMI

Le FMI est une création de la conférence de Bretton Woods, réalisée à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le système monétaire créé alors prévoyait que le dollar soit la monnaie de référence internationale, avec les États-Unis garantissant sa convertibilité en or, à un taux de change fixe. Entre le dollar et les autres monnaies nationales, il y a aura un sys-

tème de taux de change, fixe aussi (les modifications étant prévues selon certains critères). Dans ce contexte, il reviendrait au FMI d'ouvrir des lignes de crédit à court terme pour les pays – du centre – qui connaîtraient des déséquilibres de leurs échanges extérieurs (balance commerciale des biens et des services), de telle façon à rendre possible un ajustement de leur balance des paiements (ensemble des entrées et sorties de capitaux), avec un préjudice minimum pour les flux commerciaux internationaux [à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, on craignait la répétition d'une rupture des échanges com- ▶



* César Benjamin est un économiste brésilien connu. Il a rédigé dans les années 1990 un manifeste qui fit référence: « Un projet pour le Brésil ». Il fut un des principaux animateurs de la campagne populaire et du référendum « parallèle » contre l'ALCA (Accord de libre-échange des Amériques), avant l'élection présidentielle.

merciaux telle qu'au cours des années 1930].

Cet arrangement explosa au début des années 1970, quand les Etats-Unis décidèrent de se retirer de l'accord de Bretton Woods, en annonçant la fin de la convertibilité dollar-or (une telle décision revenait à déclarer un moratoire en faveur des réserves d'or nord-américaines, face aux détenteurs de dollars). Dès ce moment, un nouveau système monétaire international prit naissance; il est toujours en vigueur, centré encore sur le dollar, mais avec des monnaies qui ne sont plus fixes et donc des taux de change fluctuant en permanence. Dans ce nouveau cadre, pour faire court, si des déséquilibres se manifestent dans la balance commerciale de biens et services d'un pays avec d'autres, le taux de change augmentera ou diminuera automatiquement, provoquant des ajustements ne nécessitant l'intervention du FMI [par exemple, l'Italie, avant l'euro, abaissait le taux de change de la lire pour soutenir ses exportations; ce que font les Etats-Unis avec le dollar aujourd'hui]. Dès lors, les fonctions originelles du FMI, celles pour lesquelles il avait été créé, perdirent pratiquement leurs raisons d'exister.

Après une période d'incertitude, fin des années 1970, sur les destins de cette institution, on commença à redéfinir son rôle, toujours sous la direction des Etats-Unis, qui détiennent la quote-part majoritaire du FMI. Ainsi, au cours des années 1980 et 1990, le FMI fut utilisé pour promouvoir lesdites « réformes structurelles » des économies de la périphérie, réformes associées à la construction d'un nouvel ordre néolibéral. En février 1998, Lawrence Summers, secrétaire du Trésor des Etats-Unis, fut absolument clair à ce propos. Il caractérisa le FMI comme « *le plus important instrument multilatéral disponible pour réaliser des réformes conditionnées des pays émergents* ».

Ce point particulier doit être mis en relief. Selon ses statuts, le FMI n'existe que pour assurer des lignes de crédit à court terme à des pays connaissant des difficultés momentanées dans leurs comptes extérieurs, de telle façon qu'ils puissent surmonter ces déséquilibres temporaires. A partir des années 1980 pourtant – ce qui va à l'encontre de ses statuts qui n'ont jamais été changés – le FMI devint un « instrument multilatéral » utilisé par le gouvernement des Etats-Unis pour promouvoir des réformes néolibérales (dites « réformes conditionnées ») dans les institutions

économiques, sociales et politiques dans les pays de la périphérie (ou pays « émergents »), cela dans le cadre de la construction d'un nouvel ordre international. Au lieu de travailler à résoudre des problèmes limités de liquidités d'un pays, le FMI commença à promouvoir des réorganisations internes, profondes et durables, dans ces pays. Il se mit à interférer de façon pesante dans la réorganisation des économies (ouverture commerciale et financière, par exemple) et des sociétés (réformes des systèmes de prévoyance, de la législation du travail, par exemple), exigeant la mise en œuvre de mesures qui se situent complètement en dehors de sa sphère initiale de compétence.

Ce processus fut conçu de telle façon à s'auto-alimenter: plus s'accroissait la libéralisation des économies de la périphérie, particulièrement dans le domaine commercial et financier, plus ces économies étaient vulnérables aux mouvements internationaux de capitaux. Avec l'ouverture aux flux de capitaux – une des « réformes conditionnées » à laquelle Lawrence Summers faisait référence – le capital financier commença à détenir un pouvoir d'asservissement sur les Etats nationaux, spécialement ceux de la périphérie. Puis, les flux de capitaux, désormais libérés, fixèrent les taux de change au niveau désirable (pour eux), menaçant de la sorte de désorganiser les économies locales. Ces dernières devinrent toujours plus dépendantes du FMI, non seulement parce qu'elles avaient la possibilité d'avoir accès à ses crédits (en échange de conditions qui leur étaient imposées), mais aussi parce que l'aval du FMI devenait la référence principale pour orienter les mouvements du capital financier [entrée ou sortie de capitaux d'un pays].

Dès lors, une fois mises en route, les réformes libérales exigeaient un flux de réformes complémentaires, toujours dans la même direction, et présentées aujourd'hui comme inévitables. A partir d'un certain point, il n'y a pas d'alternative, comme Margaret Thatcher se faisait un plaisir de l'affirmer. Les pays captifs de cette dynamique, comme le Brésil, finissaient par s'insérer parfaitement, de manière subordonnée, dans le nouvel ordre mondial dessiné par les Etats-Unis.

Le modèle caractéristique des accords

Sur le terrain strictement macroéconomique, la relation du FMI avec les pays périphériques intègre trois points qui ne

sont pas négociables. Le premier concerne le niveau de l'excédent budgétaire primaire (l'excédent budgétaire avec paiement des intérêts de la dette), même si cet excédent doit être établi en sacrifiant des dépenses sociales absolument nécessaires, cela afin d'assurer le transfert de ressources de la société (au travers du système fiscal, avant tout les impôts indirects dans un pays comme le Brésil) vers les créanciers (paiement du service de la dette). Le deuxième a trait aux politiques monétaristes restrictives, visant à réduire la consommation et l'investissement internes (et avec eux les importations), tout en forçant les entreprises à développer des politiques exportatrices plus agressives afin d'obtenir les devises nécessaires au paiement de la dette extérieure. Le troisième vise à assurer la liberté des flux de capitaux afin que le transfert des richesses vers l'extérieur ne rencontre aucun obstacle.

Ces politiques constituent le « noyau dur » des conditionnalités macroéconomiques imposées par le FMI. Elles furent préservées y compris dans le récent accord avec l'Argentine en faillite. Le gouvernement Kirchner [le nouveau président de l'Argentine qui a succédé à Duhalde] a réussi à s'opposer à l'augmentation de l'excédent budgétaire primaire et à d'autres exigences révoltantes. Ces dernières ne faisaient pas partie de ce « noyau dur ». Elles visaient entre autres à indemniser les banques étrangères pour les pertes subies lors de la rupture de parité entre le peso et le dollar, ou encore à augmenter le prix des services « publics » assurés par des entreprises étrangères qui avaient participé au programme de privatisations sous Menem.

Une nouvelle phase des relations entre le Brésil et le Fonds

En relation avec la révision à venir, les principaux changements résident dans l'accroissement du solde positif de la balance commerciale (qui passerait de 17 milliards à 20 milliards) et dans les projections très optimistes de la Banque centrale du Brésil sur la possibilité de boucler sans grande difficulté la balance des paiements en 2004. Dès lors, pour ce qui a trait aux accords avec le FMI, les questions sont presque évidentes. Si l'hypothèse d'une crise s'efface, crise qui nous aurait conduits à décréter un moratoire du paiement de la dette, pourquoi donc discuter d'un renouvellement de l'accord entre le Brésil et le FMI? Pourquoi ce thème n'est-il pas simplement dépassé, puisque le Brésil revenant

à une situation normale peut se passer de toute tutelle ? Pourquoi, dans ce débat, les deux parties se comportent avec tant d'ambiguïtés ? Quoique pas tout à fait évidentes, les réponses à ces questions sont claires. Les relations entre le Brésil et le FMI passent par une nouvelle phase, en voie de consolidation. Ce qui caractérise cette phase est le fait suivant. Les conditionnalités traditionnelles imposées par le Fonds ont déjà été complètement internalisées et s'expriment aujourd'hui dans les lois brésiliennes ; de plus, elles coïncident avec les choix internes de politique économique du gouvernement. Examinons-le.

1° L'excédent budgétaire primaire, qui était fixé à 3,75 % du PIB par le gouvernement de FHC, a été augmenté par Lula à 4,25 %. Quant aux dépenses sociales, qui s'élevaient à 2,59 % du PIB sous FHC, elles ont été réduites à 2,45 % sous Lula. Ces décisions ne dépendent pas de négociations avec le Fonds. Puisqu'elles ont été intégrées dans la loi d'orientation budgétaire (LDO) qui est en vigueur jusqu'en 2006.

2° Comme nous le montrerons par la suite, l'adoption de politiques monétaires restrictives est une conséquence logique d'une politique fixant des objectifs sévères au plan de l'inflation, ce qui est un élément essentiel du modèle macroéconomique adopté par le gouvernement Lula.

3° La liberté des flux de capitaux est assurée par l'autonomie de fait de la banque centrale, dirigée par Henrique Meirelles, un homme de confiance du système financier international [ancien PDG de Bank Boston International]. Le gouvernement Lula a annoncé qu'il voulait inscrire l'autonomie de la banque centrale dans la loi, de manière à la rendre permanente.

Dès lors, il n'est plus nécessaire que soient effectuées des pressions de l'extérieur vers le Brésil. Et il n'y a plus rien à négocier à propos des modèles traditionnels du FMI. Le programme d'ajustement structurel du FMI est devenu notre propre chose. Pour cette raison, les relations avec le Fonds ont aujourd'hui une qualité nouvelle que les deux parties commencent à construire à tâtons. De la part du gouvernement brésilien cela permet le raisonnement suivant : si la politique de discipline budgétaire et monétaire sera maintenue sous une forme quelconque, pourquoi ne pas compter sur l'apport des ressources du Fonds, pourtant non nécessaires, ce qui offrirait une marge de sécurité plus grande aux

créanciers étrangers ? Ou, dit autrement, si nous payons déjà sous une diverses formes les coûts de la politique du FMI, dans la mesure où nous avons internalisé cette option, pourquoi ne devrions-nous pas rechercher l'aubaine de ses crédits ?

Parmi les points mis en relief ci-dessus, seul le deuxième (la permanence des politiques monétaires restrictives) exige quelques commentaires. Dans le domaine actuel de gestion macroéconomique, la banque centrale, avec l'accord du gouvernement, prend en charge d'atteindre certains objectifs en matière d'inflation. Cela constitue l'attribution unique et exclusive de la banque centrale. Autrement dit, l'inflation est considérée comme un phénomène exclusivement monétaire, ce qui est un élément de la théorie économique orthodoxe. Toute inflation – qu'elle soit liée à la demande, aux coûts ou d'inertie – doit être traitée avec des doses de cheval de taux d'intérêt [élever les taux]. C'est pratiquement l'unique instrument disponible dans l'arsenal des mesures à disposition de la banque centrale. Cela même quand les doses n'ont aucun effet sur l'inflation (comme c'est le cas pour les prix administrés : fixés par le gouvernement) ou ont des effets collatéraux très sérieux pour la société dans son ensemble. Assignée à ces objectifs de maîtrise de l'inflation, la banque centrale ne doit pas prendre en compte des problèmes tels que la croissance ou l'emploi. Toute relance de l'inflation ou la possibilité même d'une crise des changes [rapport entre le real et le dollar] produit une nouvelle augmentation des taux d'intérêt. Ce qui exige à son tour d'élever l'excédent budgétaire primaire. De plus, pour se protéger, il faut accroître le solde positif de la balance commerciale et le taux de change flottant, afin de minimiser les risques de crise des comptes courants, tout cela au prix du maintien de mécanismes qui reproduisent la récession [avec chômage et pauvreté].

La politique monétaire est conduite sans aucune considération pour les indicateurs de l'économie réelle et de la crise sociale. Elle a sa propre logique interne. Elle a des effets récessifs, que le FMI a toujours recommandés, puisque le taux de croissance du PIB devient une variable de l'ajustement. Les autres institutions de l'Etat – responsables par exemple des politiques industrielles, scientifiques ou technologiques, ou des politiques fortement créatrices de revenus et d'emplois, comme la construction d'habitations, la réforme agraire, l'assainissement urbain – doivent s'adapter à

une ambiance macroéconomique ennemie des dépenses publiques et de la croissance. C'est pour cette raison que les prévisions officielles se doivent d'être optimistes et que la croissance est toujours annoncée pour l'année à venir. Par exemple, en 2003, elle devait être de 5 %, selon les prévisions de la LDO de 2001 ; de 4,5 %, selon la LDO de 2002 ; de 4 %, selon de 2003 ; de 3,4 %, selon la LDO de 2004 établie sous le gouvernement Lula. Aujourd'hui, on espère un taux de croissance de 0,5 %, considéré comme « très bon » – puisque au-dessus de zéro – par l'impayable ministre Palocci. Comme la population du pays croît d'environ 1,5 % par année, la société brésilienne s'appauvrit toujours plus, dès que la capacité productive n'augmente pas à ce rythme.

Les risques politiques de cette orientation sont évidents. Car, le temps passant, la société se fatigue d'exiger une plus grande attention pour ses problèmes sociaux. C'est FHC qui le dit. Pour cette raison, Lula est devenu irremplaçable, afin de conquérir la confiance du système financier international, en acceptant son agenda, et en se présentant comme le politique le plus capable d'éviter – ou pour le moins d'ajourner – une crise sociale interne aux conséquences imprévisibles.

Les conservateurs le reconnaissent toujours plus. « *Le Brésil continuera à être utilisé par le FMI comme son meilleur modèle actuel de succès. Et, si cela est nécessaire, il ne refusera pas d'allouer ses ressources pour maintenir cette situation* », affirme le journal *Valor Economico* du 15 septembre 2003. Le même jour, le quotidien *O Estado de S. Paulo* écrivait : « *Cela ne fait aucune différence de mettre des objectifs sociaux dans le nouvel accord, parce que le gouvernement Lula pense les inclure et le FMI les accepter. Marketing des deux côtés. Le gouvernement Lula pourrait présenter un programme avec « l'accord du PT ». Et le FMI, toujours accusé de laisser ses clients dans la misère, pourra montrer au monde son nouveau visage social. Le FMI est capable de placer une statue de Lula dans le hall central de son siège à Washington.* » Il est important de le comprendre, parce que la presse conservatrice a toutes les raisons de s'exprimer avec autant d'impudence et de cruauté. ■

1. Ce chapitre peut être trouvé sur notre site www.alencontre.org. De même, on y trouvera une étude de César Benjamin datant du 3 novembre 2003 sur « Le chômage, la situation actuelle et les politiques alternatives ».

La guerre contre l'Irak et le mépris pour la démocratie

Nous publions ici un article de Noam Chomsky qui s'attache à éclairer, d'une part, la double morale des dirigeants impérialistes, particulièrement ceux de l'administration Bush et du gouvernement de Tony Blair, et, d'autre part le type de campagne médiatique menée par la presse américaine, dont, souvent, nous ne saisissons pas en Europe les véritables contours. – Réd.

Noam Chomsky*

Ceux qui au sein de l'establishment critiquent la guerre contre l'Irak ont restreint leurs commentaires aux arguments de l'administration Bush considérés comme étant ses vraies motivations : le désarmement, la dissuasion, les liens avec le terrorisme.

Ils ne font guère référence à la libération de l'Irak, à la démocratisation du Moyen-Orient, et aux autres sujets qui videraient de leur sens les inspections [menées actuellement par les Etats-Unis] pour chercher les armes de destruction massive (ADM) et, en fait, tout ce qui s'est passé au Conseil de sécurité de l'ONU et dans l'orbite gouvernementale.

La raison en est peut-être qu'ils reconnaissent qu'une noble rhétorique est l'accessoire obligatoire de pratiquement tout recours à la force et qu'il n'y a donc pas lieu d'y chercher une information significative. Il est doublement difficile de prendre au sérieux la rhétorique si l'on considère l'étalage de mépris pour la démocratie qui l'a accompagnée, pour ne rien dire du passé et de la pratique courante.

La morale des anciens alliés de Saddam Hussein

Les critiques sont également conscients que les actuels responsables, soi-disant si préoccupés pour la démocratie irakienne, n'ont rien laissé entendre qui puisse indiquer qu'ils regrettent leur appui passé à Saddam Hussein (ou à

d'autres identiques à lui, toujours encore chaudement appuyés aujourd'hui), ni laissé voir aucun signe de repentir pour l'avoir aidé à développer des armes de destruction massive du temps où Saddam Hussein constituait un sérieux danger.

Les responsables de l'actuelle administration n'ont pas non plus expliqué, quand, ou pourquoi, ils ont renoncé au point de vue qu'ils exprimaient en 1991 quand ils déclaraient que la meilleure solution serait « une junte irakienne à la main de fer, mais sans Saddam Hussein », qui gouvernerait comme Saddam le faisait, mais qui ne commettrait pas l'erreur de jugement d'août 1991 [invasion du Koweït] qui a gâché la réputation de Saddam.

A l'époque, les alliés britanniques d'aujourd'hui étaient dans l'opposition et donc plus libres que les thachériens de prendre position contre les crimes de Saddam qu'appuyait alors le gouvernement britannique. Leurs noms brillent par leur absence des comptes rendus parlementaires qui ont enregistré les protestations contre ces crimes : Tony Blair, Jack Straw [ministre des Affaires étrangères], Geoff Hoon [ministre de la Défense], et autres dirigeants du New Labour.

En décembre 2002, Jack Straw, devenu ministre des Affaires étrangères, a publié un dossier sur les crimes de Saddam Hussein. Ils dataient presque tous de l'époque où il jouissait du ferme soutien des Etats-Unis et du Royaume-Uni, un fait négligé avec l'étalage habituel d'intégrité morale. La qualité du dossier et le moment choisi pour le publier soulevaient beaucoup de questions, mais même en les mettant à part, Jack Straw n'a pas donné d'explication à sa très récente conversion au scepticisme quant à la moralité de Saddam Hussein et à son comportement.

Quand Jack Straw était ministre de l'Intérieur, en 2001, un Irakien qui avait été détenu et torturé s'était réfugié en Angleterre pour y demander asile. Straw refusa. Le Ministère de l'Intérieur avait expliqué que le ministre Straw « est

conscient que l'Irak et en particulier les forces de sécurité irakiennes ne jugeraient ni ne condamneraient une personne déférée devant les tribunaux si ce n'est en respectant les formes juridiques correctes », et que donc « vous pouvez vous attendre à être jugé impartialement par un tribunal indépendant et constitué selon les règles ».

Par conséquent, la conversion de Jack Straw doit avoir été plutôt similaire à la découverte du président Clinton, entre le 8 et le 11 septembre 1999, que l'Indonésie avait commis certaines choses déplaisantes au Timor-Oriental durant les vingt-cinq ans pendant lesquels elle a joué du soutien décisif des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

C'est avec une inhabituelle clarté que les attitudes envers la démocratie se sont révélées, en automne 2002, durant les préparatifs de la guerre, quand il était devenu nécessaire de faire quelque chose face à l'opposition populaire massive.

« Vieille » et « nouvelle Europe »

Au sein de la coalition de ceux qui voulaient bien suivre Washington, la population des Etats-Unis était au moins partiellement contrôlée par la campagne de propagande déclenchée après le 11 septembre 2001.

En Grande-Bretagne, la population était divisée à propos de la guerre dans une proportion d'à peu près 50 % / 50 %. Toutefois, le gouvernement du Royaume-Uni a persévéré dans son attitude de « junior partner » du grand frère de Washington, telle qu'il l'avait adoptée, bon gré mal gré, après la Deuxième Guerre mondiale et qu'il l'avait maintenue, même en dépit du sacrifice méprisant des préoccupations britanniques [entre autres à propos de l'influence coloniale britannique] par les administrations successives de la Maison-Blanche.

Par contre, en dehors des deux alliés de la coalition, les problèmes étaient plus sérieux. Dans les deux principaux pays d'Europe, l'Allemagne et la France, l'attitude officielle du gouvernement correspondait à celle de la grande majorité de la population, nettement opposée à la

* Auteur, entre autres, de *Le nouvel humanisme militaire*, Ed. Page deux, 2000.

guerre. Il en résulta des condamnations virulentes de la part de Washington et de la part de nombreux commentateurs.

Donald Rumsfeld [secrétaire d'Etat à la Défense de l'administration Bush] qualifia les nations fautives de « vieille Europe », insignifiante, si elle refuse d'obéir à la ligne de Washington. A la différence de la « nouvelle Europe », symbolisée par l'Italie, dont le premier ministre, Silvio Berlusconi, visitait justement la Maison-Blanche. Quant au fait que l'opinion publique en Italie était massivement opposée à la guerre, cela n'avait bien sûr aucune importance.

Un critère très simple délimitait la « vieille » et la « nouvelle Europe » : un gouvernement rejoignait la « vieille Europe » dans son infamie si et seulement s'il adoptait la même position que la vaste majorité de sa population en refusant d'obéir aux ordres de Washington.

Souvenez-vous que les maîtres autoproclamés du monde, Bush, Powell et les autres, avaient déclaré sans ambages qu'ils étaient décidés à envahir l'Irak, que les Nations unies, ou qui que ce soit, prennent ou non le train en marche et deviennent ainsi des acteurs « pertinents ». La « vieille Europe », plongée dans l'insignifiance, ne prit pas le train en marche. La « nouvelle Europe » d'ailleurs non plus, en tout cas pas si les habitants sont considérés comme faisant partie de leur pays.

Les résultats des sondages publiés par Gallup International, de même que les sources locales pour la plus grande partie de l'Europe, occidentale ou orientale, montraient que le soutien à une guerre menée « unilatéralement par les Etats-Unis et leurs alliés » ne dépassa pas 11 %, dans aucun pays. Le soutien à une guerre à condition qu'elle soit décidée par l'ONU se situait entre 13 % (Espagne) et 51 % (Pays-Bas).

Ce qui est particulièrement intéressant, ce sont les huit pays dont les dirigeants se déclarèrent être la « nouvelle Europe », ce qui leur valut tant de félicitations de Washington pour leur courage



et leur honnêteté. Leur prise de position prit la forme d'une déclaration appelant le Conseil de sécurité à garantir « le respect effectif de ses résolutions » sans spécifier les moyens. Les médias annoncèrent que leur déclaration menaçait « d'isoler les Français et les Allemands », alors qu'en réalité les positions de la « vieille » et de la « nouvelle Europe » n'étaient guère différentes. Pour être sûrs que l'Allemagne et la France soient « isolées », on ne les invita même pas à signer l'audacieuse proclamation de la « nouvelle Europe ». On craignait apparemment qu'ils acceptent, devait-on déclarer plus tard, tranquillement.

L'interprétation en vigueur, c'est que la passionnante et prometteuse « nouvelle Europe » appuyait Washington, démontrant ainsi que « de nombreux Européens ont soutenu la position des Etats-Unis, même si la France et l'Allemagne ne l'ont pas fait ».

Qui sont ces « nombreux Européens » ? En vérifiant les sondages d'opinion, nous constatons que dans la « nouvelle Europe », l'opposition à « l'orientation des Etats-Unis » était la plupart du temps encore plus élevée qu'en France et en Allemagne. Ce fut particulièrement le cas en Italie et en Espagne, pays qui ont été tellement distingués par les louanges qui leur furent adressées par l'administration Bush pour être les leaders de la « nouvelle Europe ».

Heureusement pour Washington, les anciens pays communistes ont aussi rejoint la « nouvelle Europe ». Chez eux, le soutien à « la position des Etats-Unis » telle que la définissait Powell, c'est-à-dire une guerre menée par « la coalition

de ceux qui le veulent », sans autorisation de l'ONU, se situait entre 4 % (Macédoine) et 11 % (Roumanie)!

L'appui à une guerre sans mandat de l'ONU y était également très bas. L'ancien ministre des Affaires étrangères de Lettonie expliqua qu'il nous faut : « *Saluer et crier yes sir!... Nous devons plaire à l'Amérique, quel qu'en soit le prix à payer.* »

En résumé, dans des journaux qui considéreraient la démocratie comme une valeur significative, les titres auraient été que la « vieille Europe » incluait, en fait, la vaste majorité des Européens, de l'est et de l'ouest, alors que la « nouvelle Europe » était formée par un petit nombre de dirigeants qui choisissaient (avec ambiguïtés) de se ranger derrière Washington, en négligeant l'opinion massive de leurs propres populations.

Le matraquage médiatique aux Etats-Unis

Mais les comptes rendus des médias des Etats-Unis furent en fait épars et obliques, décrivant l'opposition à la guerre comme un problème de marketing pour Washington.

Du côté de l'extrémité libérale de l'éventail médiatique, Richard Holbrooke [ancien coordinateur de la politique de Clinton en ex-Yougoslavie, après avoir organisé la politique répressive des Etats-Unis en Corée du Sud au début des années 1980] soulignait « *le fait très important que si vous additionnez la population (des huit pays de ladite nouvelle Europe), elle est plus grande que la population des pays qui n'ont pas signé la déclaration.* ». C'est vrai, mais quelque ►

chose est oublié, à savoir que les populations étaient massivement opposées à la guerre, et même plus que dans les pays disqualifiés comme étant la « vieille Europe ».

A l'autre extrémité de l'éventail médiatique, les éditorialistes du *Wall Street Journal* applaudissaient la déclaration des huit signataires originaux pour avoir « mis à nu la fraude de l'idée reçue qui veut que la France et l'Allemagne parlent pour toute l'Europe et que toute l'Europe est aujourd'hui antiaméricaine ».

Nous publions, ci-dessous, des extraits du tract du Mouvement pour le socialisme distribué à l'occasion de la manifestation nationale contre l'occupation de l'Irak – et pour le soutien au peuple palestinien – qui s'est déroulée à Berne le 25 octobre 2003.

La résolution 1511 du Conseil de sécurité de l'ONU, votée le 16 octobre 2003 à l'unanimité, démontre, une fois de plus, que les puissances impérialistes de l'Europe participent à la légitimation de la guerre et de l'occupation de l'Irak. Sans même parler de ceux (Italie, Espagne...) qui y envoient des soldats. Alors que l'Allemagne et la France déchargent, en partie, les Etats-Unis de leurs tâches militaires en Afghanistan...

Au-delà des différends, l'accord existe entre les classes dominantes des Etats-Unis, de la France, de l'Allemagne et de tous les pays impérialistes sur la « nécessité absolue de stabiliser l'Irak et de contrôler la région ».

La résolution 1511 prévoit la création d'une force multinationale sous commandement unifié américain « pour participer à la stabilisation du pays ». Elle demande aux Etats membres de l'ONU et aux institutions financières [Banque mondiale] « de renforcer leurs efforts [...] en vue d'aider le peuple irakien à reconstruire et à redévelopper l'économie du pays ». On peut résumer ainsi ce qu'un diplomate américain disait dans le *Wall Street Journal* pour justifier l'appel à déboursier fait à la Conférence de Madrid du 24 octobre par les Etats-Unis: les « pays donateurs » doivent être présents vite, pour être déjà sur le terrain quand le pays recommencera à fonctionner...

Les traits de l'occupation impérialiste font penser aux pratiques du XIX^e siècle: gouvernement fantoche; « hommes d'affaires véreux », partenaires juniors des autorités d'occupation et du proconsul Paul Bremer III; alliance avec des chefs de tribus peu « démocrates », recyclage de policiers parmi les plus cruels de la dictature de Saddam Hussein. A ce propos, un chômeur de Bagdad confie à un journaliste: « *Sous Saddam, ils [les policiers] nous traitaient comme des chiens. Aujourd'hui, c'est pareil. Regardez Taher Ibrahim al-Habbouch, il a dirigé la Sécurité générale et les Moukhabarat*

Les huit honorables dirigeants de la « nouvelle Europe » ont montré que « la position de la majorité pro-américaine du continent n'est pas entendue », mis à part dans les pages éditoriales de l'influent *Wall Street Journal*, désormais confirmé dans son jugement.

Et les éditorialistes du *Wall Street Journal* de tirer à boulets rouges sur les médias situés à leur gauche, soit une quantité très substantielle d'entre eux, qui « colportent comme vraie » l'idée ridicule de la France et de l'Allemagne

[police politique] et maintenant les Américains l'ont nommé à la tête de la Sécurité civile. » (*Libération*, 2 octobre 2003). Les soucis « démocratiques » des occupants ne peuvent être mieux démasqués.

Contre l'impérialisme, pour le droit à l'autodétermination du peuple irakien

Le terme « bourbier » revient régulièrement dans la presse. Et cela non pas pour désigner la boue de mensonges qui ont été assésés afin de justifier la guerre. Cette formule – bourbier – traduit simplement un fait: comme les Soviétiques en Afghanistan, les troupes d'occupation de la coalition américano-britannique font face à une véritable résistance nationale dont les expressions politiques et idéologiques sont diverses.

Face à cette résistance nationale, de plus en plus diffuse, les débats publics s'accroissent aux Etats-Unis. Des illusions peuvent se répandre dans le mouvement international contre l'occupation sur les « bonnes intentions » de candidats démocrates aux futures élections présidentielles américaines. Il faut avoir à la mémoire qu'il y a un an, le Parti démocrate américain – avec lequel la social-démocratie européenne se sent tant d'affinités – a donné les pleins pouvoirs à Bush pour déclencher la guerre. Il a voté la première tranche de 79 milliards de dollars pour la conquête de l'Irak. C'est une alliance entre démocrates et républicains qui vient encore d'accepter 87 milliards de dollars, par 87 voix contre 12 au Sénat (« notre » Conseil des Etats) et par 303 contre 105 à la Chambre de représentants (« notre » Conseil national). Ces deux partis défendent les intérêts des grands groupes économiques qui sont les supports de l'impérialisme américain.

Le mouvement contre la guerre et l'occupation se doit de défendre le droit à l'autodétermination du peuple irakien, comme celui de tous les peuples opprimés. Les classes dominantes des puissances impérialistes – les Etats-Unis, les pays d'Europe (parmi lesquels la Suisse), le Japon... – n'ont aucune qualité pour donner des « leçons de démocratie » au peuple d'Irak et à ceux de toute la région. Elles ont participé

comme porte-parole de l'Europe, alors qu'elles sont clairement une minorité pitoyable, et qui colportent ces mensonges « parce qu'ils servent les objectifs politiques de ceux qui, tant en Europe qu'en Amérique, s'opposent au président Bush sur l'Irak ».

Cette conclusion est valable si nous excluons les Européens de l'Europe, en rejetant une bonne fois cette doctrine gauchiste qui voudrait que le peuple ait un certain rôle à jouer dans les sociétés démocratiques. ■

au pillage depuis des siècles des richesses de cette partie du monde. Elles ont multiplié les massacres de populations qui résistaient. Elles ont montré, au cours des XIX^e et XX^e siècles, leur mépris pour la démocratie. Elles ont soutenu et soutiennent, à leur convenance, les régimes les plus autoritaires et répressifs de la région (depuis le Chah d'Iran, en passant par Saddam Hussein ou le royaume hyperrépressif d'Arabie saoudite). Aujourd'hui même, les troupes américaines arrêtent, sans preuve aucune, et traitent avec une extrême brutalité des Irakiens. A tel point que le quotidien pro-Bremer, *The Wall Street Journal*, doit titrer en première: « Le système de détention américain en Iraq affaiblit le soutien de la population locale » (16 septembre 2003).

Avec certes des différences de formes, c'est aux mêmes sources économiques et sociales que puise la violence avec laquelle les dominants impériaux traitent une population colonisée et « leurs » salarié-e-s licencié-e-s dans les pays développés (en Suisse, en Allemagne ou aux Etats-Unis).

Notre soutien va donc à la résistance en Irak, même si l'on ne partage pas certaines de ses formes d'action. Car, aucun doute n'est permis sur un fait: plus la classe dominante des Etats-Unis maintient son emprise sur l'Irak, plus l'administration Bush et ses semblables seront renforcés dans leur politique guerrière, dans leur soutien à la répression contre les luttes populaires dans le monde (en Bolivie comme au Venezuela), dans leur politique de « guerre sociale » contre la majorité salariée aux Etats-Unis et ailleurs...

L'ONU et sa direction, les gouvernements membres permanents du Conseil de Sécurité, ne sont pas une « force de paix ». L'ONU vient de ratifier l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis. Il appartient au peuple irakien, dans le cadre d'une Assemblée populaire constituante, de se doter des institutions qui lui permettent de choisir son avenir. Dans ce cadre, le mouvement contre l'occupation impérialiste de l'Irak se doit d'appuyer toutes les initiatives qui renforcent les revendications émancipatrices de la population irakienne. – *Berne 25 octobre 2003.*

Rassembler la gauche anticapitaliste

Nous publions, ci-dessous, pour information de nos lectrices et lecteurs l'appel adopté par le XV^e Congrès de la Ligue communiste révolutionnaire. Cet appel peut servir à faire réfléchir politiquement et socialement, même en Suisse. – Réd.

Ensemble, nous avons lutté pour la défense intransigeante des droits des travailleuses et des travailleurs au printemps 2003. Ensemble, nous avons lutté contre la guerre impérialiste sans fin. Ensemble, nous avons lutté contre la globalisation capitaliste, contre la marchandisation du monde et pour le nouvel internationalisme porté par le mouvement altermondialiste.

Nous sommes confrontés, en France et à l'échelle internationale, à une offensive contre les droits des peuples et des travailleurs, à une fuite en avant dans la destruction des ressources de la planète, à un état de guerre permanent pour assurer l'hégémonie des grandes puissances, Etats-Unis et pays européens.

Le 21 avril 2002 a manifesté une crise sociale sans précédent, un recul des partis traditionnels, responsables, chacun à leur manière, de l'offensive libérale et de la précarité sociale croissante. Le Front national s'est, une nouvelle fois, nourri de cette crise sociale. L'extrême gauche a commencé à apparaître comme une réponse alternative aux partis de la gauche traditionnelle. Le mouvement du printemps 2003 contre la loi Fillon a, lui, fait la preuve que les salariées et les salariés pouvaient tracer un autre chemin que celui de la soumission à la loi du profit : une répartition des richesses au bénéfice du plus grand nombre, une société mettant au centre la satisfaction des besoins sociaux.

Ensemble, nous refusons que nos combats et nos espoirs soient bradés dans une nouvelle alliance gouvernementale avec la gauche socialelibérale ou dans toute perspective s'inscrivant dans la gestion de l'économie et des institutions capitalistes. Contre la droite, le Front national et le Medef, l'alternative politique ne peut consister que dans un gou-

vernement appuyé sur les mobilisations et l'organisation démocratique de la population, un gouvernement appliquant un programme d'urgence sociale.

La LCR s'adresse à toutes celles et à tous ceux qui souhaitent une alternative à gauche en rupture avec toutes les politiques menées, au gouvernement par la gauche social-libérale comme par la droite, pour leur dire que nous sommes prêts à nous unir dès maintenant avec toutes celles et tous ceux qui y seront disposés, bien sûr pour développer les luttes et les mobilisations, mais aussi pour bâtir une nouvelle force politique large et pluraliste, radicalement anticapitaliste et résolument démocratique.

Ce regroupement dans un même parti est nécessaire et urgent pour agir ensemble sur de grands axes qui pourraient, selon nous, être résumés en quelques points :

- l'opposition à l'impérialisme, à la guerre, à la globalisation capitaliste, aux politiques sécuritaires qui bafouent les droits démocratiques, institutionnalisent une violence qui vise à maintenir dans la relégation celles et ceux qui vivent dans les conditions les plus précaires ;
- l'ancrage dans le mouvement altermondialiste, dans les luttes sociales des travailleurs, des chômeurs et des jeunes contre le patronat et les gouvernements ;
- l'ancrage dans les mouvements qui combattent un mode de développement productiviste mettant en péril l'humanité et la planète, qui clament haut et fort l'exigence de la maîtrise démocratique des choix de développement et de production, dans les mouvements qui rejettent les discriminations et les violences quotidiennes subies par les femmes dans leur vie professionnelle et personnelle ;
- le refus de la soumission au social-libéralisme, à des politiques institutionnelles de gestion soumises aux intérêts de la minorité des possédants, à l'Europe capitaliste, ses traités et son projet de Constitution ;

- la perspective d'une rupture avec le capitalisme, l'objectif d'un gouvernement des travailleuses et des travailleurs appuyé sur les mobilisations populaires, pour engager une transformation sociale radicale permettant la satisfaction des besoins sociaux et que l'économie cesse d'être une affaire privée pour devenir propriété de tous.

Ce projet s'adresse à toutes celles et tous ceux qui recherchent une alternative politique pour le monde du travail :

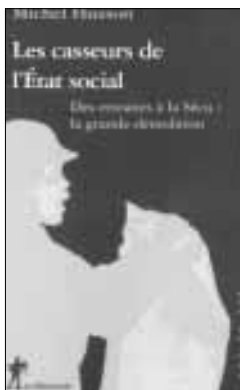
- aux trois millions qui ont porté leurs voix sur l'extrême gauche en mai 2002, aux militants du mouvement social, syndical et associatif ;
- aux électrices et aux électeurs, aux militantes et aux militants communistes, socialistes, écologistes et aux courants issus de la gauche traditionnelle et aux groupes locaux et régionaux qui veulent d'autres réponses que les compromissions social-démocrates ;
- aux organisations d'extrême gauche, notamment à Lutte ouvrière, avec qui nous proposons de mener les prochaines campagnes électorales régionales et européennes.

Nous proposons que ces rencontres soient coorganisées par toutes celles et tous ceux qui le veulent, individus, collectifs ou courants anticapitalistes constitués, sur la base d'appels indiquant clairement la perspective d'un rassemblement large et pluraliste, pour une nouvelle force de rupture avec le capitalisme. Rencontres de débat et d'action, elles pourraient être un point d'appui pour avancer des réponses politiques communes, des mesures de rupture avec la logique capitaliste, des mesures d'urgence sociale et démocratique.

Nous proposons enfin que ces initiatives convergent, fin 2004, dans des assises nationales qui devront constituer un pas en avant vers la formation d'une nouvelle force politique anticapitaliste, féministe, écologiste, une force de lutte contre toutes les oppressions.

Le 1^{er} novembre 2003

Les casseurs de l'Etat social



Des retraites à la Sécu: la grande démolition

Michel Husson

Ed. La Découverte, 2003, 118 p., 6,40 euros

« *L*a part qui revient aux salaires directs [dans le Produit intérieur brut] a déjà été ramenée à un niveau historiquement bas, qu'il devient difficile de la faire baisser encore; c'est donc dorénavant les cotisations sociales [payées par les patrons] qui doivent contribuer au recul de la part salariale » (pp. 26-27). Michel Husson situe d'entrée le fil rose-brun que suivent « les casseurs de l'Etat social »: les patrons et les classes dominantes de l'Europe.

Avec l'examen critique des « démonstrations » néolibérales, une exposition systématique des différentes options débattues, une documentation précise et l'étayage des « choix radicaux », l'auteur offre un véritable instrument de réflexion pour l'action à ceux et celles engagés dans le mouvement social anticasseur.

Le lecteur suisse pourra mesurer, à la lecture de cet ouvrage, par simple comparaison, combien les élites dirigeantes helvétiques, avec l'aide de la social-démocratie, ont non seulement empêché la mise en place d'un Etat social, mais ont déjà très largement laminé les quelques éléments édifiés dans l'après-guerre. Les débats actuels sur l'AVS, sur la réforme de la LPP (fonds de pension) ou la LAMal (assurance maladie) sont là pour l'illustrer. En même temps, le lecteur suisse trouvera dans l'ouvrage de Michel Husson tous les arguments permettant d'invalider – du point de vue de la large majorité de la population, c'est-à-dire les salarié-e-s – les arguments du « moindre mal » mis en avant aujourd'hui par le PSS et l'USS.

L'auteur souligne, dès l'introduction, la méthode mise œuvre par le patronat et ses officines afin d'attaquer l'Etat social: d'un côté, inscrire chaque « réforme » dans un projet totalisant et, de l'autre, soumettre chaque contre-réforme à un argument particulier, soit « le choc démographique » pour les retraites, « l'explosion des coûts » et « la surconsommation médicale » pour les

dépenses de santé et l'assurance maladie, « le manque d'efficacité » pour les services publics.

Cette stratégie se complète par une politique de « dénégation ». Exemple: il ne s'agit pas de détruire le service public qu'offre la Poste; il faut simplement assurer un « service universel » – c'est-à-dire un minimum pour ceux qui ne disposent pas d'un fort pouvoir d'achat – et, dès lors, privatiser les segments haut de gamme et/ou rentables: exprès, paquets. Tout cela en accroissant de manière brutale l'exploitation des employé-e-s de la Poste. Cette contre-réforme et privatisation de la Poste (nous prenons ici un exemple suisse) est présenté comme « inévitable », si « nous voulons faire face à la concurrence internationale », dit le social-démocrate Jean-Noël Rey.

Michel Husson met bien en relief le rôle de la « machinerie européenne » – qui fait rêver un PSS profane – comme « levier essentiel » (p. 63) de l'attaque contre l'Etat social. Ainsi, le dogme de la compétitivité, auquel adhèrent en Suisse les dirigeants de l'USS, a conduit non seulement à abaisser les salaires et leur part dans le PIB, à modifier les systèmes d'allocation chômage, mais aussi à mettre en cause les « transferts sociaux », c'est-à-dire les dépenses assurant une certaine socialisation des coûts afin de répondre aux besoins sociaux de base.

Et Husson de rappeler que « le rétablissement du profit n'a pas quant à lui conduit à un relèvement du taux d'investissement, mais à une augmentation du profit non investi. Il y a là un phénomène très frappant de la période, qui est une bonne mesure de la financiarisation. En fin de compte, le freinage du coût salarial [au nom de la création d'emplois] a nourri les revenus financiers plutôt que l'investissement: il s'agit là d'un gigantesque marché de dupes » (pp. 77-78).

Et l'auteur de mettre l'accent sur « la position du nouveau bloc capitalistes-rentiers » [rentier: au sens de celui capte une rente des obligations qu'il détient, des dividendes qu'il touche; les tondeurs de coupons comme on les qualifiait avant la Seconde Guerre mondiale] dans la « conception étroitement financière et monétaire de la construction européenne ». Une conception qui « interdit de manière consciente l'extension au niveau européen de la définition d'un nouveau modèle social européen » (p. 96). Peut-on espérer une quelconque réflexion de la part de ceux qui nous proposent, en Suisse, l'entrée dans l'UE comme une sortie sociale des contre-

réformes helvétiques; au même titre où ils avaient proposé les fonds de pension (II^e pilier) pour sauver les retraites en 1972? Le scepticisme est de rigueur face à cette interrogation... de convenance.

En quelques lignes, Michel Husson résume la rhétorique patronale: sa « revendication... est de ne plus avoir à sa charge des comportements aussi irresponsables que celui du chômeur qui s'installe dans le « luxe » des allocations, ou du patient qui « surconsomme » allégrement » (p. 47).

A propos des « dépenses » de santé, Husson fait quelques très utiles mises au point, qui concernent aussi la Suisse, même si nous ne disposons pas de l'appareil statistique – une des manifestations de l'étroitesse de la « démocratie sociale » en Suisse – existant en France. Ainsi, il est possible de définir trois grandes catégories de consommation: 1° la traditionnelle (alimentation, habillement); 2° l'industrielle (équipement ménager, automobile); 3° celle des services (loisirs, culture, consommation publique individualisable comme une partie des soins de santé...).

La troisième catégorie croît le plus, ce qui traduit simplement un déplacement d'ensemble dans la structure des consommations au cours des quarante dernières années. Mais la droite et le patronat ont-ils déjà insisté pour que soit « mise en avant la nécessité d'une « maîtrise » des dépenses, par exemple, en ce qui concerne l'automobile » (p. 41)? Ce simple constat suffit à démontrer l'arbitraire de classe qui marque le discours sur la maîtrise des coûts de santé. Et Husson d'effectuer une démonstration qui souligne la volonté (utopique?) du patronat de ne payer la force de travail que lorsqu'elle est effectivement mise au travail. Pour le reste, chômage, retraite, santé, cela devrait relever de l'assurance individuelle. En Suisse, on n'en est pas encore tout à fait là. Mais les « avancées helvétiques » démontrent que « l'utopie patronale » a une terre de prédilection en Europe: l'Helvétie.

Pour terminer, Michel Husson, part d'un constat: « Ce que le capitalisme se vantait de garantir, il y a environ trente ans, il le déclare désormais hors de portée. » (p. 92) Sur cette base, qui indique la faible « légitimité du projet néolibéral », l'auteur déroule les points forts d'une alternative... que vous lirez. Un regret. « Les incursions dans la propriété privée », mentionnées une fois, auraient pu trouver une place plus substantielle dans les deux derniers chapitres. – C.-A. U.